

Règlementation

Inclusion financière

de Contrôle de la Microfinance en Tunisie

n Tunisie

icrofinance en Tunisie Supervision

Association

Croissance

ctroyés aux IMF Tunisie

Micro-entrepreneur

Règlementation

Inclusion financière

de Contrôle de la Microfinance en Tunisie

n Tunisie

icrofinance en Tunisie Supervision

Association

Croissance

la microfinance en Tunisie

Micro-entrepreneur

RAPPORT ANNUEL 2018



Microfinance

Renforcement du cadre
réglementaire et institutionnel
du secteur de la microfinance



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير



Autorité de Contrôle de la Microfinance

57 bis, Rue Mokhtar Attia - Immeuble STB 3ème étage Tunis

Tél: 70013762

Fax: 71257796

Site Web: www.acm.gov.tn

articulation
n financière
responsable
la clientèle

RAPPORT ANNUEL

2018

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président

**M. Mahmoud Montassar
Mansour**

Directeur Général de l'Autorité de Contrôle
de la Microfinance

Les Membres

M. Ibrahim Ben Ammar

Magistrat de troisième grade

M. Hichem Zouaoui

Conseiller auprès du Tribunal Administratif

Mme Sonia Zoghلامي

Représentante du Ministère des Finances

M. Anis Ben Taarit

Représentant du Comité Général des Assurances

M. Nabil Felfel

Représentant de la Banque Centrale de Tunisie

M. Salah Essayel

Représentant du Conseil National de la Comptabilité

Mme Houda Ghozi Khelifa

Choisie pour son expérience dans le domaine de la microfinance

Commissaire aux comptes



International Company for Consulting and Auditing

M. ANIS SMAOUI

Tables des matières

Tables des matières	4
Mot du directeur général de l'ACM	6
I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance	7
1. <i>Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance</i>	8
2. <i>Réunions du Conseil d'administration et principales décisions</i>	8
2.1. Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agrément	8
2.2. Avis de l'ACM sur les projets des textes législatifs relatifs à la microfinance	8
2.3. Décisions portant sur l'organisation et les procédures internes de l'ACM	9
2.4. Décisions portant sur le développement du secteur de la microfinance	9
2.5. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance	9
3. <i>Participation de l'ACM aux événements, à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie</i>	9
3.1. La conférence internationale sur « le Gel des fonds des terroristes »	9
3.2. Participation à l'atelier de travail sur « le renforcement du dispositif de Gel des fonds des terroristes »	9
3.3. Participation au « 1 ^{er} forum Tuniso-Palestinien des responsables de la lutte contre le blanchiment d'Argent et le financement du Terrorisme (LBA/FT) en Tunisie et en Palestine ».....	10
3.4. Participation à la journée d'information sur « les procédures de gel des fonds des terroristes »	10
3.5. Participation de l'ACM à l'atelier régional de mise en place du programme financier de la période 2019 / 2023 pour les institutions de microfinance	10
4. <i>Participation de l'ACM à des conférences internationales sur la microfinance</i>	10
4.1. Participation de l'ACM à un atelier de travail sur "Utilisation de la Centrale des risques pour les fonctions institutionnelles des Banques Centrales"	10
4.2. Participation de l'ACM au programme des visites d'Etude au Maroc dans le cadre du projet Micro Med-ADA.....	11
4.3. Participation de l'ACM au Forum convergences Tunisie	11
4.4. Réunion du comité de pilotage du programme MicroMED et la semaine européenne de la microfinance.....	11
4.5. Participation de l'ACM au colloque sur « Le Financement des TPE/ PME et la sécurisation des investissements : des enjeux majeurs pour l'intégration de la grande région Afrique – Méditerranée – Europe et le déploiement du modèle de coproduction »	11
5. <i>Le rôle de l'ACM comme vecteur de développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance</i> 12	
5.1. La centrale des risques de la microfinance	12
5.2. Le baromètre de la microfinance	12
5.3. Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance	12
5.4. Supervision des institutions de microfinance.....	12
a. Reporting des IMF et contrôle sur pièces.....	12
b. Missions de contrôle sur place.....	13
6. <i>Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM</i>	13
6.1. Programme de formation pour l'obtention du « Certificate in Law and Regulation of Inclusive Finance »13	
6.2. Formation SIMFI - Stratégie, Performance & Gestion du risque en Microfinance	13
6.3. Atelier de formation sur « La Présentation des outils de supervision basée risques « CAMELI » et LBC-FT. 14	
6.4. Formation en microfinance dans le cadre du programme annuel de l'institut Boulder « Boulder Institute of Microfinance ».....	14
6.5. Atelier de formation sur « le contrôle des risques selon les autorités de contrôle »	14
6.6. Atelier de formation sur les nouvelles normes comptables des IMF	14
6.7. Formation sur les nouvelles normes comptables des IMF et analyse financière	14
II. Etat des lieux du secteur de la Microfinance en Tunisie	15
1. <i>Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011</i>	16
2. <i>Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2018</i>	18
2.1. Évolution des microfinancements accordés	19
a. Période 2016 - 2018.....	19
b. Période 2010 - 2018.....	19

2.2. Répartition des microfinancements accordés par région	20
2.3. Répartition des microfinancements par secteur d'activité	21
2.4. Répartition des microfinancements par genre	23
2.5. Répartition des microfinancements par type de projet	24
2.6. Microfinancement moyen par catégorie d'IMF	24
2.7. Évolution de l'encours des microfinancements	25
a. Encours par catégorie d'IMF.....	25
b. Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA.....	26
2.8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA.....	27
a. Période 2016 - 2018.....	27
b. Durant l'année 2018.....	29
2.9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période 2016/ 2018	30
2.10. Données financières sur les IMF SA	30
a. Données bilancielle et données de l'état du résultat.....	30
b. Indicateurs financiers des IMF SA.....	32
c. Ratio de solvabilité des IMF SA.....	32
2.11. Données non financières sur les IMF-SA	33
III. Dynamique de développement du secteur de la Microfinance en Tunisie.....	34
1. <i>Le rôle de la Microfinance dans la promotion de l'emploi au cœur du débat à l'Académie.....</i>	<i>35</i>
2. <i>Les nouvelles normes comptables des IMF.....</i>	<i>35</i>
IV. Annexes.....	36
1. <i>Rapport général du commissaire aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.....</i>	<i>37</i>
2. <i>Rapport spécial du commissaire aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.....</i>	<i>39</i>
3. <i>Etats financiers de l'ACM de l'exercice clos le 31/12/2018.....</i>	<i>40</i>
3.1. Bilan ACTIF	41
3.2. Bilan PASSIF	42
3.3. Etat de résultat	43
3.4. Etat de flux de trésorerie.....	44
3.5. Notes aux états financiers	45

Mot du Directeur Général

Au cours de l'année 2018, le secteur de la microfinance a poursuivi sa croissance mais à un rythme moins soutenu que celui enregistré au cours de l'année 2017. En effet, les microfinancements accordés par les IMF (IMF SA et IMF associatives) se sont accrus de 24,5 % en 2018 contre 36,6 % une année auparavant, atteignant au terme de l'année 2018 la somme de 1150 millions de TND, dont 91,6 % ont été alloués par les IMF SA.

Grace aux données qui lui ont été communiquées par la BTS, l'ACM a pu établir pour la première fois une estimation approximative du nombre des clients actifs des associations de microcrédits (AMC) au 31 décembre 2018. S'élevant à 240 184 clients actifs, ce nombre doit être appréhendé avec prudence car environ 40 % de ces clients, soient 97 129 personnes, sont titulaires d'un encours remontant à une période antérieure au mois de janvier 2014. Compte tenu de cette nouvelle donnée, la population active de tout le secteur de la microfinance au 31 décembre 2018 est estimée à 597 053 clients actifs dont 66 % sont des clients des IMF SA. Par ailleurs, le 10 janvier 2018, un Décret gouvernemental a été promulgué et a prorogé au 31 décembre 2019 le délai imparti aux AMC pour se conformer aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

Au 31 décembre 2018, environ 19,88% des clients actifs des IMF SA sont croisés avec les banques et les sociétés de leasing. Ces clients détiennent 26,25% de l'encours des IMF SA. Ce pourcentage a enregistré une augmentation de 2,8% durant l'année 2018 et n'apparaît pas actuellement porteur de risques. En effet, chez les IMF SA, le PAR 30 de ces clients croisés s'est établi à 1,27% au 31-12-2018 contre 1,56% et 1,10% respectivement au terme des années 2016 et 2017. D'autre part, au 31-12-2018, l'encours de ces clients auprès des banques et des sociétés de leasing est égal à environ 5,5 fois la valeur de leurs encours auprès des IMF SA contre 6 fois une année auparavant. En effet au 31-12-2018, l'encours des clients croisés s'est élevé à environ 1147 millions de TND auprès des banques, sociétés de leasing et à 208,4 millions de TND auprès des IMF SA.

Le 13 avril 2018 un nouvel arrêté du ministre des finances a été publié au journal officiel de la république tunisienne et a fixé le montant maximum du microfinancement et la durée maximale de son remboursement comme suit :

- Dix mille dinars (10.000 TND) et cinq ans pour les associations.
- Quarante mille dinars (40.000 TND) et sept ans pour les sociétés anonymes.

Pour pouvoir accorder des microfinancements d'un montant supérieur à vingt mille dinars sans dépasser quarante mille dinars et à une durée maximale de sept ans, les IMF SA doivent obtenir un accord de l'ACM. Un tel accord est donné à une IMF SA à condition de justifier d'une durée minimale de deux ans d'exercice d'activité à compter de la date de l'obtention de l'agrément pour l'exercice de l'activité de microfinance, sur la base d'un plan d'affaires établi à cet effet, et selon des conditions fixées par la note n° 22 de l'ACM publiée le 28 juin 2018. Il est à signaler que l'ACM peut retirer l'accord précité de l'institution de microfinance en cas du non-respect des conditions de l'octroi de l'accord. En ce qui concerne les AMC, l'octroi de microfinancements d'un montant supérieur à 5.000 TND, sans dépasser 10.000 TND et à une durée maximale de remboursement de cinq ans, est subordonné à la satisfaction des conditions minimales fixées dans le cadre de la convention de financement conclue avec la BTS. A la date du 31 décembre 2018, deux IMF SA ont obtenu un accord de l'ACM pour accorder des microfinancements d'un montant supérieur à vingt mille dinars sans dépasser quarante mille dinars et à une durée maximale de sept ans.

Le directeur Général

Mahmoud Montassar Mansour

Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance



2018

I. Activités de l'autorité de contrôle de la microfinance

1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, **l'Autorité de Contrôle de la Microfinance** est un comité indépendant, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; ce qui garantit sa neutralité et lui confère les prérogatives de puissance publique lui permettant d'assurer son rôle de superviseur du secteur de la microfinance. Les modalités de fonctionnement de l'ACM sont fixées par le décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée principalement de :

- Instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- Contrôler, sur pièces et sur place, les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- Mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande. Elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,
- Prononcer des pénalités et/ou des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi 2011-117 précité et de ses textes d'application,
- Proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,

- Émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

2. Réunions du Conseil d'administration et principales décisions

Durant l'année 2018, le Conseil d'Administration de l'ACM s'est réuni 11 fois et a pris les principales décisions suivantes :

2.1. Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agrément :

- Une demande de réactivation d'agrément pour l'exercice d'activité de microfinance émise par une Institution de microfinance sous forme associative ;
- Deux demandes d'agrément pour l'exercice d'activité de microfinance émises par deux nouvelles institutions sous forme de société anonyme, dont une a obtenu un accord de principe et l'autre est en cours d'instruction ;
- Émission d'avis concernant onze (11) demandes d'ouverture de nouvelles agences d'institutions de microfinance ;
- Émission d'avis concernant deux (2) demandes de changement d'adresse d'agences d'institutions de microfinance ;
- Émission d'avis concernant une (1) demande d'acquisition de parts sociales d'une institution de microfinance.
- Émission d'avis concernant trois (3) demandes d'obtention d'accord pour octroyer des microfinancements d'un montant supérieur à 20.000 dinars sans dépasser 40.000 dinars et d'une durée maximale de 7 ans.

2.2. Avis de l'ACM sur les projets des textes législatifs relatifs à la microfinance

- Projet d'arrêté du ministre des finances modifiant et complétant l'arrêté du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du micro-crédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

- Projet d'arrêté du ministre des finances fixant les pénalités et les sanctions administratives et pécuniaires à l'encontre des institutions de microfinance au sens de l'article 53 du décret-loi n° 2011-117.
- Projet de statut de l'Association professionnelle des Institutions de microfinance.

2.3. Décisions portant sur l'organisation et les procédures internes de l'ACM

- Approbation du manuel de procédures d'étude des dossiers de demande d'obtention d'accord pour octroyer des microfinancements d'un montant supérieur à 20.000 dinars sans dépasser 40.000 dinars et d'une durée maximale de 7 ans ;
- Approbation de la note ACM adressée aux associations de microcrédits relative aux programmes et procédures pour la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent.

2.4. Décisions portant sur le développement du secteur de la microfinance

- Approbation de la note n°22 relative aux conditions d'application des dispositions de l'article premier de l'arrêté du ministre des Finances du 18 Janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance, tel que modifié par l'arrêté du ministre des Finances du 13 avril 2018.
- Approbation de la note n°21 relative à la centrale des risques de la microfinance ;
- Approbation du renouvellement de l'adhésion de l'ACM à l'Alliance pour l'Inclusion Financière "AFI".
- Approbation d'une convention entre l'ACM, le Ministère des Finances et

l'Académie des Banques et Finances sur un programme de formation pour le secteur de la microfinance.

2.5. Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance

Examen des rapports périodiques transmis par les IMF.

Examen de sept (7) rapports des missions de contrôle sur place détaillées comme suit :

- ✓ Une mission de Contrôle d'une IMF associative,
- ✓ Trois missions de contrôle du dispositif de la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le Financement du terrorisme,
- ✓ Trois missions de contrôle sur « la vérification du respect des obligations réglementaires en matière de protection de la clientèle »

Planification des missions de contrôle sur place pour l'exercice 2019 .

3. Participation de L'ACM aux évènements, à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie

3.1. La conférence internationale sur « le Gel des fonds des terroristes »

Deux cadres de l'ACM ont assisté à la conférence internationale sur « le Gel des fonds des terroristes » tenue à l'école Nationale d'administration le 12 et 13 avril 2018.

3.2. Participation à l'atelier de travail sur « le renforcement du dispositif de Gel des fonds des terroristes »

Un atelier de travail sur « le renforcement du dispositif de Gel des fonds des

terroristes » a été organisé du 3 au 5 juillet 2018 à l'Hôtel Novotel Tunis par la Commission Nationale de lutte contre le Terrorisme en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la Lutte contre le Terrorisme (UNOCT) et la Direction Exécutive de la Commission de lutte contre le Terrorisme au Conseil de Sécurité des Nations Unies (CTED).

Deux cadres de l'ACM ont participé à Cet atelier ayant pour objectif la formation des différents intervenants sur les exigences opérationnelles de l'établissement d'un dispositif National pour le gel des fonds des terroristes.

3.3. Participation au « 1^{er} forum Tuniso Palestinien des responsables de la lutte contre le blanchiment d'Argent et le financement du Terrorisme (LBA/FT) en Tunisie et en Palestine »

En collaboration avec l'Institut Bancaire Palestinien (IBP), l'institut de la Banque Centrale de Tunisie (IBCT) a organisé le 30 et 31 juillet 2018 à l'hôtel Regency- Gammarth le « 1^{er} forum Tuniso Palestinien des responsables de la lutte contre le blanchiment d'Argent et le financement du Terrorisme (LBA/FT) en Tunisie et en Palestine ».

Une intervention sur le rôle de l'ACM en matière de la répression du blanchiment d'Argent et la lutte contre le financement du Terrorisme a été assurée par un cadre de l'ACM.

3.4. Participation à la journée d'information sur « les procédures de gel des fonds des terroristes »

Deux cadres de l'ACM ont participé à la journée d'information organisée conjointement par la Commission Tunisienne des Analyses financières (CTAF) et la Commission Nationale de Lutte contre le Terrorisme, tenue le 19 novembre 2018 au siège de la BCT, sur « le dispositif national de gel des fonds des terroristes ».

3.5. Participation de l'ACM à l'atelier régional de mise en place du programme financier de la période 2019 - 2023 pour les institutions de microfinance

Un atelier régional sur « la mise en place du programme financier de la période 2019 - 2023 pour les institutions de microfinance », organisé par L'Association Kairouan pour le développement intégré (AKDI), s'est tenu le 01 décembre 2018 à l'hôtel « Continental » Kairouan.

Cet atelier a pour objectif la sensibilisation au rôle de microfinance en matière de développement durable et de lutte contre la pauvreté et le chômage ainsi que la formation des membres des associations de microfinance à élaborer leurs plans financiers pour la période 2019-2023.

L'ACM a participé à cet évènement à travers une intervention sur « le rôle du contrôle dans le renforcement des institutions de microfinance » assurée par son Directeur Général.

4. Participation de l'ACM à des conférences internationales sur la microfinance

4.1. Participation de l'ACM à un atelier de travail sur "Utilisation de la Centrale des risques pour les fonctions institutionnelles des Banques Centrales"

L'apport des centrales des risques dans l'évaluation de la solvabilité et le renforcement de l'inclusion financière étaient au cœur des échanges lors d'un séminaire international organisé conjointement, le jeudi 22 février 2018, par « Bank Al Maghreb » et la Société Financière Internationale (IFC- groupe Banque mondiale) à Rabat.

Tout au long de cette journée, des représentants des Banques Centrales d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, du Brésil, de la Turquie et de la Banque Centrale Européenne ont confronté leurs expériences respectives afin de dégager les

meilleures pratiques en matière d'évaluation du crédit. Etaient également présents à ce séminaire des responsables des banques centrales et d'autorités de régulation issus d'Afrique Subsaharienne et du Moyen-Orient.

4.2. Participation de l'ACM au programme des visites d'Etude au Maroc dans le cadre du projet Micro Med-ADA

Le directeur général, accompagné d'un cadre de l'ACM a participé au programme des visites d'étude au Maroc du 1^{er} au 5 Mai 2018 ayant pour thème « Aspects réglementaires et opérationnels relatifs à la collecte pour le compte des banques commerciales, de l'épargne par les IMF marocaines et au fonctionnement du fonds "Jaida" de financement des IMF ».

L'équipe de l'ACM a assisté aux présentations de la plateforme de paiement mobile "HPS" et du Modèle "Jaida" alternées par des visites de deux établissements de Paiement « Maymouna Finance » et « Wafa Cash ».

4.3. Participation de l'ACM au Forum convergences Tunisie

Convergences a organisé le 09 Mai 2018 la première édition du Forum Convergences Tunisie.

L'ACM a participé à cette rencontre qui a rassemblé des professionnels et le grand public, sur une journée entière autour du thème «vers une Tunisie Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté » et qui a traité les sujets suivants :

- Comment contribuer à l'essor et à la valorisation de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en Tunisie ?
- Comment travailler de façon responsable et inclusive ?
- Comment avoir plus d'impact ?

Le directeur général de l' ACM a été invité à contribuer aux sessions d'échanges, de débats et de réseautage concernant le thème « Comment développer la finance inclusive en Tunisie ? »

4.4. Réunion du comité de pilotage du programme MicroMED et la semaine européenne de la microfinance

La semaine européenne de la microfinance est l'événement majeur du calendrier de la microfinance, reconnu comme un point de rencontre unique pour tous les professionnels travaillant dans le secteur de la finance inclusive dans le monde. L'événement de trois jours attire des experts de premier plan, des leaders d'opinion et des décideurs lors de ses plénières et sessions d'ateliers abordant des sujets d'actualité.

L'ACM a été parmi plus de 450 participants de 69 pays qui se sont réunis à Luxembourg du 14 au 16 novembre 2018 et a contribué aux sessions d'échanges, de débats et de réseautage autour de cinq sessions plénières sur les thèmes suivants :

- Protection de la clientèle et la finance digitale,
- Gouvernance : gestion des risques,
- Renforcement des capacités humaines dans les IMF,
- La prévention du surendettement,
- Les Normes Universelles pour la Gestion de la Performance Sociale et les institutions financières.

4.5. Participation de l'ACM au colloque sur « Le Financement des TPE/ PME et la sécurisation des investissements : des enjeux majeurs pour l'intégration de la grande région Afrique – Méditerranée – Europe et le déploiement du modèle de coproduction »

L'ACM a participé le 11 décembre 2018 à Tunis, au colloque sur « Le Financement des TPE/PME et la sécurisation des investissements : des enjeux majeurs pour l'intégration de la grande région Afrique – Méditerranée – Europe et le déploiement du modèle de coproduction » organisé par l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED) en partenariat avec l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE), l'Union pour la méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

5. Le rôle de l'ACM comme vecteur de développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance

5.1. La centrale des risques de la microfinance

Après avoir lancé le premier, le deuxième et le troisième lot de la centrale des risques de microfinance, l'ACM peut désormais contrôler de façon continue les consultations, la qualité des déclarations et le traitement et l'exploitation des données relatives aux clients IMF et aux crédits. Le tableau ci-après contient un ensemble d'indicateurs de suivi pour la période allant du premier au 31 décembre 2018 :

	31 mars 2018	30 juin 2018	30 sept. 2018	31 déc. 2018
VOLUME				
Nombre d'utilisateurs	809	848	924	949
Nombre de consultations (cumul)	1 829 590	2 083 892	2 372 782	2 682 447
Nombre de contrats déclarés (cumul)	1 010 874	1 129 635	1 217 608	1 326 991
INDICATEURS				
Nombre de Consultations par utilisateur	2262	2457	2568	2827
CONSULTATIONS PAR CONTRAT				
En Nombre	1,810	1,845	1,949	2,021
En %	180,99%	184,47%	194,87%	202,15%

En outre, l'ACM a mis à la disposition des IMF l'adresse électronique suivante : reclamation_crm@acm.gov.tn afin qu'elles puissent envoyer leurs réclamations en relation avec la centrale des risques de la microfinance, qu'elles soient d'ordre technique ou relatives au métier.

Durant l'année 2018, l'ACM a traité 4308 réclamations émanant des IMF. Lesdites réclamations sont réparties comme suit :

Objet de la réclamation	Nombre de réclamations traitées
Date de naissance incorrecte	3719
Nom, prénom et date de naissance incorrecte	584
Nom ou prénom incorrect	5
Total	4308

5.2 Le baromètre de la microfinance

L'année 2018 a connu le lancement du baromètre de la microfinance de l'ACM, qui a pour principal objectif de présenter le secteur de la microfinance à travers des indicateurs clés reflétant son importance dans l'accès des populations défavorisées aux services financiers. Cinq numéros ont été édités durant l'année 2018 (Janvier, Avril, Juillet, Septembre et Décembre).

5.3. Traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance

L'ACM a reçu durant l'année 2018, 15 réclamations émanant des clients des institutions de microfinance concernant des litiges avec celles-ci. L'ACM s'est intervenue pour régulariser les différends.

5.4. Supervision des institutions de microfinance

a. Reporting des IMF et contrôle sur pièces

" Institution de microfinance sous forme de Société Anonyme "

Au cours de l'année 2018, les contrôleurs de l'ACM ont procédé au contrôle des différents rapports et états périodiques reçus des IMF conformément à l'arrêté du ministre des finances du 23 décembre 2016, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance.

" Institution de microfinance sous forme Associative "

Dans le cadre de ses attributions, et conformément à l'article n°15 de l'arrêté du ministre des finances

du 23 décembre 2016 relatif à la fixation des règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance, et en application des recommandations du conseil d'administration de l'ACM dans le cadre de sa réunion du 2 mars 2018, une correspondance a été envoyée par l'ACM à 278 associations actives et non actives parmi 289 associations autorisées à octroyer des microcrédits afin de communiquer les états financiers et les rapports relatifs aux années 2016, 2017 et 2018 dans un délai d'un mois.

L'ACM a reçu des réponses de 160 associations dont 156 sont actives, soit 78,4% du total des associations actives.

Le nombre des associations qui n'ont pas envoyé leurs rapports et états financiers à l'ACM est de 118 associations dont 44 associations actives, soit 22,6% du total des associations actives.

Le contrôle sur pièces des différents rapports et états financiers a montré :

- ✓ Des anomalies au niveau de la gestion des AMC.
- ✓ Des insuffisances au niveau du contenu des rapports des commissaires aux comptes.

b. Missions de contrôle sur place

Dans le cadre des attributions de l'ACM, des équipes de contrôleurs désignées par le directeur général ont effectué au cours de l'année 2018 sept missions de contrôle sur place auprès des IMF dont :

- ✓ Une mission de contrôle d'une IMF associative,
- ✓ Trois missions de contrôle du dispositif de la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le terrorisme,
- ✓ Trois missions de contrôle sur « la vérification du respect des obligations réglementaires en matière de protection de la clientèle »

6. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM

L'ACM veille au renforcement des capacités de son équipe à travers une politique active de formation.

En effet, ses agents participent, dès leur recrutement mais également tout au long de leurs carrières à différentes formations tant en Tunisie qu'à l'étranger.

6.1. Programme de formation pour l'obtention du « Certificate in Law and Regulation of Inclusive Finance »

Un cadre de l'ACM a participé du 15 au 25 janvier 2018 au programme de formation pour l'obtention du « *Certificate in Law and Regulation of Inclusive Finance* », qui vise à approfondir l'expertise et les échanges dans ce domaine émergent du droit financier.

Ce programme, qui a réuni des professionnels de la finance, des organismes de réglementation, des institutions de microfinance et du monde universitaire, a contenu des cours sur la surveillance réglementaire, le droit et l'éthique, les véhicules d'investissement et le droit bancaire, assurés par des professeurs de l'Université ainsi que par des intervenants extérieurs d'ADA et d'autres spécialistes en microfinance.

6.2. Formation SIMFI - Stratégie, Performance & Gestion du risque en Microfinance

Deux cadres de l'ACM ont participé le 8 mai 2018 à un module de formation sur le thème « Stratégie, Performance & Gestion du risque en Microfinance » organisé dans le cadre du programme Micro-MED à l'Académie des Banques et Finance.

L'objectif de cette formation est de :

- Promouvoir une approche stratégique de la gestion d'une IMF.
- Donner une vue d'ensemble du fonctionnement d'une IMF.
- Attirer l'attention sur des aspects plus spécifiques : gestion des risques et/ou indicateurs de performance.
- Créer une dynamique d'échange entre les participants.

6.3. Atelier de formation sur « La Présentation des outils de supervision basée risques «CAMELI» et «LBC - FT»

L'objectif de cet atelier de quatre jours, organisé par ADA dans le cadre du programme Micro-MED du 25 au 28 juin 2018 au siège de l'ACM, est de renforcer le dispositif de contrôle et d'intervention de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance. « C.A.M.E.L.I » un outil adapté au contexte de la microfinance de l'outil « CAMELS » développé par la Banque Centrale des États-Unis (la FED) pour la supervision des banques de détail.

Outre une notation globale et par pilier (C-A-M-E-L-I), l'outil comporte des recommandations standards pour le superviseur, en fonction des notes obtenues.

Cette formation a été animée par un expert spécialiste en régulation financière.

6.4. Formation en microfinance dans le cadre du programme annuel de l'institut Boulder « Boulder Institute of Microfinance »

Un cadre de l'ACM a participé du 23 juillet au 03 août 2018 à la Formation annuelle « Boulder en microfinance (Boulder MFT) » organisée par « Boulder Institute of Microfinance » au Centre International de Formation de l'OIT à Turin en Italie.

Avec une vingtaine de cours assurés en langue française, cette formation de deux semaines s'adresse à une diversité de professionnels de la microfinance et de la finance inclusive opérant dans les cinq continents.

6.5. Atelier de formation sur « le contrôle des risques selon les autorités de contrôle »

Une formation au siège de l'ACM a été organisée au profit des contrôleurs durant cinq jours ; du 1 au 5 octobre 2018 ; organisé par ADA dans le cadre du programme Micro-MED sur le thème « Contrôle des risques selon les autorités de contrôle ».

Cette formation animée par un expert luxembourgeois, avait pour objectif de :

- Établir un diagnostic de la gouvernance, de la gestion des risques, du système de contrôle interne et de l'audit interne dans les institutions de microfinance
- Évaluer l'exposition des institutions de microfinance au risque et l'adéquation de leur appétit de risque par rapport au risque systémique du secteur.
- Traiter l'impact sur le risque de réputation.

6.6. Atelier de formation sur les nouvelles normes comptables des IMF

L'équipe chargée du contrôle a participé le 3 et 4 décembre 2018 à un programme de formation organisé par la GIZ sur « les nouvelles normes comptables des IMF », tenu au siège de l'ACM.

Cette formation a été assurée par expert comptable membre du Conseil National de la Comptabilité et a porté essentiellement sur:

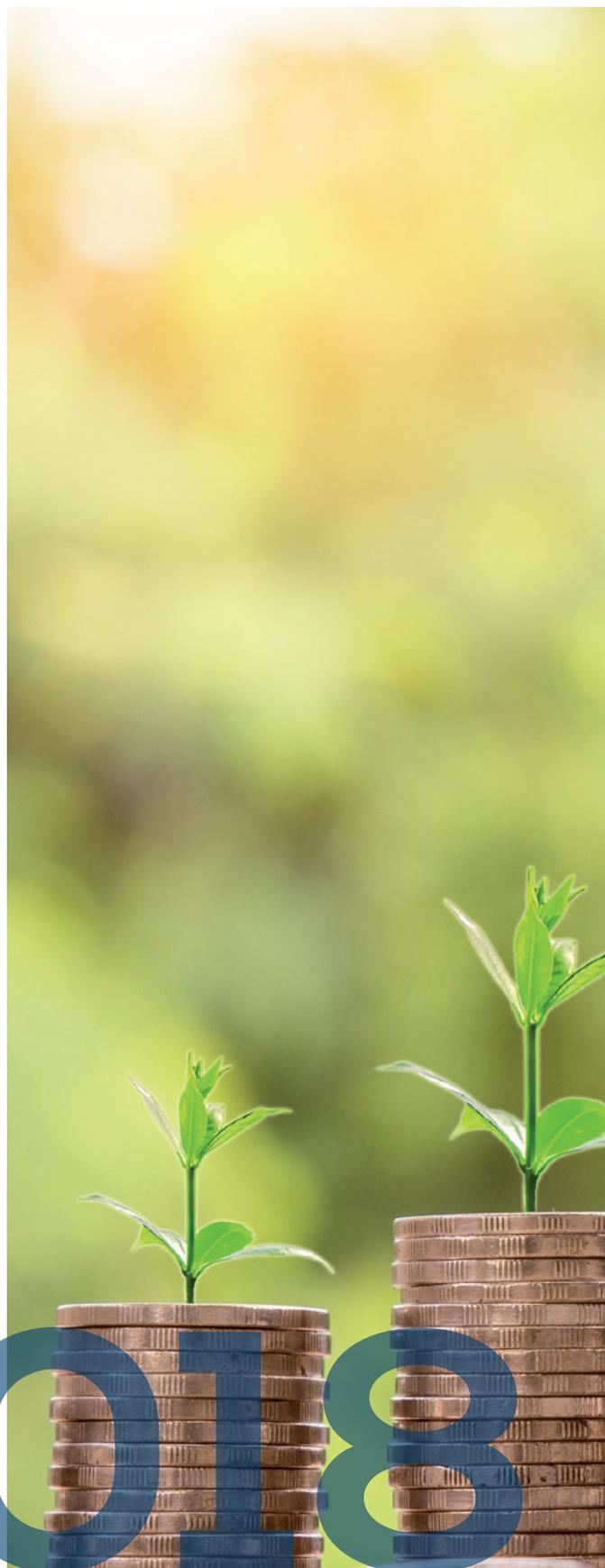
- La comptabilité des opérations courantes,
- Les opérations de fin d'exercice,
- Les principaux traitements comptables au sein d'une IMF,
- La Lecture et l'analyse des états financiers des IMF.

6.7. Formation sur les nouvelles normes comptables des IMF et analyse financière

Un module de formation s'est organisé par ADA du 6 au 11 décembre 2018 dans le cadre du programme Micro-MED à l'Académie des Banques et Finance portant sur le thème « les nouvelles normes comptables des IMF publiées par un arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018 ainsi que l'analyse financière ». L'ACM a participé à ce module de formation qui a été animé par un expert-comptable et formateur certifié en microfinance.

État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie

2018



II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie

1. Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011

Conformément à l'article 43 du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance telle que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, l'ACM est chargée, entre autres, d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

Durant l'année 2018 le conseil d'administration de l'ACM a examiné et a émis son avis sur :

- Projet d'arrêté du ministre des finances modifiant et complétant l'arrêté du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du micro-crédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.
- Le projet d'arrêté du ministre des finances fixant les pénalités et les sanctions administratives et pécuniaires à l'encontre des institutions de microfinance au sens de l'article 53 du décret-loi n° 2011-117. »
- Projet de statut de l'Association professionnelle des Institutions de microfinance.

03/2018

- **Arrêté du ministre des finances du 13 avril 2018**, modifiant et complétant l'arrêté du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du micro-crédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

03/2018

- **Arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018**, portant approbation d'une norme comptable relative aux institutions de microfinance.

01/2018

- **Décret gouvernemental n° 2018-12 du 10 janvier 2018**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance .

07/2017

- **Arrêté du ministre des finances par intérim du 26 juillet 2017** fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance

01/2017

- **Décret gouvernemental n° 93-2017 du 19 Janvier 2017**, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

12/2016

- **Arrêté du Ministre des Finances du 23 Décembre 2016** fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance

08/2016

- **Arrêté du ministre des finances du 24 Août 2016** relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance

02/2016

- **Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016** fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n°2011-117 du 05 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014

11/2014

- **Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 17 novembre 2014**, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance.

07/2014

- **Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014**, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

08/2013

- **Arrêté du ministre des finances du 19 août 2013**, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

04/2013

- **Arrêté du ministre des finances du 22 avril 2013**, portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'autorité de contrôle de la microfinance.
- **Arrêté du ministre des finances du 16 avril 2013**, relatif à la fixation des missions des unions des institutions de microfinance.

01/2013

- **Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013**, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

11/2012

- **Décret n°2012-2643 du 6 novembre 2012**, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

09/2012

- **Décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012**, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

01/2012

- **Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012**, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

11/2011

- **Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011**, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.
- **Décret-loi n° 2011-118 du 5 novembre 2011**, portant dispositions fiscales relatives aux institutions de microfinance.

2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2018

Au 31 décembre 2018, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de:

- 289 Associations de Microcrédit (AMC) agréées dans le cadre de la loi n° 99- 67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par les associations dont 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et 197 ont eu accès à un financement auprès de la BTS au cours de l'année 2018.

Parmi les associations actives seulement deux associations se sont conformées aux dispositions du décretloi n°2011-117¹ :

	IMF associative	Logo
ASAD Tamweel	Une institution de microfinance sous forme associative créée dans le cadre de l'opération de filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) agréée en date du 30 septembre 2015 par le ministre des finances	
L'association de Kairouan de développement intégré (AKDI)	Une institution de microfinance sous forme associative qui a pu se mettre en conformité aux dispositions du décret-loi n° 2011-117.	

- 7 sociétés anonymes :

IMF SA	Logo	Date d'agrément
Enda Tamweel		31/12/2015
Taysir Microfinance		28/03/2014
Baobab Tunisie		03/10/2014
Advans Tunisie		22/01/2015
Centre Financier aux Entrepreneurs		21/04/2015
Zitouna Tamkeen		06/05/2016
El Amel de microfinance		09/01/2019

¹ L'article 58 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 a conféré aux AMC la qualité d'institution de microfinance à condition de se conformer aux dispositions dudit décret-loi dans un délai maximum prenant fin au 31 décembre 2016.

Au terme à cette date, hormis l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD), et L'association de Kairouan de développement intégré (AKDI), aucune autre AMC n'a pu se conformer aux dispositions du décret-loi précité. Deux nouveaux décrets gouvernementaux ont été promulgués, le premier en date du 19 Janvier 2017 et le deuxième en date du 10 janvier 2018, prorogeant respectivement d'un an et deux ans supplémentaires le délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer audit décret-loi.

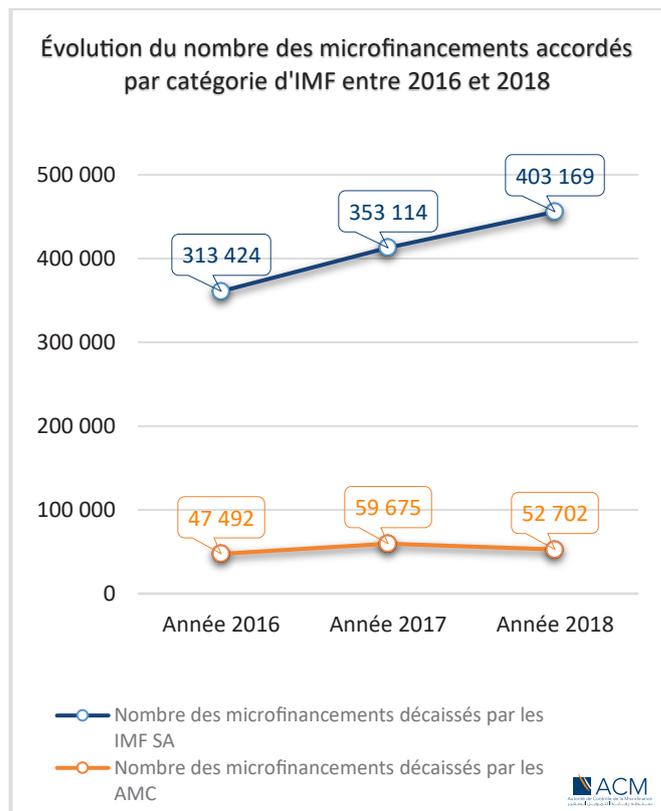
2.1. Évolution des microfinancements accordés :

a. Période 2016 - 2018

- Le nombre des microfinancements accordés par les IMF (SA et AMC) durant l'année 2018 s'élève à 455 871 pour un montant total de 1150 millions de TND contre 412 789 microfinancements pour un montant total de 923 millions de TND durant l'année 2017 soit un taux de croissance de 24,54%.

- En montant, les microfinancements accordés par les AMC durant l'année 2018 représentent 8,4 % de l'ensemble des microfinancements accordés par le secteur de la microfinance, enregistrant ainsi une diminution de 9,5% par rapport aux réalisations de l'année précédente.

Catégorie d'IMF	2016				2017				2018			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
IMF SA	313 424	86,8%	609 116	90,1%	353 114	85,5%	815 703	88,4%	403 169	88,4%	1 052 468	91,6%
IMF AMC	47 492	13,2%	66 596	9,9%	59 675	14,5%	107 337	11,6%	52 702	11,6%	97 091	8,4%
TOTAL	360 916	100%	675 712	100%	412 789	100%	923 040	100%	455 871	100%	1 149 559	100%



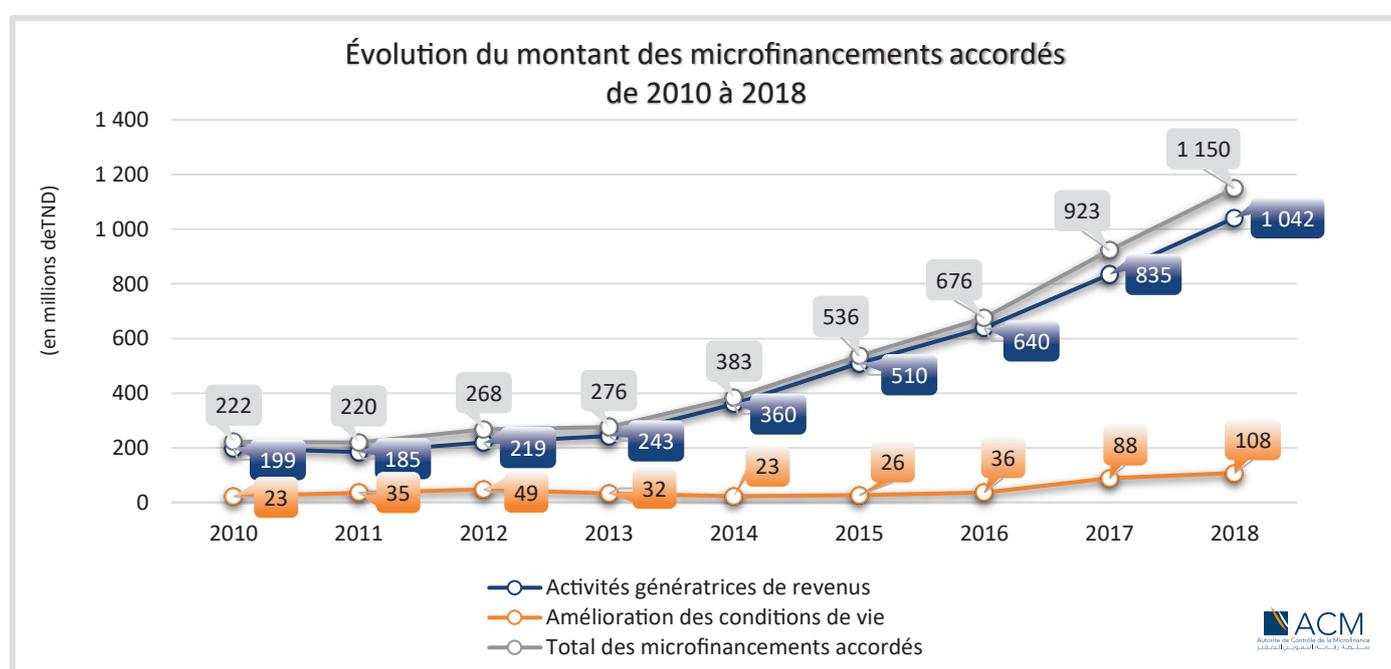
b. Période 2010 - 2018

- Le montant total des microfinancements accordés par le secteur de la microfinance durant

la période allant de 2010 à 2018 a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 22,8 %

(En Milliers de dinars)

	Activités génératrices de revenus		Amélioration des conditions de vie		Total des microfinancements accordés	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
2010	225 793	199 028	50 533	23 448	276 326	222 476
2011	195 434	184 664	62 719	35 006	258 153	219 670
2012	199 588	219 369	71 705	48 578	271 293	267 947
2013	205 518	243 461	46 293	32 398	251 811	275 859
2014	250 784	360 172	32 927	23 122	283 711	383 294
2015	290 798	509 664	38 949	26 418	329 747	536 082
2016	309 764	639 601	51 152	36 112	360 916	676 712
2017	329 333	834 690	83 456	88 349	412 789	923 040
2018	364 994	1 041 682	90 877	107 877	455 871	1 149 559



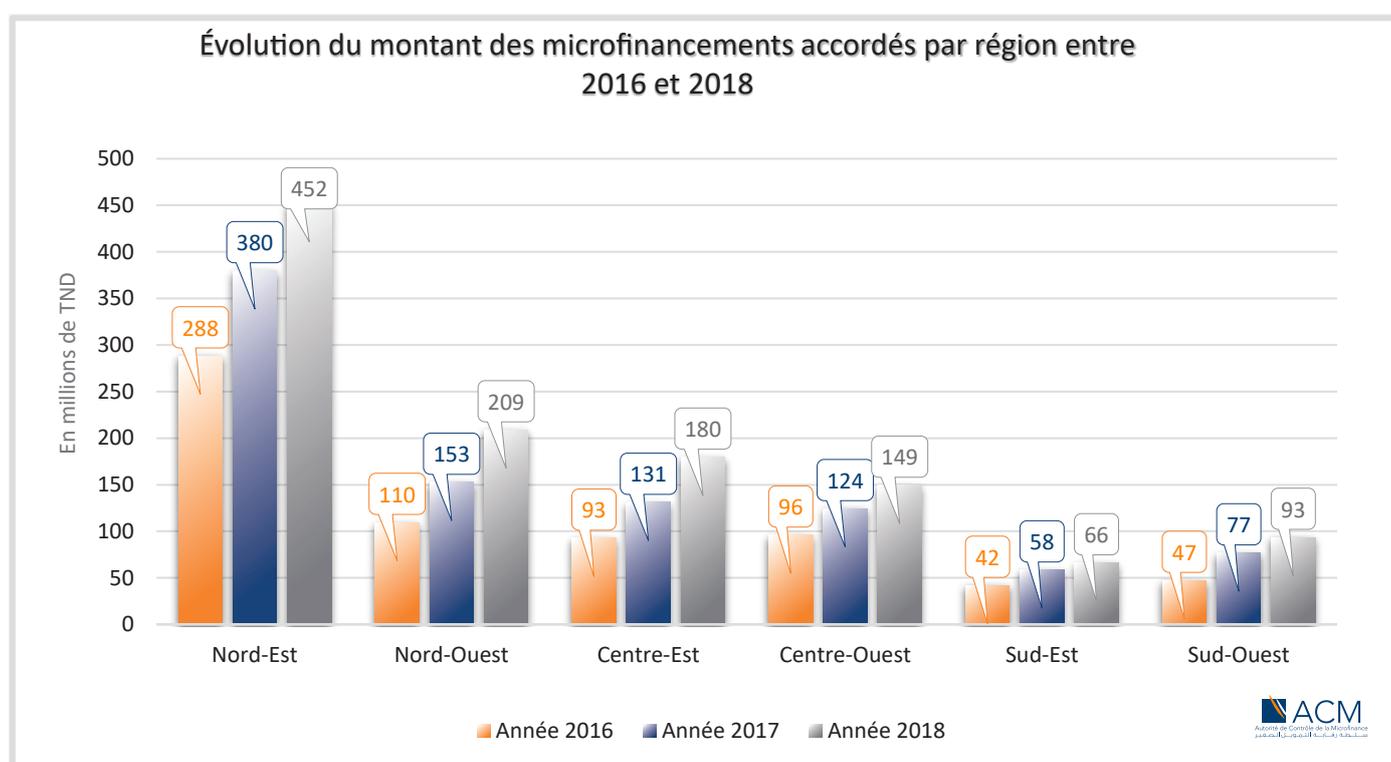
2.2. Répartition des microfinancements accordés par région :

- 39% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2018 ont profité à la région du Nord-Est, contre 41 % et 43 % respectivement en 2017 et 2016.
- La région du Nord-Ouest a bénéficié de 18 % de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2018 contre 17% en 2017 et 16% en 2016.

- Les parts respectives des deux régions du Centre-Est et du Sud-Est se sont établies à 16% et 6% de la valeur totale des microfinancements accordés en 2018.
- Les régions du Sud-Ouest et du centre ouest ont bénéficié respectivement de 8 % et de 13 % de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2018 et ont conservé leurs mêmes parts de l'année précédente contre des parts respectives de 7% et de 14 % en 2016.

(En milliers de dinars)

Région	2016				2017				2018			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	144 552	40%	288 345	43%	164 486	40%	379 787	41%	178 333	39%	451 912	39%
Nord-Ouest	58 043	16%	109 535	16%	68 008	16%	152 585	17%	82 710	18%	208 937	18%
Centre-Est	50 987	14%	92 585	14%	58 798	14%	131 092	14%	67 421	15%	179 610	16%
Centre-Ouest	52 699	15%	95 946	14%	57 751	14%	124 311	13%	60 230	13%	149 453	13%
Sud-Est	27 606	8%	41 998	6%	31 195	8%	58 462	6%	30 691	7%	66 159	6%
Sud-Ouest	27 029	7%	47 302	7%	32 551	8%	76 803	8%	36 486	8%	93 488	8%
TOTAL	360 916	100%	675 712	100%	412 789	100%	923 040	100%	455 871	100%	1 149 559	100%



2.3. Répartition des microfinancements par secteur d'activité

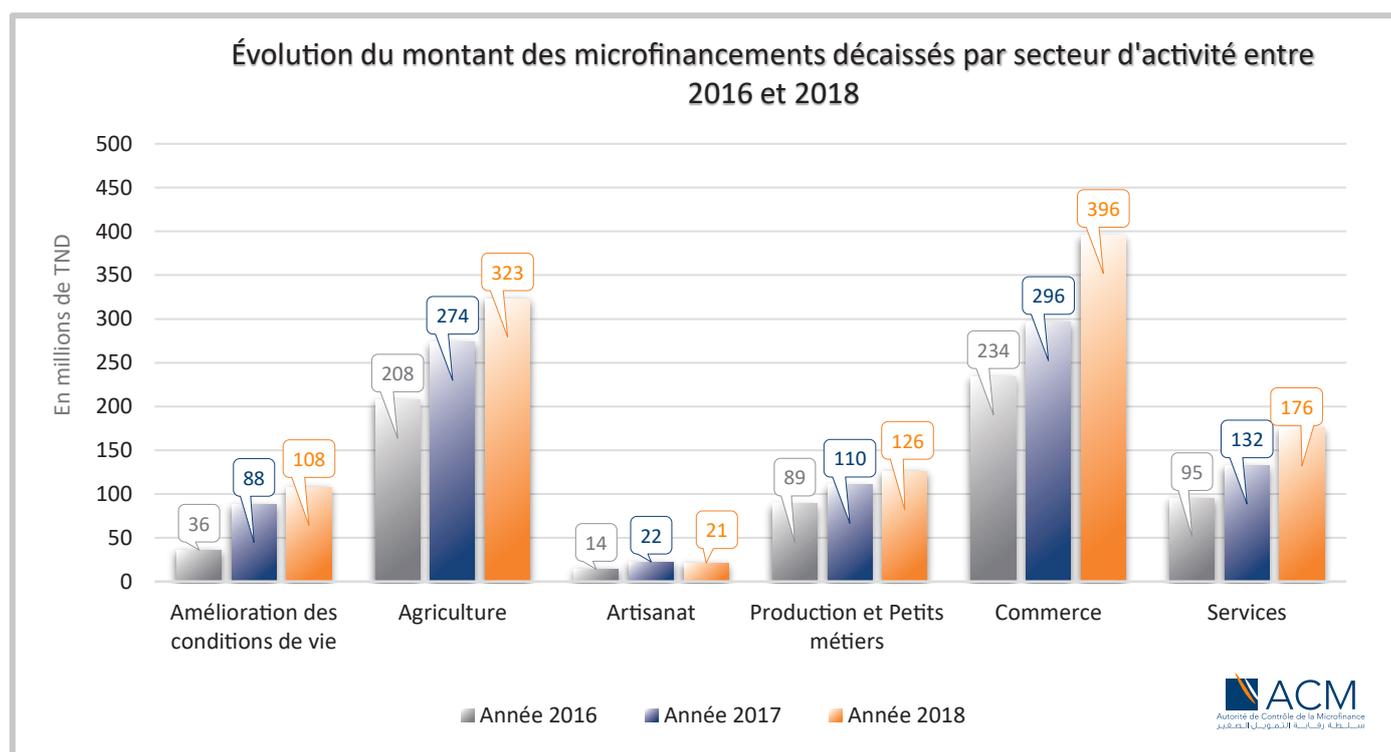
- Avec plus de 395,6 millions de TND, le commerce a accaparé la part prépondérante des microfinancements accordés durant l'année 2018 représentant 34% de la valeur globale des microfinancements accordés contre 32% durant l'année 2017.

- L'agriculture a bénéficié du plus grand nombre de microfinancements accordés soit 129 506 avec une valeur globale supérieure à 323 millions de TND représentant 28% de la valeur globale des microfinancements accordés durant l'année 2018 contre 30% durant l'année 2017.

- L'artisanat reste le secteur qui a bénéficié le moins des microfinancements, sa part ne représente que 2% du montant global des microfinancements accordés.

(En milliers de dinars)

Sécteur d'Activité	2016				2017				2018			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie (ACV)	51 152	14%	36 112	5%	83 456	20%	88 349	10%	90 877	20%	107 877	9%
Agriculture	113 012	31%	207 539	31%	122 876	30%	273 534	30%	129 506	28%	323 157	28%
Artisanat	9 144	3%	14 137	2%	11 403	3%	22 412	2%	10 004	2%	21 201	2%
Production et Petits métiers	49 743	14%	88 690	13%	50 184	12%	110 287	12%	51 506	11%	125 787	11%
Commerce	103 263	29%	234 277	35%	106 161	26%	296 152	32%	126 678	28%	395 606	34%
Services	34 602	10%	94 958	14%	38 709	9%	132 305	14%	47 300	10%	175 931	15%
TOTAL	360 916	100%	675 712	100%	412 789	100%	923 040	100%	455 871	100%	1 149 559	100%



2.4. Répartition des microfinancements par genre

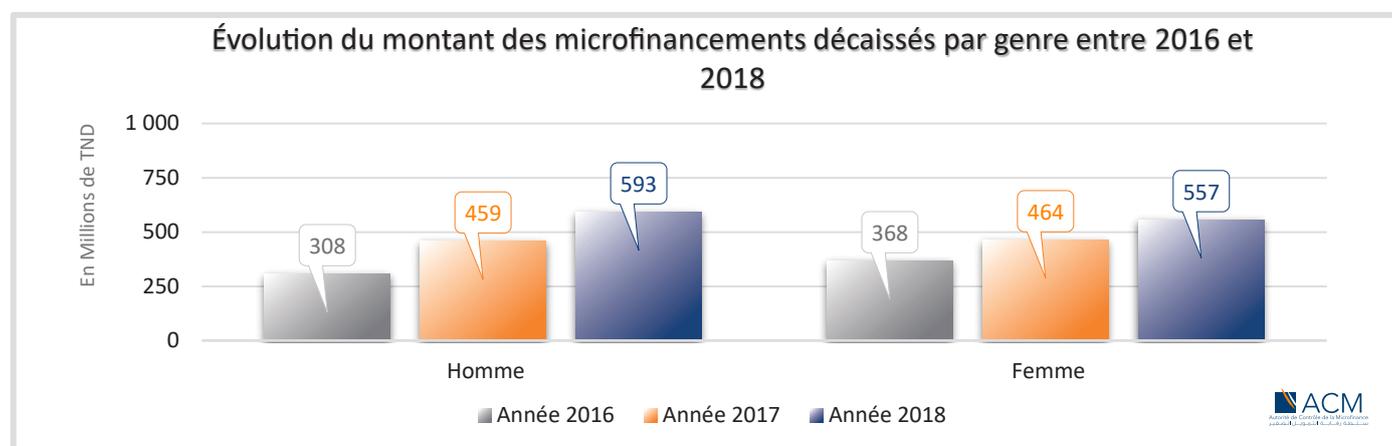
- En termes de nombre, les femmes ont bénéficié de 57% des microfinancements accordés avec 259 229 microfinancements en 2018 contre 234 451 en 2017.
- La part des hommes dans la valeur totale des microfinancements est passée de 46% en 2016 à 52%

en 2018. En effet en 2018, environ 592,7 millions de TND représentant 196 642 microfinancements ont été alloués à des hommes opérant dans tous secteurs d'activité confondus.

- Les femmes ont profité de 556,8 millions de TND soit une part de 48% de la valeur globale des microfinancements accordés.

(En milliers de dinars)

Genre	2016				2017				2018			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Homme	137 693	38%	307 982	46%	178 338	43%	458 560	49,7%	196 642	43%	592 741	52%
Femme	223 223	62%	367 730	54%	234 451	57%	464 480	50,3%	259 229	57%	556 818	48%
TOTAL	360 916	100%	675 712	100%	412 789	100%	923 040	100%	455 871	100%	1 149 559	100%



- En outre, le microfinancement moyen des femmes a atteint 2 148 dinars contre 1 981 dinars en 2017 enregistrant une augmentation de 8,4 %

mais qui reste en dessous de celui des hommes qui s'élève à 3 014 dinars en 2018 contre 2 571 dinars en 2017, soit une augmentation de 17,2%.

(En dinars)

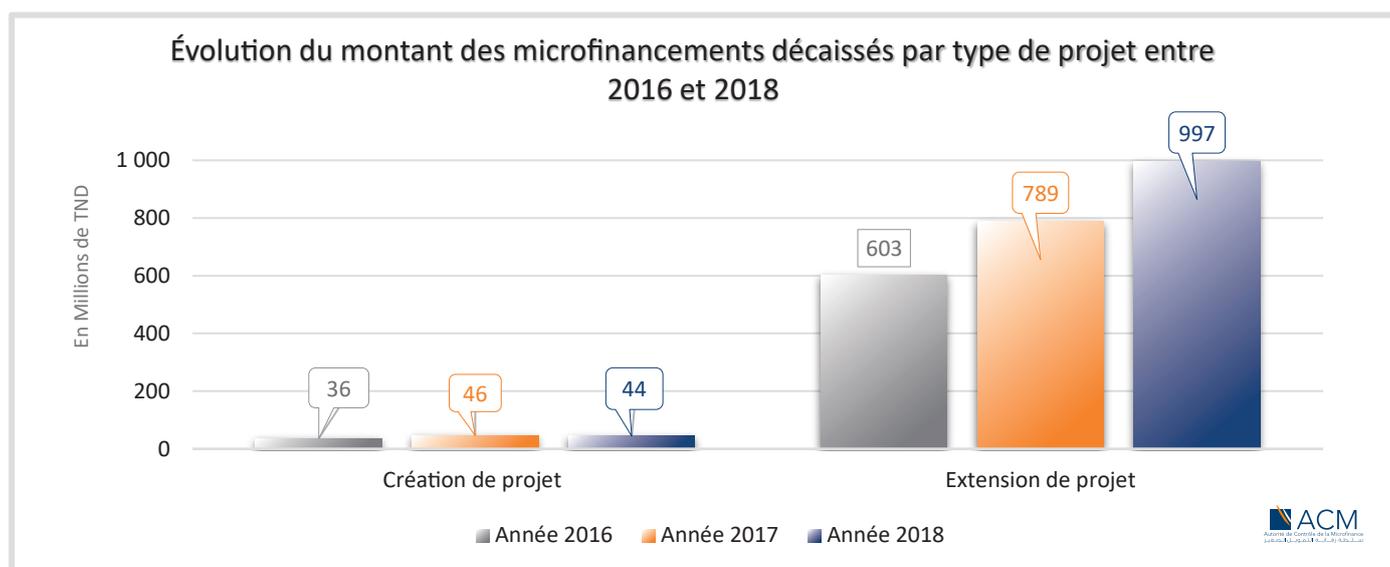
	2016	2017	2018
Microfinancement moyen des hommes	2 237	2 571	3 014
Microfinancement moyen des femmes	1 647	1 981	2 148
Microfinancement moyen du secteur	1 872	2 236	2 522

2.5. Répartition des microfinancements par type de projet :

- 997,3 millions de TND ont été alloués aux extensions des projets durant l'année 2018 soit une part de 96% de la valeur globale des microfinancements accordés aux activités génératrices de revenus (AGR) alors que les créations de projets n'ont profité que de 4% de la valeur globale des microfinancements accordés durant cette même période contre 6% durant l'année 2017.

(En milliers de dinars)

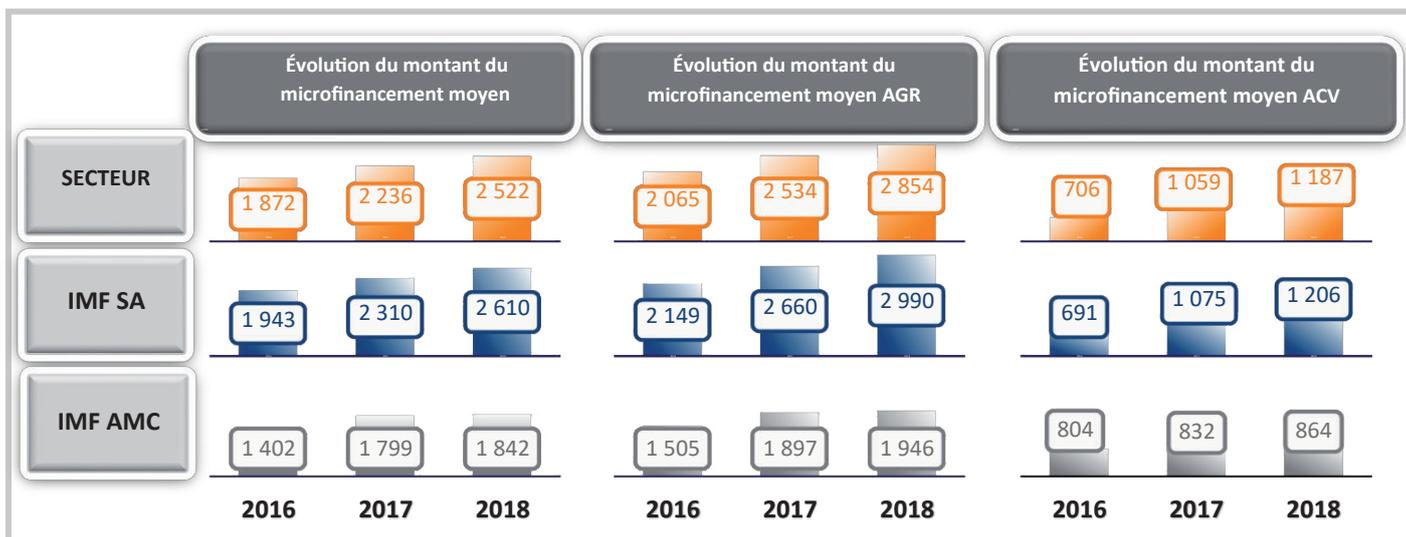
Type de projet	2016				2017				2018			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Création de projet	23 351	8%	36 160	6%	25 728	8%	46 111	6%	22 588	6%	44 419	4%
Extension de projet	286 413	92%	603 441	94%	303 605	92%	788 580	94%	342 406	94%	997 264	96%
TOTAL	309 764	100%	639 601	100%	329 333	100%	834 690	100%	364 994	100%	1 041 682	100%



2.6. Microfinancement moyen par catégorie d'IMF :

- En 2018 le montant du microfinancement moyen s'est élevé à 2522 TND contre 2 236 TND en 2017.
- Pour les microfinancements alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 2 854 TND en 2018 contre 2 534 TND une année auparavant.
- Le montant du microfinancement moyen du secteur de la microfinance est fortement déterminé par celui d'Enda Tamweel qui a la part de marché la plus importante.

	2016			2017			2018		
	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen
Secteur de la Microfinance	706	2 065	1 872	1 059	2 534	2 236	1 187	2 854	2 522
IMF SA	691	2 149	1 943	1 075	2 660	2 310	1 206	2 990	2 610
IMF AMC	804	1 505	1 402	832	1 897	1 799	864	1 946	1 842



AGR : Activités génératrices de revenus / ACV Amélioration des conditions de vie

2.7. Évolution de l'encours des microfinancements

a. Encours par catégorie d'IMF

• L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA et les AMC est passé de 620,4 Millions TND au 31 décembre 2016 à 1 038,8 millions TND au 31 - 12 - 2018 enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen durant la période 2016-2018 d'environ 29,4%.

• Durant l'année 2018, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA s'est accru de 34,24% et s'est établi au 31-12-2018 à 793.9 mill-

ions TND contre 591,4 millions TND au terme de l'année 2017.

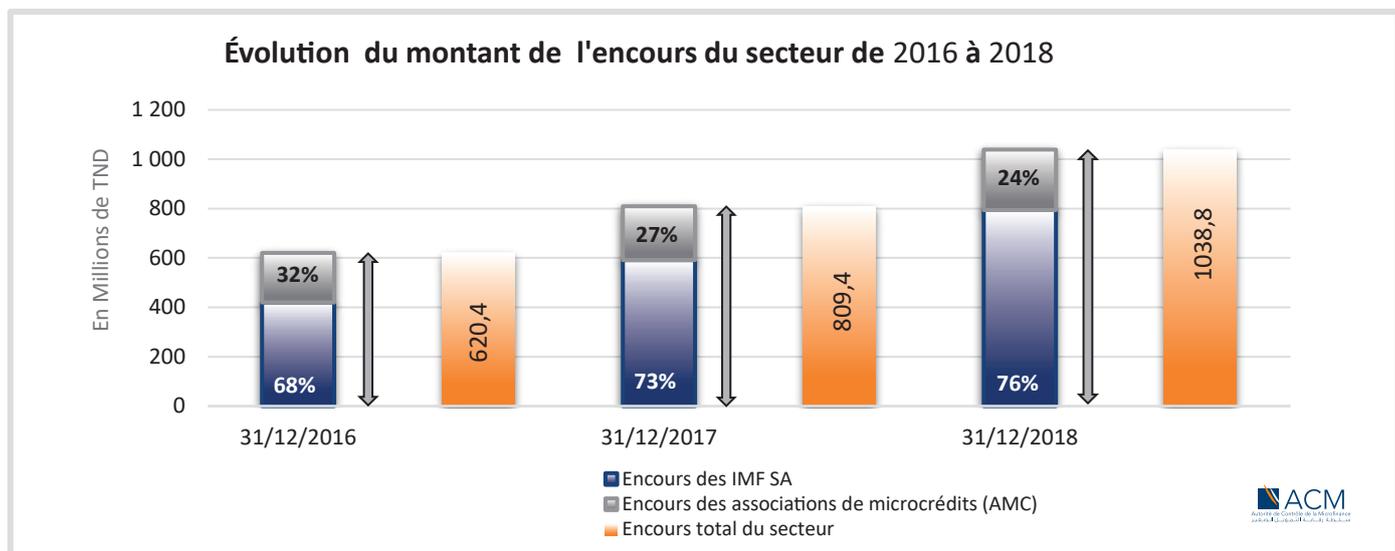
• L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA représente 76% de l'encours total des microfinancements contre 73% une année auparavant.

Encours par catégorie d'IMF	Au 31 décembre 2016		Au 31 décembre 2017		Au 31 décembre 2018	
	Nombre des crédits actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des crédits actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des crédits actifs	Encours (en milliers de TND)
IMF SA	326 710	419 676	375 104	591 413	393 731	793 939
Associations de microcrédits (AMC)	ND	200 709 ²	ND	217 970 ³	ND	244 883
Encours total du secteur		620 385		809 383		1 038 822

ND : Non Disponible

² L'encours des AMC mentionné au 31-12-2016 ne tient pas compte de l'abandon du premier lot des microcrédits agricoles qui s'élève à 19 189 mille de dinars en 2016.

³ L'encours des AMC au 31-12-2017 tient compte de l'abandon du deuxième lot des microcrédits agricoles qui s'élève à 20 527 mille de TND en 2017 conformément à l'arrêté de la ministre des finances et du ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche du 27 octobre 2016



b. Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA

- Le montant de l'encours moyen par client actif avec doublons a enregistré une augmentation importante de 18.22 % entre la fin de l'année 2017 et celle de 2018 en passant de 1 652 TND à 1 953 TND.

- L'encours moyen par client actif sans doublons s'est élevé à 2 016 TND.
- Le montant de l'encours moyen par crédit actif a enregistré une augmentation importante de 17,8 % en passant de 1 577 TND en 2017 à 1 857 TND en 2018.

IMF SA	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2018
Encours du portefeuille des IMF SA (en milliers de dinars)	419 676	591 413	793 939
Nombre des clients actifs (Avec doublons)	312 619	357 987	406 423
Nombre des clients actifs des IMF SA (sans doublons)	308 709	349 409	393 730
Nombre des crédits actifs	326 710	375 104	427 480
Encours moyen par client actif sans doublons (en dinars)	1359	1 693	2016
Encours moyen par client actif avec doublons (en dinars)	1 342	1 652	1 953
Encours moyen par crédit actif (en dinars)	1 285	1 577	1 857

2.8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA

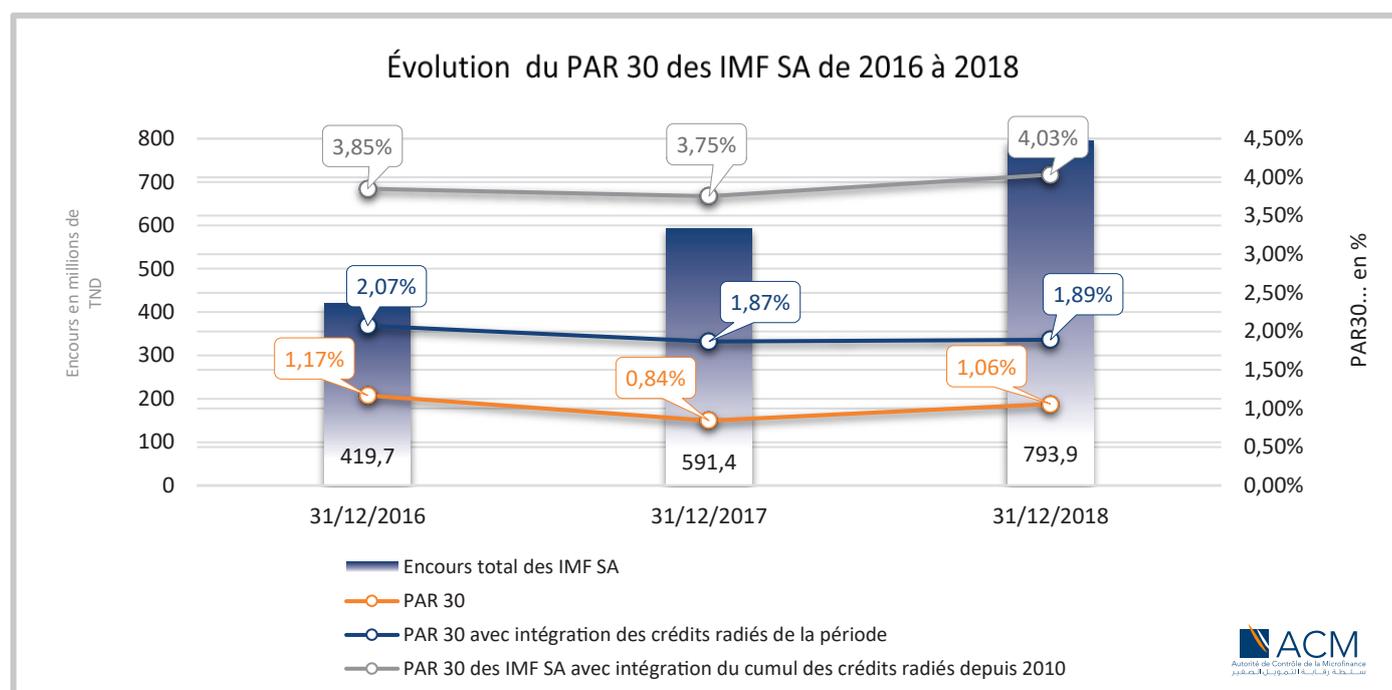
a. Période 2016 - 2018

- Le PAR 30 en TND avec intégration des créances radiées de l'année des IMF SA est passé de 11,2 millions de TND au 31 décembre 2017 à 15,1 millions de TND au 31-12-2018, soit une augmentation de 36 %. Cette augmentation est due principalement à la croissance du portefeuille de crédit des IMF SA qui s'est accru de 34% entre 2017 et 2018.
- Le PAR 30 en TND (sans intégration des crédits radiés) des IMF SA est passé de 4,976 millions de

TND au 31 décembre 2017 à 8,397 millions de TND au 31-12-2018, soit une augmentation de 68.7%.

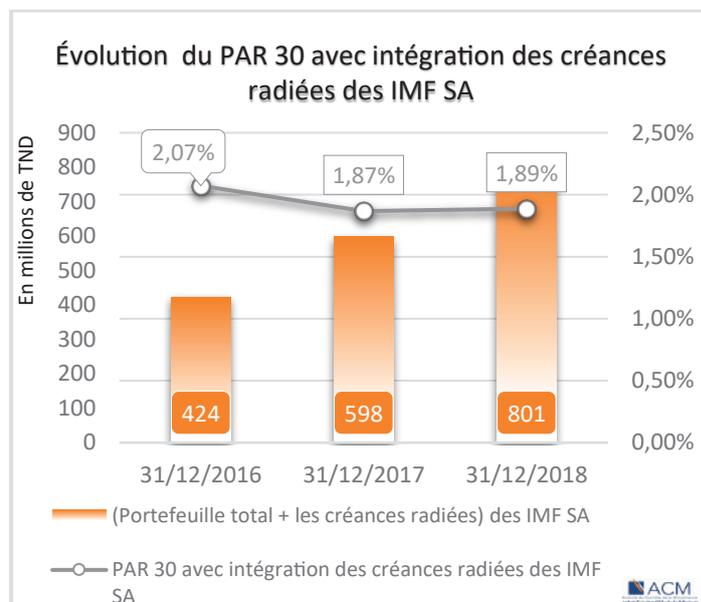
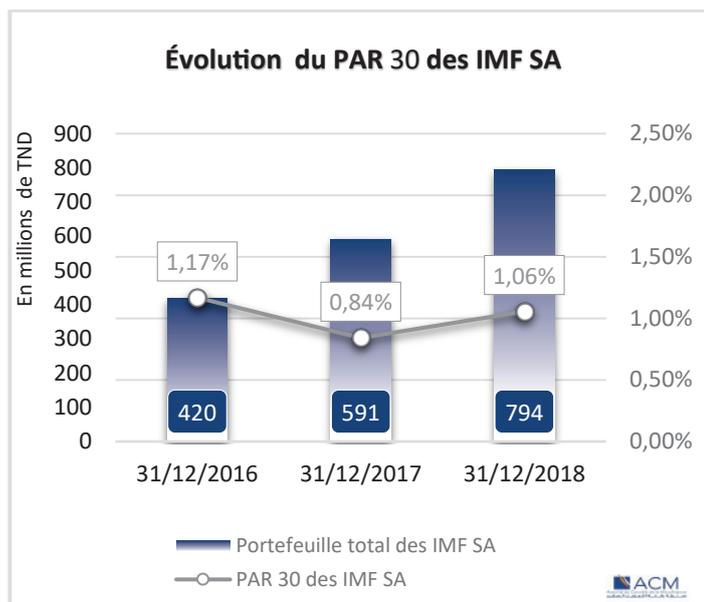
- Le PAR 30 en pourcentage (%) (sans intégration des crédits radiés) des IMF SA s'est établi à 1,06% en 2018 contre 0,84% en 2017.
- Le PAR 30 en pourcentage (%), avec intégration des crédits radiés de l'année est passé de 1,87% à fin 2017 à 1,89% à fin 2018.
- Le PAR 30 en pourcentage (%) des IMF SA, avec intégration des crédits radiés depuis 2010, s'est établi à 4,03 % au 31-12-2018 contre 3,75% au 31-12-2017.

Calcul du portefeuille à risque 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (en dinars)	PAR 30		PAR 30 avec intégration des créances radiées de la période		PAR 30 des IMF SA avec intégration du cumul des créances radiées depuis 2010	
		Montant (En dinars)	%	Montant (En dinars)	%	Montant (En dinars)	%
Au 31 décembre 2016	419 675 543	4 902 020	1,17%	8 778 957	2,07%	16 607 543	3,85%
Au 31 décembre 2017	591 412 711	4 975 609	0,84%	11 164 024	1,87%	22 869 548	3,75%
Au 31 décembre 2018	793 938 936	8 397 470	1,06%	15 120 083	1,89%	33 014 022	4,03%



(En dinars)

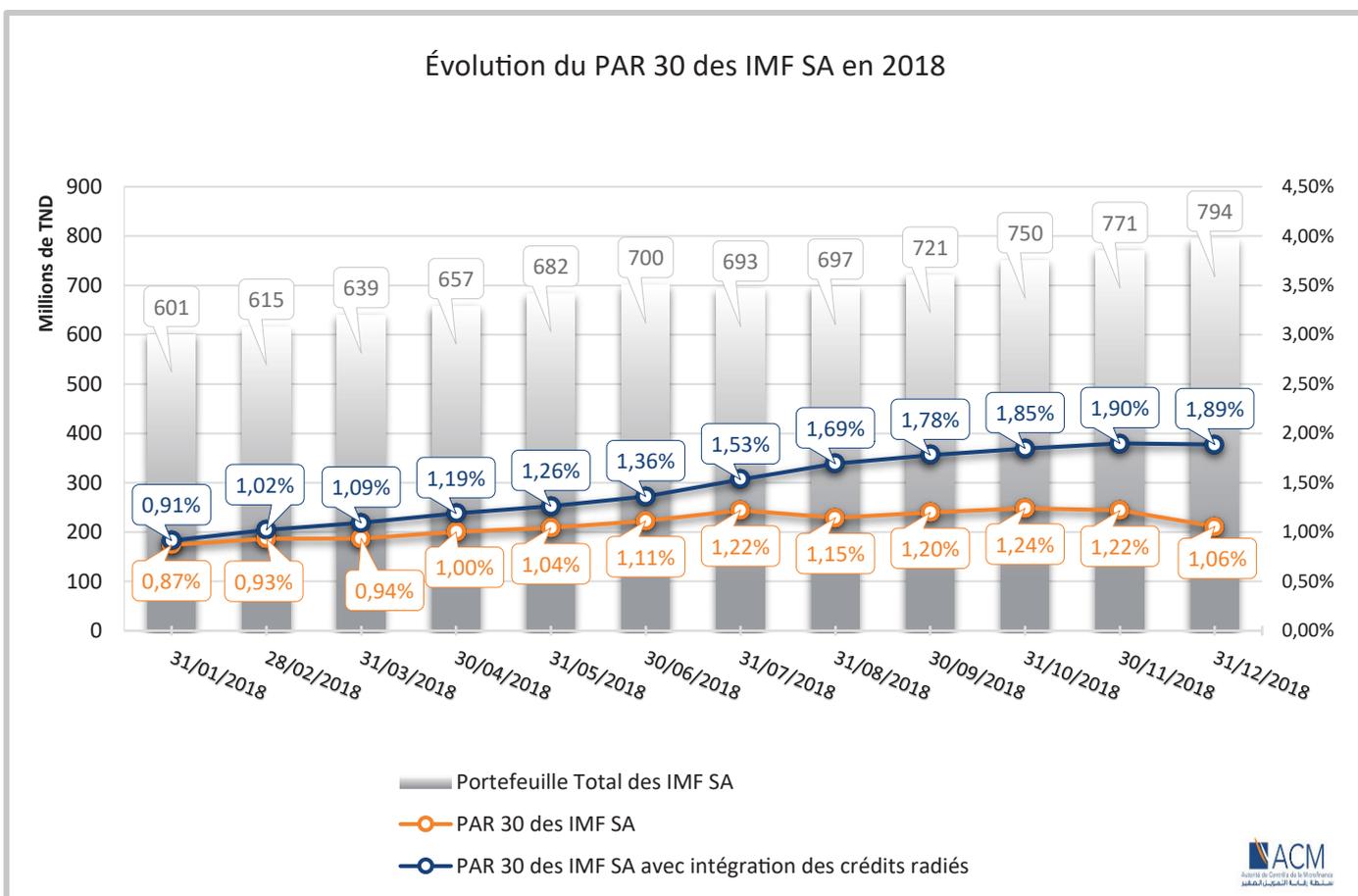
IMF SA	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2018
PAR 30	4 902 020	4 975 609	8 397 470
Portefeuille	419 675 543	591 412 711	793 938 936
PAR 30 (en %)	1,17%	0,84%	1,06%
Crédits rééchelonnés	243 834	286 988	1 750 962
Crédits réaménagés	284 088	419 099	177 184
Crédits consolidés	-	16 848	10 986
Crédits radiés	3 876 937	6 188 415	6 722 614
Portefeuille + les crédits radiés	423 552 481	597 601 127	800 661 550
PAR 30 avec intégration des crédits radiés	8 778 957	11 164 024	15 120 083
PAR 30 avec intégration des crédits radiés (en %)	2,07%	1,87%	1,89%



b. Durant l'année 2018

- Durant l'année 2018, le PAR 30 avec intégration des créances radiées a enregistré une augmentation entre janvier et décembre en passant de 0,91% à 1,89%.

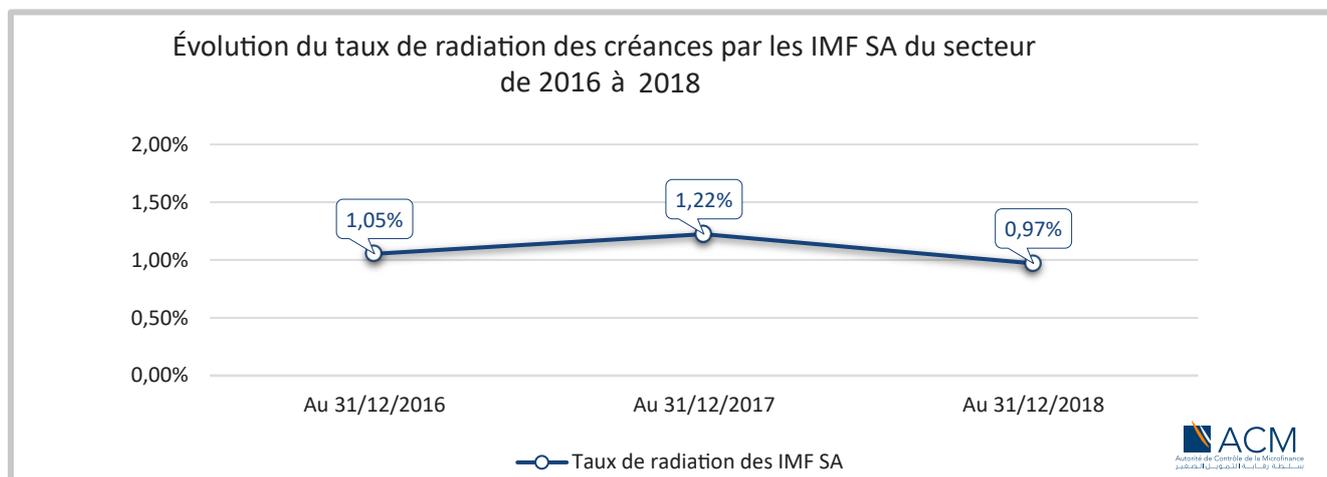
Calcul du portefeuille à 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (en dinars)	PAR 30 des IMF SA		PAR 30 des IMF SA avec intégration des crédits radiés	
		Montant	%	Montant	%
Janvier 2018	600 792 702	5 226 276	0,87%	5 494 685	0,91%
Février 2018	615 097 285	5 738 089	0,93%	6 283 225	1,02%
Mars 2018	638 827 629	5 980 725	0,94%	6 997 235	1,09%
Avril 2018	657 128 693	6 580 408	1,00%	7 829 086	1,19%
Mai 2018	682 321 602	7 113 200	1,04%	8 634 928	1,26%
Juin 2018	700 029 749	7 797 510	1,11%	9 544 751	1,36%
Juillet 2018	692 684 821	8 469 898	1,22%	10 649 291	1,53%
Août 2018	696 604 536	7 983 530	1,15%	11 861 398	1,69%
Septembre 2018	720 765 335	8 643 407	1,20%	12 909 210	1,78%
Octobre 2018	749 968 917	9 313 292	1,24%	13 945 267	1,85%
Novembre 2018	770 878 248	9 405 927	1,22%	14 742 232	1,90%
Décembre 2018	793 938 936	8 397 470	1,06%	15 120 083	1,89%



2.9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période 2016/ 2018 :

- Le taux des créances radiées des IMF SA s'est établi en fin de 2018 à 0,97% de leur portefeuille brut moyen contre 1,22 % une année auparavant.

Taux de radiation	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2017	Au 31 décembre 2018
IMF SA	1,05%	1,22%	0,97%



2.10. Données financières sur les IMF SA :

a. Données bilancielles et données de l'état du résultat

Le total des actifs des IMF SA s'est établi à fin 2018 à 878,6 millions de TND contre 646,5 millions de TND une année auparavant enregistrant une augmentation de 35,9%.

- Les capitaux propres des IMF SA ont atteint 217,8 millions de TND au 31-12-2018 contre environ 114,5 millions de TND au 31-12-2017 soit une augmentation de 90,21%. Une telle augmentation est imputable aux augmentations du capital social de certaines IMF dont principalement Enda Tamweel qui a augmenté son capital de 58 millions de TND à 96 millions de TND avec une prime d'émission d'une valeur totale de 34 millions de TND
- Les Passifs des IMF SA sont passés d'environ 532 millions de TND à fin 2017 à 660,8 millions de TND au 31-12-2018 enregistrant ainsi, une augmentation de 24,21 %
- Le total des produits d'exploitation microfinance des IMF SA s'est élevé à fin 2018 à

197,8 millions de TND contre 138 millions de TND une année auparavant.

- Le produit net des activités microfinance est passé de 73,2 millions de TND à fin 2016 à 98,2 millions de TND et à 144,4 millions de TND respectivement au terme de des années 2017 et 2018.
- Le résultat d'exploitation des IMF SA s'est établi à fin 2018 à 27,3 millions de TND et se compose principalement d'une somme de résultats d'exploitation bénéficiaires d'Enda Tamweel, de Baobab Tunisie, d'Advans Tunisie et Taysir microfinance, d'environ 33,1 millions de TND (26.5 millions de TND pour Enda Tamweel, 5,9 millions de TND pour Baobab Tunisie, 0,4 millions de TND pour Advans Tunisie et environ 0,2 millions de TND pour Taysir microfinance) et d'une somme des résultats d'exploitation déficitaires des deux autres IMF SA, d'une valeur de -5,7 millions de TND.
- Le résultat net des IMF SA s'est élevé au 31-12-2018 à 16,8 millions de TND contre 4,7 millions de TND au 31-12-2017. Une telle amélioration du

résultat de l'exercice consolidé de toutes les IMF SA est imputable :

⇒ À l'augmentation du résultat d'exercice d'Enda Tamweel qui est passé de 12,1 millions de TND au terme de l'année 2017 à 17,2 millions de TND à fin 2018, à l'amélioration du résultat de Baobab Tunisie qui s'est établi à 4,8 millions de TND à fin 2018 contre 203 mille TND une année auparavant, à la réalisation par Advans Tunisie et pour la première fois, d'un résultat bénéficiaire de 363 mille TND au terme de l'année 2018 contre un

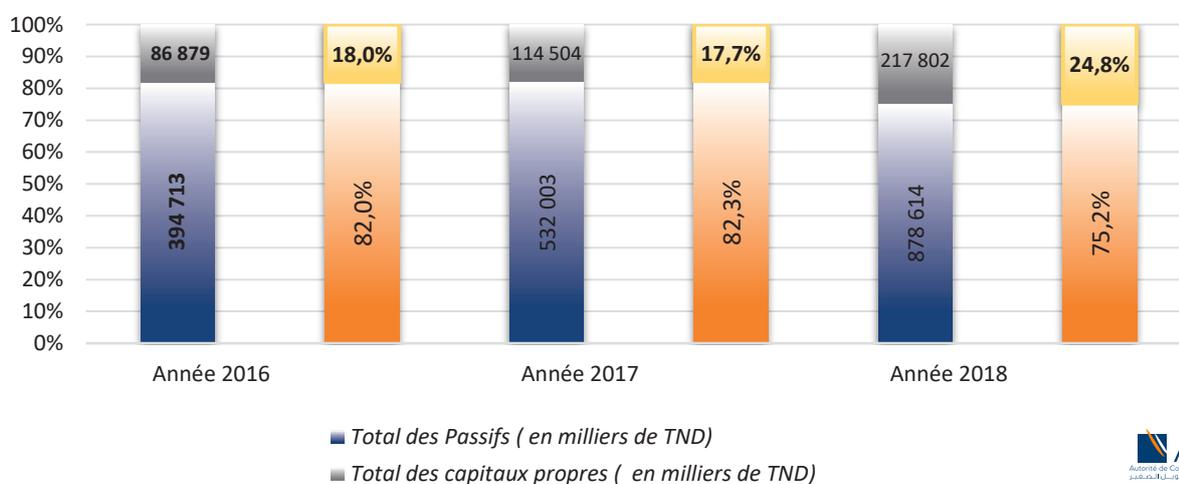
résultat déficitaire de -1,8 millions de TND en 2017 et à l'enregistrement par Taysir microfinance et pour la première fois également d'un résultat bénéficiaire de 305 mille TND au terme de l'année 2018 contre un résultat déficitaire de -925 mille TND à fin 2017.

⇒ Aux résultats d'exercice déficitaires des autres IMF SA dont la somme s'est établie au 31-12-2018 à -5,8 millions de TND contre -4,9 millions de TND au 31-12-2017.

(En TND)

Données consolidées des IMF SA	TOTAL			Taux de croissance	
	2016	2017	2018	2016 2017	2017 2018
Total des Actifs	481 591 819	646 507 187	878 613 991	34,24%	35,90%
Total des Passifs	394 712 998	532 003 547	660 812 141	34,78%	24,21%
<i>Emprunts et ressources spéciales</i>	356 231 806	486 443 270	585 948 893	36,55%	20,46%
<i>Concours bancaires</i>	2 213 517	4 841 268	2 249 058	118,71%	53,54%
Total des capitaux propres	86 878 823	114 503 639	217 801 850	31,80%	90,21%
Total des produits d'exploitation Microfinance	99 060 826	138 031 450	197 813 679	39,34%	43,31%
Total des charges d'exploitation Microfinance	25 873 728	39 859 758	53 436 365	54,05%	34,06%
Produit net des activités microfinance	73 187 098	98 171 694	144 377 314	34,14%	47,07%
Résultat d'exploitation	3 311 925	8 028 386	27 349 818	142,41%	240,66%
Résultat de l'exercice	-1 750 362	4 756 528	16 839 642	371,75%	254,03%

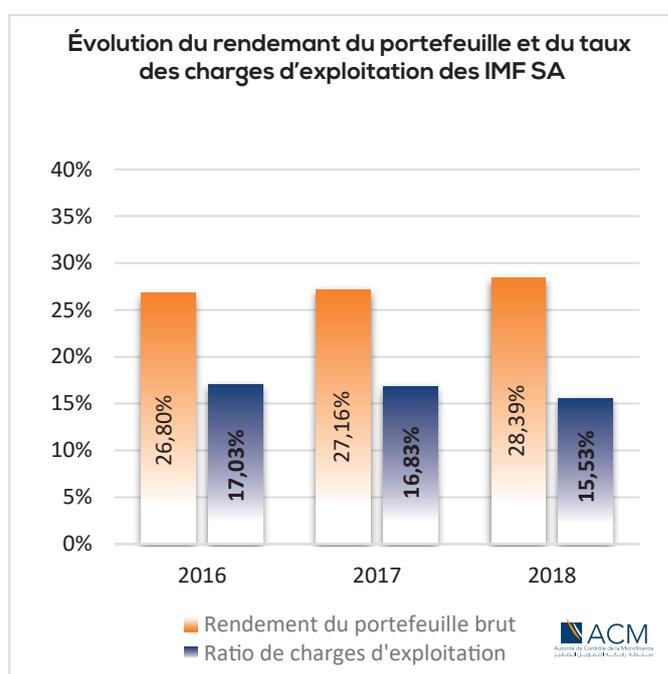
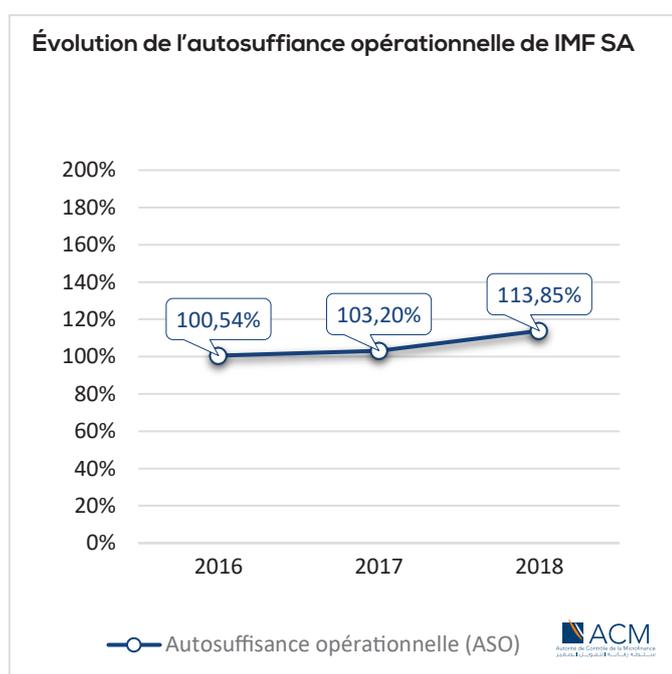
Structure financière consolidée des IMF SA du secteur de 2016 à 2018



b. Indicateurs financiers des IMF SA

- Au 31/12/2018 le ratio de rentabilité des actifs s'est élevé à 2,21% % contre 0,84 % à fin 2017.
- Le ratio de rentabilité des fonds propres s'est établi à 10,14% au 31/12/2018 contre 4,72 % à fin 2017.
- Au 31/12/2018 le ratio autosuffisance opérationnelle (ASO) s'est établi à 113,85% en 2018 contre 103,3% à fin 2017.

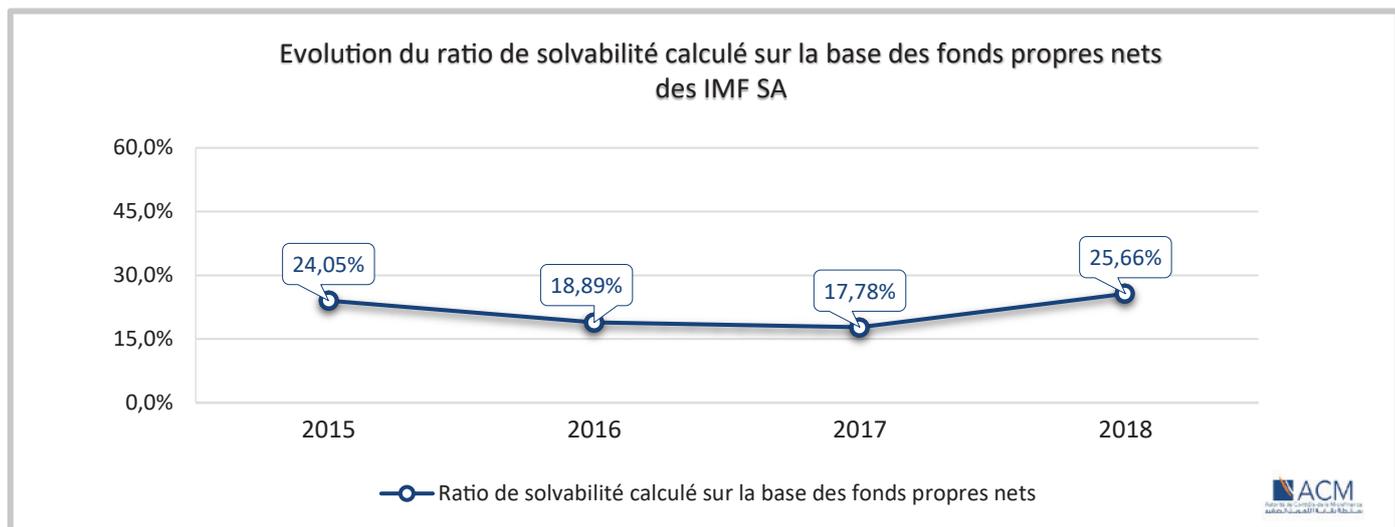
Indicateurs financières des IMF SA	2016	2017	2018
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	-2,13%	4,72%	10,14%
Rrentabilité des Actifs (ROA)	-0,42%	0,84%	2,21%
Autosuffisance Opérationnelle (ASO)	100,54%	103,20%	113,85%
Ratio des Charges d'exploitation	17,03%	16,83%	15,53%
Rendement du portefeuille brut	26,80%	27,16%	28,39%



c. Ratio de solvabilité des IMF SA

- Le ratio de solvabilité des IMF SA est passé de 17,78 % en 2017 à 25,66 % en 2018.

IMF SA	2016	2017	2018
Fonds propres nets	83 358 714	111 672 528	216 198 388
Actifs pondérés en fonction des risques	441 223 833	628 207 159	842 527 837
Ratio de solvabilité (%)	18,89%	17,78%	25,66%



2.11. Données non financières sur les IMF-SA

- Le nombre des agences des IMF SA s'est établi au terme de l'année 2018 à 151 contre 125 agences une année auparavant.

Environ 60% des agences des IMF SA relèvent du réseau d'Enda Tamweel

- Le nombre moyen des clients actifs par agence d'une IMF SA s'est élevé en 2018 à 2692 contre 3035 et 2864 clients respectivement aux termes des années 2016 et 2017.

- L'effectif total des IMF SA a enregistré un taux d'accroissement moyen de 19,7 % durant la période 2016-2018 en passant de 1935 à fin 2016 à 2771 à fin 2018 dont - 67% sont des employés d'Enda Tamweel.

- Le nombre total des agents de crédit des IMF SA s'est accru en une seule année de 14,8% en s'établissant à 1552 à fin 2018 contre 1352 agents unvanée au paravant.

	2016	2017	2018
Nombre d'agences des IMF SA	103	125	151
Nombre des clients actifs des IMF SA (Avec doublons)	312 619	357 987	406 423
Nombre moyen des clients actifs par agence	3 035	2 864	2 692
Effectif total des IMF SA	1 935	2 440	2771
Nombre total des agents de crédit des IMF SA	1 076	1 352	1 552

Dynamique de développement du secteur de la microfinance en Tunisie



III. Dynamique de développement du secteur de la microfinance en Tunisie

1. Le rôle de la Microfinance dans la promotion de l'emploi au cœur du débat à l'Académie parlementaire

Le mercredi 14 mars 2018, l'Académie Parlementaire et les Institutions de Microfinance IMF SA ont organisé une journée d'étude parlementaire portant sur les mécanismes de la Microfinance dans le secteur privé et son rôle dans la promotion de l'emploi.

Cette journée d'étude a pour objectif, de permettre une meilleure compréhension auprès des députés de la nature du fonctionnement de la microfinance en tant qu'outil de développement dans le soutien aux micro entrepreneurs et comme vecteur de création d'emplois pour les jeunes, les femmes et les populations des zones enclavées de la Tunisie.

Cette journée a été marquée par la présence d'experts nationaux et internationaux en microfinance, des députés de l'Assemblée Parlementaire ainsi que les principaux acteurs de l'écosystème financier tunisien et des bailleurs de fonds nationaux et internationaux, afin de présenter l'état des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie.

La participation de l'ACM à cet événement, a été dédiée à la présentation par son directeur général des données sur le secteur de la microfinance en Tunisie, la centrale de risques de la microfinance et des données clés sur l'endettement croisé des clients.

Cette journée de sensibilisation a été enrichie par la projection de témoignages d'entrepreneurs bénéficiaires de microfinancements, ainsi que la projection d'un court métrage explicatif du mécanisme du microcrédit.

2. Les nouvelles normes comptables des IMF

Trois nouvelles normes comptables NC32, NC33 et NC34 relatives à l'élaboration des états financiers des établissements de microfinance, au contrôle interne et organisation comptable et aux crédits et revenus y afférents ont été promulguées par arrêté du ministre des finances du 27 mars 2018 portant approbation des normes comptables des IMF.

Annexes

2018

IV. Annexes

1. Rapport général du commissaire aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Rapport sur l'audit des états financiers

1.1. Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2018, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers, annexés au présent rapport, font apparaître un total du bilan de **959 479 dinars** et un résultat déficitaire de **26 954 dinars**.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière et des variations de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises

1.2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'établissement conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

1.3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport

1.4. Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

Conformément à la réglementation en vigueur, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de l'établissement dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

1.5. Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour

permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'établissement ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'établissement.

1.6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la

fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'établissement à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés

comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1.7. Efficacité du système de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'établissement. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un

rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de l'établissement.

Tunis le, 05 avril 2019
P/ ICCA
Anis SMAOUI



2. Rapport spécial du commissaire aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons l'honneur de vous informer qu'aucune convention entre votre établissement et l'un de ses administrateurs, n'a été portée à notre connaissance.

Par ailleurs, les examens auxquels nous avons procédé n'ont pas révélé d'opérations entrant dans ce cadre.

Tunis le, 05 avril 2019
P/ ICCA
Anis SMAOUI



3. Etats financiers de l'ACM de l'exercice clos le 31/12/2018

3.1. Bilan ACTIF

Actifs non courants	Note	31/12/2018	31/12/2017
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	4.1.1	1 004 968,223	986 843,223
<i>Moins : amortissements</i>		-878 143,090	-649 377,117
Immobilisations incorporelles		126 825,133	337 466,106
Immobilisations corporelles	4.1.2	379 193,053	378 549,053
<i>Moins : amortissements</i>		-286 571,068	-219 369,760
Immobilisations corporelles		92 621,985	159 179,293
Immobilisations financières	4.1.3	20,000	20,000
<i>Moins : amortissements</i>		0,000	0,000
Immobilisations financières		20,000	20,000
Total des actifs immobilisés		219 467,118	496 665,399
Total des actifs non courants		219 467,118	496 665,399
Actifs courants			
<hr/>			
Clients et compte rattachés		0,000	0,000
Divers actifs courants	4.1.4	26 107,629	9 404,779
<i>Moins : provisions</i>		0,000	0,000
Autres actifs courants		26 107,629	9 404,779
Placements et autres actifs financiers	4.1.5	710 000,000	550 000,000
Liquidités et équivalents de liquidités	4.1.6	3 904,325	4 707,944
Total des actifs courants		740 011,954	564 112,723
Total des actifs		959 479,072	1 060 778,122

3.2. Bilan PASSIF

Capitaux propres	Note	31/12/2018	31/12/2017
Fond de dotation		0,000	0,000
Subventions d'investissement nettes	4.1.7	170 484,231	388 719,195
Résultats reportés		529 777,062	693 920,854
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		700 261,293	1 082 640,049
Résultat de l'exercice		-26 954,267	-164 143,792
Total des capitaux propres avant affectation		673 307,026	918 496,257
Passifs			
Passifs non courants			
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	4.1.8	0,000	1 251,289
Autres passifs courants	4.1.9	286 172,046	141 030,576
Concours bancaires et autres passifs financiers		0,000	0,000
Total des passifs courants		286 172,046	142 281,865
Total des passifs		286 172,046	142 281,865
Total des capitaux propres et des passifs		959 479,072	1 060 778,122

3.3. Etat de résultat

	Note	31/12/2018	31/12/2017
Produits d'exploitation			
<i>Contributions IMF</i>	4.2.1	949 681,917	788 404,102
<i>Subventions d'exploitation</i>	4.2.2	26 356,730	2 058,500
<i>Autres produits d'exploitation</i>	4.2.3	237 003,964	307 636,900
Total des produits d'exploitation		1 213 042,611	1 098 099,502
Charges d'exploitation			
<i>Achats divers consommés</i>	4.2.4	45 639,487	23 460,067
<i>Charge du personnel</i>	4.2.5	724 642,604	678 311,330
<i>Dotations aux amortissements et aux provisions</i>	4.2.6	295 967,281	374 364,492
<i>Autres charges d'exploitation</i>	4.2.7	220 537,278	216 911,757
Total des charges d'exploitation		1 286 786,650	1 293 047,646
Résultat d'exploitation		-73 744,039	-194 948,144
<i>Charges financières nettes</i>		0,000	0,000
<i>Produits des placements</i>	4.2.8	46 771,272	30 804,352
<i>Autres gains ordinaires</i>		18,500	0,000
<i>Autres pertes ordinaires</i>		0,000	0,000
Résultat des activités ordinaires avant impôt		-26 954,267	-164 143,792
<i>Impôt sur les bénéfices</i>		0,000	0,000
Résultat des activités ordinaires après impôt		-26 954,267	-164 143,792
<i>Éléments extraordinaires (Gains/pertes)</i>		0,000	0,000
Résultat net de l'exercice		-26 954,267	-164 143,792
<i>Effets des modifications comptables</i>		0,000	0,000
Résultats après modifications comptables		-26 954,267	-164 143,792

3.4. Etat de flux de trésorerie

	Note	31/12/2018	31/12/2017
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net de l'exercice		<u>-26 954,267</u>	<u>-164 143,792</u>
<i>Ajustement pour :</i>			
- Amortissements et provisions		295 967,281	374 364,492
- Quote-part des subventions d'investissement inscrites au résultat		-237 003,964	-307 636,900
<i>Variation des :</i>			
- créances		0,000	0,000
- autres actifs		-176 702,850	-195 425,936
- fournisseurs et autres dettes		143 890,181	51 710,866
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation		-803,619	-241 131,270
Flux de trésorerie liés à l'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		-29 267,000	-190 697,615
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,000	0,000
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières		0,000	0,000
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières		0,000	0,000
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissements		-29 267,000	-190 697,615
Flux de trésorerie liés au financement			
Subvention d'investissement		29 267,000	190 432,115
Remboursement d'emprunts		0,000	0,000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		29 267,000	190 432,115
Variation de trésorerie		-803,619	-241 396,770
Trésorerie au début de l'exercice		4 707,944	246 104,714
Trésorerie à la clôture de l'exercice	4.3	3 904,325	4 707,944

3.5. Notes aux états financiers

NOTE 1 - Présentation de l'ACM :

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'ACM est chargée:

- D'instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- D'informer les institutions de microfinance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances,
- De contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- De désigner un administrateur provisoire pour l'institution de microfinance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances,
- De prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application,
- De prononcer des pénalités, en cas de non-respect des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application, payables au profit du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances,
- De proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,
- De mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,
- D'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

NOTE 2 - Respect des normes comptables tunisiennes

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a opté pour l'établissement de l'état de résultat selon le modèle autorisé et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé. Les chiffres présentés sont exprimés en Dinars Tunisiens (DT).

En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

NOTE 3 - Les bases de mesure et méthodes comptables pertinentes

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

3-1- Les subventions d'investissement

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de la « GIZ ». Celles-ci sont évaluées à la valeur vénale des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs, et ce proportionnellement à ces charges d'amortissement.

3-2- Les subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation reçues de l'État sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

À la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention afférente à une année devra être imputé sur le budget de ou des année (s) suivante (s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant. À cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif « subventions reçues d'avance ».

Par hypothèse, la partie non utilisée est calculée par la différence entre **(1)** les produits provenant des subventions d'exploitation majorés de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice et **(2)** le total des charges de l'exercice, y compris les charges d'amortissement et de provision.

3-3- Valeurs Immobilisées

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par l'ACM figurent aux actifs pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de l'ACM, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

Catégories d'immobilisations	Taux d'amortissement
Site Web	33%
Licences	33%
Logiciels	33%
Centrale des risques	33%
Matériel de transport	20%
Équipements de bureau	10% et 20%
Équipements de cuisine	20%
Matériels informatique	33%

3-5- Régime fiscal de l'ACM

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre reçue de la Direction Générale des Études et Législation Fiscale (DGELF) en date du 08/01/2013 qui précise que :

- **En matière d'impôts sur les bénéfices :** L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les

sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS.

Cependant, elle applique la retenue à la source conformément aux dispositions des articles 52 et 53 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

▪ **En matière de TVA :** Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, les acquisitions de l'ACM sont soumises à la TVA selon les taux en vigueur et elle applique la retenue à la source au taux de 25% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA.

NOTE 4 - Notes sur le bilan, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie

4.1- Notes sur le bilan

4.1.1- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à un total brut de 1.004.968 DT au 31/12/2018 contre 986.843 DT au 31/12/2017. Soit une augmentation de 18.125 DT.

La valeur nette des immobilisations incorporelles s'élève à 126.825 DT au 31/12/2018 et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31 décembre 2018	Amort. au 31 décembre 2018	Valeur nette au 31 décembre 2018
Licence	10.134	10.134	0
Site web subventionné par la GIZ	35.575	17.450	18.125
Logiciels	3.762	2.530	1.232
Logiciels subventionnés par la GIZ	14.893	14.893	0
Centrale des risques (*)	940.605	833.137	107.468
TOTAL	1 004.968	878.143	126.825

(*) Centrale des risques

Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du secteur et d'information des institutions de microfinance.

Ce système a été financé par la GIZ et la Banque mondiale comme suit :

Financier	Montant
La GIZ	382.723
La Banque Mondiale	496.640
ACM	61.242
TOTAL	940.605

De même, l'ACM a conclu le 13/05/2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- La définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place La centrale des risques de la microfinance
- L'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- L'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions

Selon ce protocole d'accord, l'ACM supportera :

- L'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties
- Le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service
- Les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.

4.1.2- Immobilisations corporelles

Le total brut des immobilisations corporelles s'élève à 379.193 DT au 31/12/2018.

La valeur nette de ses immobilisations s'élève à 92.622 DT et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31 décembre 2018	Amort. au 31 décembre 2018	Valeur nette au 31 décembre 2018
Équipements de bureau	25.869	12.126	13.743
Matériel informatique	11.270	11.144	126
Centrale des risques ⁴	92.304	66.341	25.963
Matériel de transport	94.460	91.930	2.530
Matériel de transport subventionné par la GIZ	52.546	34.637	17.909
Équipements de cuisine	92	92	-
Équipements de bureau subventionné par la GIZ	38.454	21.840	16.614
Matériel informatique subventionné par la GIZ	62.442	47.206	15.236
Équipements de cuisine subventionnés par la GIZ	1.757	1.255	502
TOTAL	379.193	286.571	92.622

4.1.3- Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'élèvent à 20 DT. Il s'agit d'un cautionnement.

4.1.4- Autres Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 26.108 DT au 31/12/2018 contre 9.405 DT au 31/12/2017, soit une augmentation de 16.703 DT.

Les autres actifs courants au 31/12/2018 se détaillent comme suit :

Désignation	2018	2017	Variation
Produits à recevoir (revenu de placement)	18.827	0	18.827
Charges constatées d'avance (1)	7.280	9.405	-2.125
TOTAL	26.108	9.405	16.703

(1) Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

⁴ La partie corporelle de la centrale des risques de la microfinance correspond à des équipements informatiques.

Désignation	2018	2017	Variation
Loyer	-	3.147	-3.147
Frais internet	5.522	5.475	47
Prime d'assurance	1.759	783	976
TOTAL	7.280	9.405	-2.125

4.1.5- Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 710.000 DT au 31/12/2018 contre 550.000 DT au 31/12/2017. Ils proviennent des contributions des IMF au titre de l'exercice 2017.

4.1.6- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 3.904 DT au 31/12/2018 contre 4.708 DT au 31/12/2017, soit une diminution de 804 DT.

Les liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2018 se détaillent comme suit :

Désignation	2018	2017	Variation
Banque STB	3.644	4.472	-828
Caisse	260	236	24
TOTAL	3.904	4.708	-804

4.1.7- Subventions d'investissement nettes

Les subventions d'investissement inscrites aux résultats s'élèvent à 987.877 DT au 31/12/2018 contre 750.873 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Désignation	31 décembre 2018	
Subventions investissements GIZ (Équipement de bureau et matériel informatique)	(1)	208.998
Subventions publiques	(2)	70.000
Subvention investissements (Centrale des risques)	(3)	879.363
Total subventions investissement		1.158.361
Subventions investissement inscrites aux résultats	(4)	-987.877
Subventions d'investissement nettes		170.484

(1) Il s'agit des équipements de bureau et matériels informatiques reçus de la GIZ valorisés sur la base des factures d'acquisition correspondantes et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant
Site web, Licence et Logiciels	53.799
Équipements de bureau	38.454
Équipements de cuisine	1.757
Matériels informatiques	62.442
Matériel de transport	52.546
TOTAL	208.998

(2) Il s'agit des subventions d'investissements (titre II) au titre de l'année 2012 encaissées en 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention pour acquisition matériels de transport	50.000	05/02/2013
Subvention pour acquisition équipements	20.000	05/02/2013
TOTAL	70.000	

(3) Il s'agit de la quote-part de la GIZ et de la banque mondiale dans le financement de la centrale des risques de la microfinance.

(4) Il s'agit de la somme des quotes-parts des subventions d'investissements inscrites au compte de résultat des exercices 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Quote-part des subventions d'investissement inscrite au compte de résultat
Quote-part Subventions d'investissements 2013	5.628
Quote-part Subventions d'investissements 2014	36.888
Quote-part Subventions d'investissements 2015	108.788
Quote-part Subventions d'investissements 2016	291.932
Quote-part Subventions d'investissements 2017	307.637
Régularisation 2015 – 2017 (*)	< 6.136>
Quote-part Subventions d'investissements 2018	243.139
TOTAL	987.877

(*) La régularisation des quotes-parts des subventions d'investissements au titre des exercices 2015, 2016 et 2017 est expliquée par la correction opérée sur le montant de certaines immobilisations comptabilisées doublement.

4-1-8- Fournisseurs et comptes rattachés

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés n'a rien enregistré au 31/12/2018 contre 1.251 Dinars au 31/12/2017. Soit une diminution de 1.251 Dinars.

4-1-9- Autres passifs courants :

Les autres passifs courants s'élèvent à 286.172 DT au 31/12/2018 contre 141.031 DT au 31/12/2017, soit une augmentation de 145.141 DT.

Les autres passifs courants au 31/12/2018 se détaillent comme suit :

Désignation	2018	2017	Variation
Personnel-Rémunérations dues	42.442	35.731	6.711
Congés à payer	23.314	28.363	-5.049
État- Impôts et taxes	38.653	28.923	9.730
CNRPS	17.020	15.084	1.936
CNAM	5.320	4.723	597
Assurance groupe maladie	7.292	3.757	3.535
Retenue ORANGE	40	-	40
Retenue PRET/CNRPS	-	-	-
Charges à payer (1)	52.091	24.340	27.751
Produit de Placement perçu d'avance	-	110	-110
Subvention perçue d'avance (2)	100.000	0.000	100.000
TOTAL	286.172	141.031	145.141

(1) Les charges à payer se détaillent comme suit :

<i>Désignation</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>	<i>Variation</i>
Frais télécommunication VOIP ACCES 4TR 2018	595	551	44
Frais télécommunication Fixe Postpaye Pro 4TR 2018	137	115	22
Frais télécommunication FAST LINK 4TR 2018	1.874	1.859	15
Frais électricité 2018	648	1.290	- 642
Frais eau (Août-décembre)	125	70	55
Honoraires CAC 2018	5.500	5.200	300
Maintenance site WEB ACM	1.043	-	1.043
Entretien CRM du 27/10/2018 au 31/12/2018	15.218	15.152	66
Loyer siège ACM (Novembre-Décembre)	6.193	-	6.193
Jetons de présence (M. ALI WERGHUI)	900	-	900
Assurance voiture_JETTA	-	103	-103
Maintenance équipement CRM (Redevance 2018)	14.134	-	14.134
Impression Rapport Annuel 2018	5.724	-	5.724
TOTAL	52.091	24.340	27.751

(2) Les subventions perçues d'avance s'élèvent à 100.000 DT en 2018 et correspondent à la subvention d'exploitation reçue de l'ETAT le 21/11/2018 et reportée pour l'année 2019.

4.2- Notes sur l'état de résultat

4.2.1- Contribution des IMF

Les contributions des Institutions de Microfinance au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 949.682 DT encaissées en 2018 contre 788.404 DT au titre de l'exercice 2016 encaissées en 2017.

4.2.2- Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 26.357 DT en 2018 contre 2.059 DT en 2017, soit une augmentation de 24.298 DT. Ce montant représente le montant de la subvention d'exploitation reçue de la GIZ au cours de l'exercice 2018

4.2.3- Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation, qui s'élèvent à 237.004 DT, sont constitués de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice pour un montant de 243.139 DT ajusté par une reprise d'amortissement pour un montant de 6.136 DT. Elle correspond au montant de la dotation aux amortissements de l'année, et relative aux valeurs immobilisés des biens dont l'acquisition a été financée par la GIZ, l'Etat et la Banque Mondiale.

<i>Désignation</i>	<i>Valeur brute au 31/12/2018</i>	<i>Cumul Amort. au 31/12/2017</i>	<i>Reprise Amort. 2015-2017</i>	<i>Amort. de l'exercice 2018</i>	<i>Valeur nette au 31/12/2018</i>
Immob. incorporelles	933.162	613.484	-	210.079	109.599
Immob. corporelles	225.198	137.389	<6.136>	33.060	60.885
	1 158.360	750.873	<6.136>	243.139	170.484

4.2.4- Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 45.639 DT en 2018 contre 23.460 DT en 2017, soit une augmentation de 22.179 DT.

Les achats d'approvisionnements consommés se détaillent comme suit :

Désignation	2018	2017	Variation
Carburant	12.670	10.881	1.789
Fournitures de bureau	27.657	7.200	20.457
Achats divers	729	980	- 251
Eau	338	417	-79
Électricité	4.246	3.982	264
TOTAL	45.639	23.460	22.179

4.2.5- Charges du personnel

Les charges du personnel s'élèvent à 724.643 DT en 2018 contre 678.311 DT en 2017, soit une augmentation de 46.332 DT. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	2018	2017	Variation
Salaires du personnel (1)	595.634	556.591	39.043
Charges sociales légales	97.551	94.132	3.419
Avantages en nature (Ticket restaurant & Carburant cadres)	16.248	13.639	2.609
Congés payés	-5.049	2.820	-7.869
Assurance groupe maladie (2)	20.259	11.129	9.131
TOTAL	724.643	678.311	46.332

(1) La rubrique « Salaires du personnel » enregistre une variation de 39.043 DT par rapport à l'exercice précédent. Cette variation est argumentée par :

- L'augmentation des salaires en alignement avec le secteur bancaire public à partir du 1^{er} Mai 2018.
- Des promotions profitant à certains cadres au cours de l'exercice 2018,

(2) La rubrique « Assurance groupe maladie » enregistre une variation de 9.131 DT par rapport à l'exercice précédent.

Cette variation est argumentée par :

- L'exercice 2017 a supporté uniquement des primes d'assurance pour une période 9 mois, vu que le contrat d'assurance groupe au profit du personnel de l'ACM a été conclu le 01/04/2017.
- La conclusion d'un nouveau contrat d'assurance groupe au profit du personnel de l'ACM à partir du 1^{er} janvier 2018.

4.2.6- Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 295.967 DT en 2018 contre 374.364 DT en 2017, soit une diminution de 78.397 DT. Elles représentent les dotations aux amortissements de l'année.

4.2.7- Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 220.537 DT en 2018 contre 216.912 DT en 2017, soit une augmentation de 3.626 DT. Les autres charges d'exploitation se détaillent comme suit :

Désignation	2018	2017	Variation
Loyer	39.784	38.721	1.063
Entretiens et réparations (1)	106.517	101.270	5.247
Assurance	2.798	2.754	43
Rémunérations d'intermédiaires (2)	6.070	8.027	-1.957
Frais d'impression	5.724	10.000	-4.276
Frais déplacement et missions	3.310	3.803	-493
Frais de réception	919	691	228
Frais de télécommunication et internet	18.064	15.795	2.269
Redevance, Brevets et Licences	2.610	434	2.167
Jetons de présence	22.800	23.400	-600
Services bancaires	176	337	-161
FOPROLOS	5.912	5.705	207
Taxes/véhicules	750	750	-
Autres droits (R/S sur placements)	5.068	5.225	-157
Pertes ordinaires	35	-	35
TOTAL	220.537	216.912	3.626

(1) La rubrique « Entretiens et réparations » présente un solde comptable de 106.517 DT au 31.12.2018 contre 101.270 DT au 31.12.2017.

Cette rubrique est justifiée principalement par le coût des dépenses relatifs à la maintenance des logiciels fournis par le prestataire pour assurer le bon fonctionnement de la centrale des risques de la microfinance pour les différents utilisateurs bénéficiaires notamment les IMF et l'ACM ainsi que le coût de maintenance des équipements en lien avec la CRM.

Le coût annuel de la maintenance payé au prestataire de la CRM ARABSOFT au titre de l'exercice 2018 s'élève à 84.915 DT toutes taxes comprises, alors que l'exercice 2017 a supporté les frais de maintenance de la centrale des risques pour un montant de 84.136 DT relatif à l'exercice 2017 ainsi que les frais relatifs à la période du 27-10 au 31-12 de l'exercice 2016 pour un montant de 15.152 DT.

Le coût annuel de la maintenance des équipements en lien avec la CRM supporté pour la 1ère fois en 2018 s'élève à 14.134 DT.

(2) Les rémunérations d'intermédiaires se détaillent comme suit :

Désignation	2018	2017	Variation
Assistance paramétrage Sage Paie & RH	-	709	-709
Honoraires mission CAC	6.070	7.318	-1.248
TOTAL	6.070	8.027	-1.957

4.2.8- Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 46.771 DT en 2018 contre 30.804 DT en 2017, soit une augmentation de 15.967 DT.

Désignation	2018	2017	Variation
Produits de placement	43.832	30.804	13.028
Autres produits financiers (des intérêts servis sur compte)	2.939	-	2.939
TOTAL	46.771	30.804	15.967

4.3- Notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte (modèle autorisé).

L'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice 2018 montre ce qui suit :

Désignation	2018	2017	Variation
La trésorerie au début de l'exercice s'élève à :	4.708	246.105	-241.397
La trésorerie affectée aux activités d'exploitation s'élève à :	-804	-241.131	240.327
La trésorerie provenant des activités d'investissement s'élève à :	-29.267	-190.698	161.431
La trésorerie provenant des activités de financement s'élève à :	29.267	190.432	-161.431
LA TRESORERIE EST POSITIVE. ELLE S'ELEVE A :	3.904	4.708	-804

4.4- Éventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif, de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'autorité de contrôle de la microfinance, n'est intervenu depuis la date de clôture.

4.3. جدول التدفقات النقدية

(ضبط مرخص به)

إيضاحات 31 ديسمبر 2018 31 ديسمبر 2017

التدفقات النقدية المتصلة بالإستغلال

		النتيجة الصافية
-164 143,792	-26 954,267	تسوية بالنسبة لـ:
374 364,492	295 967,281	* الإستهلاكات والمدخرات
-307 636,900	-237 003,964	* حصص استثمار تم تسجيلها ضمن النتائج
		تغيرات:
0,000	0,000	* الحرفاء والحسابات المتصلة بهم
-195 425,936	-176 702,850	* أصول أخرى
51 710,866	143 890,181	* مزودون وخصوم أخرى
-241 131,270	-803,619	

التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة الإستغلال

		التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة الإستثمار
-190 697,615	-29 267,000	الدفعات المتأتية من إقتناء أصول ثابتة مادية وأصول غير مادية
0,000	0,000	المقاييس المتأتية من التفويت في أصول ثابتة مادية وأصول غير مادية
0,000	0,000	الدفعات المتأتية من إقتناء أصول مالية
0,000	0,000	المقاييس المتأتية من التفويت في أصول مالية
-190 697,615	-29 267,000	

التدفقات النقدية المخصصة لأنشطة الإستثمار

		التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة التمويل
190 432,115	29 267,000	منح استثمار
0,000	0,000	
190 432,115	29 267,000	
-241 396,770	-803,619	تغيير الخزينة
246 104,714	4 707,944	الخزينة في بداية السنة المحاسبية
4 707,944	3 904,325	

الخزينة عند فتم السنة المحاسبية

4.3

3.3 قائمة النتائج

(ضبط مسموح به)

31 ديسمبر 2018 31 ديسمبر 2017

إيضاحات

إيرادات الإستغلال

788 404,102	949 681,917	4.2.1	مساهمات مؤسسات التمويل الصغير
2 058,500	26 356,730	4.2.2	منح استغلال
307 636,900	237 003,964	4.2.3	إيرادات الاستغلال الأخرى
1 098 099,502	1 213 042,611		مجموع إيرادات الإستغلال

أعباء الإستغلال

23 460,067	45 639,487	4.2.4	مشتريات التموينات المستهلكة
678 311,330	724 642,604	4.2.5	أعباء الأعوان
374 364,492	295 967,281	4.2.6	مخصصات الإستهلاكات والمدخرات
216 911,757	220 537,278	4.2.7	أعباء الإستغلال الأخرى
1 293 047,646	1 286 786,650		مجموع أعباء الإستغلال

نتيجة الإستغلال

0,000	0,000		أعباء مالية صافية (مداخيل مالية)
30 804,352	46 771,272	4.2.8	مداخيل التوظيفات
0,000	18,500		أرباح عادية أخرى
0,000	0,000		خسائر عادية أخرى
-164 143,792	-26 954,267		نتيجة الأنشطة العادية قبل إحتساب الأداء
0,000	0,000		ضرائب على المرائب
-164 143,792	-26 954,267		نتيجة الأنشطة العادية بعد إحتساب الأداء
0,000	0,000		العناصر الطارئة (أرباح / خسائر)
-164 143,792	-26 954,267		النتيجة الصافية للسنة الحسابية
0,000	0,000		إنعكاسات التعديلات المحاسبية

-164 143,792 . **26 954,267**

النتيجة بعد التعديلات المحاسبية

2.3. الأموال الذاتية والخصوم

إيضاحات 31 ديسمبر 2018 31 ديسمبر 2017

الأموال الذاتية

0,000	0,000		رأس المال الاجتماعي
388 719,195	170 484,231	4.1.7	أموال ذاتية أخرى
693 920,854	529 777,062		النتائج المؤجلة
1 082 640,049	700 261,293		مجموع الأموال الذاتية قبل احتساب نتيجة السنة المحاسبية

-164 143,792 **-26 954,267** **نتيجة السنة المحاسبية**

918 496,257 **673 307,026** **مجموع الأموال الذاتية قبل التخصيص**

الخصوم

			الخصوم غير الجارية
			الخصوم الجارية
1 251,289	0,000	4.1.8	المزودون والحسابات المرتبطة بهم
141 030,576	286 172,046	4.1.9	الخصوم الجارية الأخرى
0,000	0,000		المساعدات البنكية وغيرها من الخصوم المالية
142 281,865	286 172,046		مجموع الخصوم الجارية
142 281,865	286 172,046		مجموع الخصوم

1 060 778,122 **959 479,072** **مجموع الأموال الذاتية و الخصوم**

3 . القوائم المالية السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2018

1.3. الأصول

إيضاحات 31 ديسمبر 2018 31 ديسمبر 2017

الأصول غير الجارية

الأصول الثابتة

986 843,223	1 004 968,223	4.1.1	الأصول الثابتة الغير المادية
-649 377,117	-878 143,090		تطرح: الإستهلاكات
337 466,106	126 825,133		مجموع الأصول الثابتة الغير المادية

378 549,053	379 193,053	4.1.2	الأصول الثابتة المادية
-219 369,760	-286 571,068		تطرح: الإستهلاكات والمدخرات
159 179,293	92 621,985		مجموع الأصول الثابتة المادية

20,000	20,000	4.1.3	الأصول المالية
0,000	0,000		تطرح: المدخرات
20,000	20,000		مجموع الأصول المالية

496 665,399	219 467,118		مجموع الأصول الثابتة
496 665,399	219 467,118		مجموع الأصول الغير الجارية

الأصول الجارية

0,000	0,000		الحرفاء والحسابات المتصلة بهم
9 404,779	26 107,629	4.1.4	أصول جارية أخرى
0,000	0,000		تطرح: المدخرات
9 404,779	26 107,629		أصول جارية أخرى
550 000,000	710 000,000	4.1.5	توظيفات وأصول مالية أخرى
4 707,944	3 904,325	4.1.6	السيولة وما يعادل السيولة

564 112,723	740 011,954		مجموع الأصول الجارية
--------------------	--------------------	--	-----------------------------

564 112,723	740 011,954		مجموع الأصول
--------------------	--------------------	--	---------------------

إن الأخطاء يمكن أن تنشأ من الغش أو الخطأ، وتعتبر جوهرية إذا كانت، بشكل فردي أو إجمالي، ممكن أن تؤثر بشكل معقول على القرارات الاقتصادية المتخذة من قبل مستعملي هذه القوائم المالية.

كجزء من عملية التدقيق وفقاً للمعايير الدولية للتدقيق المعمول بها في البلاد التونسية، نقوم بممارسة الإجهاد المهني والمحافظة على تطبيق مبدأ الشك المهني خلال التدقيق، بالإضافة إلى:

- تحديد وتقييم مخاطر الأخطاء الجوهرية في القوائم المالية، سواء كانت ناشئة عن غش أو خطأ، وكذلك تصميم وتنفيذ إجراءات تدقيق مستجيبة لتلك المخاطر، والحصول على أدلة تدقيق كافية وملائمة لتوفر أساساً لرأينا. إن خطر عدم اكتشاف الأخطاء الجوهرية الناتجة عن غش أعلى من الخطر الناتج عن الخطأ، حيث أن الغش قد يشتمل على التواطؤ، التزوير، الحذف المتعمد، سوء التمثيل أو تجاوز للرقابة الداخلية.

- الحصول على فهم للرقابة الداخلية ذات الصلة بالتدقيق لغايات تصميم إجراءات تدقيق مناسبة حسب الظروف، وليس لغرض إبداء رأي حول فعالية الرقابة الداخلية في المؤسسة.

- تقييم ملائمة السياسات المحاسبية المتبعة ومدى معقولية التقديرات المحاسبية والإيضاحات ذات العلاقة المعدة من قبل الإدارة.

- الاستنتاج حول ملائمة استخدام الإدارة لأساس استمرارية الاستغلال، بناءً على أدلة التدقيق التي تم الحصول عليها، فيما إذا كان هنالك وجود لعدم تيقن جوهري يتعلق بأحداث أو ظروف يمكن أن تثير شكاً جوهرياً حول قدرة المؤسسة على إستمرارية الاستغلال كمنشأة مستمرة. إذا استنتجنا عدم وجود تيقن جوهري، فإننا مطالبون أن نلفت الإنتباه في تقرير تدقيقنا إلى الإيضاحات ذات العلاقة في القوائم المالية، وإذا كان الإفصاح عن هذه المعلومات غير ملائم، فسنقوم بتعديل رأينا.

إن استنتاجاتنا تعتمد على أدلة التدقيق التي تم الحصول عليها حتى تاريخ تقرير تدقيقنا. ومع ذلك، فإنه من الممكن أن تتسبب أحداث أو ظروف مستقبلية في توقف المؤسسة على الإستمرار كمنشأة مستمرة.

- تقييم العرض العام والشكل والمحتوى للقوائم المالية بما فيها الإفصاحات وفيما إذا كانت القوائم المالية تمثل المعاملات والأحداث بشكل يحقق العرض العادل.

- لقد تواصلنا مع الأشخاص المسؤولين عن الحوكمة بخصوص نطاق وتوقيت التدقيق المخطط له

وملاحظات التدقيق الهامة، بما في ذلك أية نقاط ضعف هامة في الرقابة الداخلية التي تم تحديدها خلال تدقيقنا. **تقرير حول المتطلبات القانونية والتشريعية الأخرى**

1 . نجاعة نظام الرقابة الداخلية

طبقاً للتشاريح المعمول بها، قمنا بفحص نظام الرقابة الداخلية. وتم تقديم ملاحظتنا وتوصياتنا المتعلقة بالإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية إلى الإدارة العامة ضمن تقرير منفرد.

وتجدر الإشارة إلى أن فحصنا لنظام الرقابة الداخلية الخاص بمعالجة المعلومات المحاسبية وبعياد وعرض القوائم المالية لم يبرز نقائص جوهرية من شأنها أن تؤثر على رأينا حول القوائم المالية.

تونس في 5 أفريل 2019

عن/الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق

أنيس السماوي



2 . التقرير الخاص لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2018

السادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

طبقاً للتشاريح المعمول بها، لنا الشرف بإعلامكم أنه لم يقو إعلامنا من طرف إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير بوجود اتفاقيات أبرمت بين سلطة رقابة التمويل الصغير وأحد أعضاء مجلس الإدارة.

كما أنه خلال القيام بأعمالنا لم نتعرض لوجود أي اتفاقية أبرمت بين سلطة رقابة التمويل الصغير وأعضاء مجلس الإدارة تدخل في هذا الإطار.

تونس في 5 أفريل 2019

عن/الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق

أنيس السماوي



1. التقرير العام لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2018

السادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

تقرير حول تدقيق القوائم المالية

1. الرأي

تنفيذا لمهمة مراقبة الحسابات التي أسندت لنا من طرفكم، قمنا بتدقيق القوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير المختومة في 31 ديسمبر 2018، والتي تتكون من الموازنة وقائمة النتائج وجدول التدفقات النقدية والإيضاحات حول القوائم المالية بما في ذلك ملخص للمبادئ والقواعد المحاسبية الهامة.

إن القوائم المالية لسنة 2018 تبرز مجموعا صافيا للموازنة بمبلغ 959.479 دينار وخصارة بمبلغ 26.954 دينار.

في رأينا، فإن القوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير والمصاحبة لهذا التقرير صحيحة وصادقة وتعتبر بصفة وافية من كافة الجوانب الجوهرية، عن وضعيتها المالية وعن نتائج أعمالها وعن تدفقاتها النقدية للسنة المختومة في 31 ديسمبر 2018 وفقاً للمعايير المحاسبية التونسية.

2. أساس الرأي بدون تحفظ

لقد قمنا بتدقيقنا وفقاً للمعايير الدولية للتدقيق المعمول بها في البلاد التونسية. إن مسؤولياتنا وفقاً لهذه المعايير موضحة لاحقا في تقريرنا ضمن فقرة "مسؤولية المدقق حول تدقيق القوائم المالية".

نحن مستقلين عن المؤسسة وفقاً لمتطلبات معايير السلوك الأخلاقي ذات الصلة بتدقيقنا للقوائم المالية وإننا قد أوفينا بمسؤولياتنا الأخلاقية الأخرى وفقاً لتلك المتطلبات.

في اعتقادنا أن أدلة التدقيق التي حصلنا عليها كافية وملائمة لتوفر أساسا لإبداء رأينا.

3. الأمور الرئيسية للمراجعة

الأمور الرئيسية للمراجعة هي تلك الأمور التي كانت، بحسب حكمنا المهني لها الأهمية البالغة عند مراجعة القوائم المالية للفترة الحالية. هذه الأمور تم

تناولها في سياق مراجعة القوائم المالية ككل، وعند تكوين رأينا فيها، وإننا لم نقدم رأيا منفصلا في تلك الأمور.

في اعتقادنا لا يوجد أمور رئيسية للمراجعة يتوجب بيانها ضمن تقريرنا.

4. تقرير التصرف السنوي

إن مجلس الإدارة مسؤول عن المعلومات المعروضة في تقرير التصرف السنوي إن رأينا حول القوائم المالية لا يشمل المعلومات المعروضة في هذا التقرير وإننا لا نبدي أي نوع من التأكيد حولها.

طبقا للتشاريح المعمول بها، فإن مسؤوليتنا تتمثل في التأكد من مدى تطابق المعلومات حول الوضعية المالية وحسابات المؤسسة المعروضة في تقرير مجلس الإدارة مع المعلومات المذكورة ضمن القوائم المالية. وأنه ليس لنا ملاحظات حول ذلك.

5. مسؤوليات الإدارة والأشخاص المسؤولين عن الحوكمة عن القوائم المالية

إن مجلس الإدارة مسؤول عن إعداد القوائم المالية وعرضها بصورة عادلة وفقا لمعايير المحاسبة التونسية، وعن الرقابة الداخلية التي تعتبرها الإدارة ضرورية لتمكينها من إعداد قوائم مالية خالية من أخطاء جوهرية، سواء كانت ناشئة عن غش أو عن خطأ.

عند إعداد القوائم المالية، تكون الإدارة مسؤولة عن تقييم قدرة المؤسسة على إستمرارية الاستغلال والإفصاح، عندما ينطبق ذلك، عن أمور تتعلق باستمرارية الاستغلال واستخدام أساس إستمرارية الاستغلال المحاسبي، ما لم تنوي الإدارة تصفية المؤسسة أو إيقاف أعمالها أو لا يوجد بديلا واقعا غير ذلك.

إن الأشخاص المسؤولين عن الحوكمة هم المسؤولون على الإشراف على عملية التقارير المالية.

6. مسؤولية المدقق حول تدقيق القوائم المالية

إن أهدافنا هي الحصول على تأكيد معقول فيما إذا كانت القوائم المالية ككل خالية من الأخطاء الجوهرية، سواء كانت ناشئة عن غش أو خطأ، وإصدار تقريرنا الذي يتضمن رأينا.

التأكيد المعقول هو مستوى عال من التأكيد، ولكنه ليس ضمانا بأن التدقيق الذي تم القيام به وفقا للمعايير الدولية للتدقيق المعمول بها في البلاد التونسية سيكشف دائما أي خطأ جوهري، إن وجد.



الملاحق

2018

III. حركة تطور قطاع التمويل الصغير

الصغير ونظام الرقابة الداخلية والتنظيم المحاسبي والقروض والمداخل المتعلقة بها.

1. يوم تكويني برلماني حول " دور التمويل الصغير في دعم التشغيل "

نظمت الأكاديمية البرلمانية وشركات التمويل الصغير يومًا تكوينيًا حول آليات التمويل الصغير ودورها في دعم التشغيل في القطاع الخاص يوم 14 مارس 2018 وذلك بهدف مزيد التعريف لدى نواب الشعب بآليات التمويل الصغير ودوره في التنمية وفي خلق مواطن الشغل للشباب والنساء والفئات المهمشة.

وقد شهد هذا اليوم التكويني حضور خبراء تونسيين وأجانب في مجال التمويل الصغير، وأعضاء مجلس النواب ومختلف الأطراف الفاعلة في المجال المالي والممولين المحليين والأجانب - ومثل فرصة لتقديم صورة واضحة عن واقع قطاع التمويل الصغير في تونس.

ساهمت سلطة رقابة التمويل الصغير في هذا اليوم التكويني من خلال تقديم مداخلة من مديرها العام حول قطاع التمويل الصغير في تونس ومركزية المخاطر و معطيات حول التداين المزدوج للحرفاء.

وتضمن هذا اليوم التكويني عرضا لبعض تجارب لباعثي مشاريعي إنتفعوا بتمويلات صغرى تخلله عرض شريط قصير يوضح آليات التمويل الصغير في تونس.

2. المعايير المحاسبية الجديدة لمؤسسات التمويل الصغير

تم خلال سنة 2018 بمقتضى قرار وزير المالية المؤرخ في 27 مارس 2018 المصادقة على ثلاث معايير محاسبية جديدة (م.م 32 وم.م 33 وم.م 34) تخص إعداد القوائم المالية لمؤسسات التمويل

حركة تطور قطاع التمويل الصغير

2018

2018	2017	2016	
151	125	103	عدد فروع شركات التمويل الصغير
406 423	357 987	312 619	عدد الحرفاء النشيطين لشركات التمويل الصغير (باعتبار الحرفاء المزدوجين)
2 692	2864	3035	متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كل فرع
2 771	2440	1935	عدد الجملي لأعوان شركات التمويل الصغير
1 552	1352	1076	عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير

ت. مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

- ارتفع مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 17.78 % سنة 2017 إلى 25.66 % سنة 2018.

(الوحدة: الدينار)

2018	2017	2016	مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
216 198 388	111 672 528	83 358 714	الأموال الذاتية الصافية
842 527 837	628 207 159	441 223 833	الأصول المرجحة وفق حصص المخاطر
25,66 %	17,78 %	18,89 %	مؤشر كفاية رأس المال (%)

تطور مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من سنة 2016 إلى سنة 2018

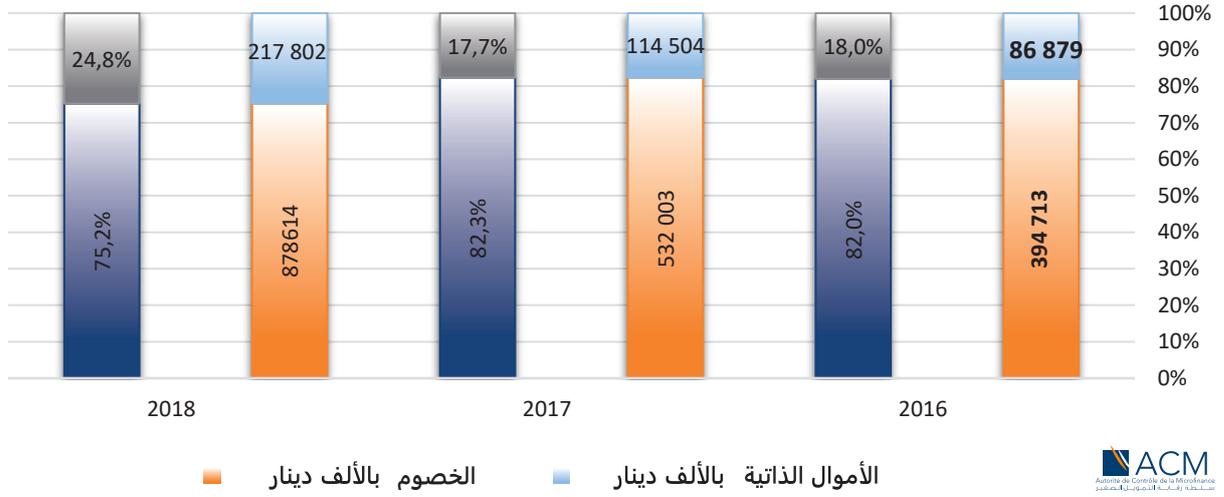


11.2. مؤشرات غير مالية

- بلغ عدد فروع شركات التمويل الصغير في موفى سنة 2018، 151 فرعا مقابل 125 في السنة الفارطة.
- تمثل فروع شركة أندا تمويل نسبة 60% من مجموع فروع شركات التمويل الصغير
- قدر متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كل فرع بفروع مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال سنة 2018 بـ 2692 مقابل 3035 و 2864 في موفى سنتي 2016 و 2017 على التوالي.
- سجل العدد الجملي لأعوان مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم طيلة الفترة الممتدة من سنة 2016 إلى سنة 2018 ارتفاعا قدر بـ 19,7% حيث بلغ 2771 عون سنة 2018 مقابل 1935 خلال سنة 2016 ويمثل عدد أعوان شركة أندا تمويل نسبة 67% من مجموع عدد أعوان مؤسسات التمويل الصغير.
- ارتفع عدد أعوان القروض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في سنة واحدة بنسبة 14,8% حيث بلغ عددهم 1552 عون قروض في موفى سنة 2018 مقابل 1352 في موفى السنة الفارطة.

التركيبة المالية المجمعّة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

2018 - 2016



ACM
Asociación de Control de Microfinanzas
جمعية مراقبة التمويل الصغير

- ب. المؤشّرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
- سجل مؤشر مردودية الأصول نسبة 2,21% في موفى سنة 2018 مقابل نسبة 0,84% في موفى سنة 2017
- بلغ مؤشر مردودية الأموال الذاتية في نهاية سنة 2018 نسبة 10,14% مقابل نسبة 4,72% في موفى سنة 2017
- ارتفع مؤشر الاكتفاء الذاتي العملياتي من 103,20% سنة 2017 إلى 113,85% سنة 2018.

2018	2017	2016	
10.14%	4,72%	-2,13%	مردودية الأموال الذاتية (ROE)
2.21%	0,84%	-0,42%	مردودية الأصول (ROA)
113.85%	103,20%	100,54%	الاكتفاء الذاتي العملياتي (ASO)
15.53%	16,83%	17,03%	نسبة أعباء الاستغلال
28.39%	27,16%	26,80%	مردودية محفظة القروض الخام



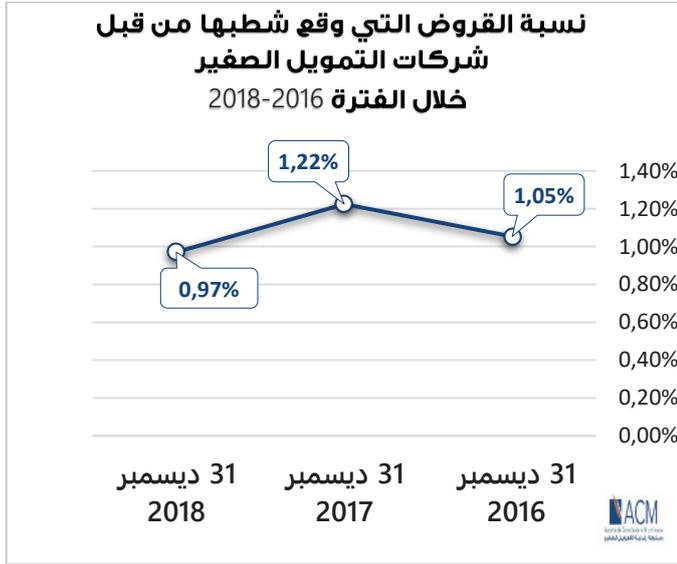
وتسجيل شركتي أدفنس تونس وتيسير للتمويل الصغير أول نتيجة إيجابية لكليهما منذ التأسيس حيث بلغت على التوالي 363 ألف دينار و305 ألف دينار في موفى سنة 2018 مقابل (1,8-) مليون دينار و(925-) ألف دينار في موفى سنة 2017.

• بلغت النتيجة المحاسبية الصافية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2018، حوالي 16,8 مليون دينار، مقابل 4,7 مليون دينار سنة 2017. ويعزى هذا التحسن الملحوظ أساسا إلى الأسباب التالية:

- ارتفاع النتيجة المحاسبية لشركة أندا تمويل التي كانت في حدود 12,1 مليون دينار سنة 2017 لتبلغ 17,2 مليون دينار في موفى سنة 2018 والتحسن الملحوظ للنتائج المحاسبية لشركة ميكروكراد تونس التي كانت في حدود 203 ألف دينار سنة 2017 لتبلغ 4,8 مليون دينار في موفى سنة 2018

(الوحدة: الدينار)

نسب النمو		المجموع			المعطيات المالية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
2017	2016	2018	2017	2016	
35,90%	34,24%	878 613 991	646 507 187	481 591 819	مجموع الأصول
24,21%	34,78%	660 812 141	532 003 547	394 712 998	مجموع الخصوم
20,46%	36,55%	585 948 893	486 443 270	356 231 806	اقتراضات وموارد خصومية
-53,54%	118,71%	2 249 058	4 841 268	2 213 517	مساعدات بنكية
90,21%	31,80%	217 801 850	114 503 639	86 878 823	مجموع الأموال الذاتية
43,31%	39,34%	197 813 679	138 031 450	99 060 826	مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير
34,06%	54,05%	53 436 365	39 859 758	25 873 728	مجموع أعباء الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير
47,07%	34,14%	144 377 314	98 171 694	73 187 098	الإيراد الصافي لأنشطة التمويل الصغير
240,66%	142,41%	27 349 818	8 028 386	3 311 925	نتيجة الاستغلال
254,03%	371,75%	16 839 642	4 756 528	-1 750 362	نتيجة السنة المحاسبية



9.2. نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة 2016-2018

• بلغت نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في موفى سنة 2018، 0,97 % من معدل محفظة القروض الخام. مقابل 1,22 % في موفى سنة 2017.

نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير	31 ديسمبر 2018	31 ديسمبر 2017	31 ديسمبر 2016
مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	0.97%	1.22%	1.05%

• بلغ مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2018، 197,8 مليون دينار مقابل 138 مليون دينار خلال السنة الفارطة.

• ارتفع مجموع الإيراد الصافي لأنشطة التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 73,2 مليون دينار في موفى سنة 2016، إلى 98.2 مليون دينار و 4، 144 مليون دينار في موفى سنتي 2017 و 2018.

• في 31 ديسمبر 2018 بلغت نتيجة الاستغلال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم، 27,3 مليون دينار متكونة أساسا من نتيجة استغلال إيجابية لشركات أندا تمويل وميكروكراد تونس و أدفنس تونس و تيسير للتمويل الصغير في حدود 33,1 مليون دينار (26,5 مليون دينار لأندا تمويل و 5,9 مليون دينار لميكروكراد تونس و 0,4 مليون دينار لأدفنس تونس و حوالي 0,2 مليون دينار لتيسير للتمويل الصغير) ومجموع نتائج استغلال سلبية لمؤسستين أخريين في شكل شركات خفية الاسم قدر بـ (-5,7) مليون دينار.

10.2. المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

أ. معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج

• بلغ مجموع الأصول لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في موفى 2018، 878,6 مليون دينار مقابل 646,5 مليون دينار في موفى سنة 2017 مسجلا بذلك نسبة نمو تقدر بـ 35,9 % خلال هذه الفترة.

• بلغ مجموع الأموال الذاتية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم حوالي 217,8 مليون دينار في موفى سنة 2018 مقابل 114,5 مليون دينار سنة 2017. مسجلا بذلك نسبة نمو تقدر بـ 90,21 % خلال هذه الفترة. ويعود هذا الارتفاع بالأساس إلى ترفيع بعض الشركات خفية الاسم في رأس مالها وخاصة شركة أندا تمويل بعد الترفيع في رأس مالها من 58 مليون دينار إلى 96 مليون دينار تضاف إليه منحة إصدار بمبلغ 34 مليون دينار.

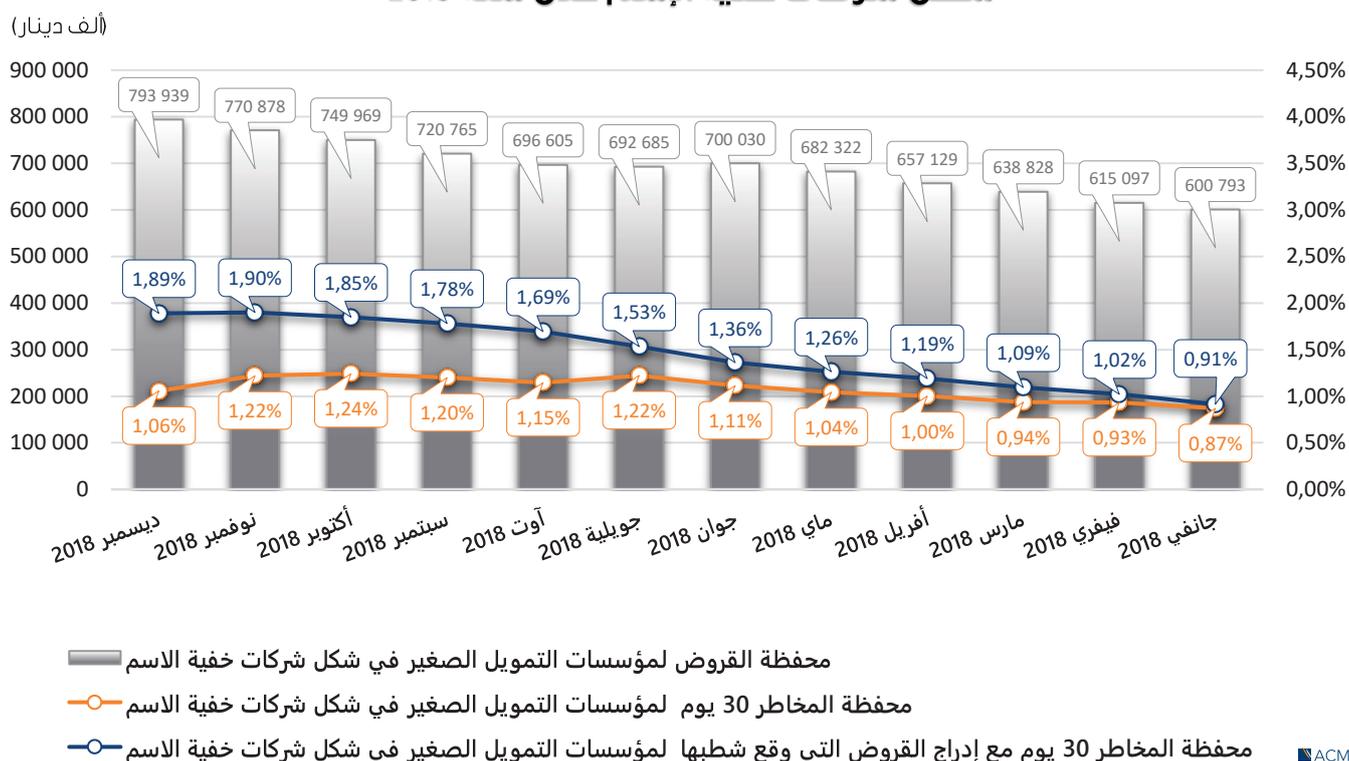
• بلغت خصوم مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في موفى سنة 2018، 660,8 مليون دينار مقابل 532 مليون دينار في موفى سنة 2017، مسجلة بذلك نسبة ارتفاع تقدر بـ 24,21 % خلال هذه الفترة.

ب. خلال سنة 2018

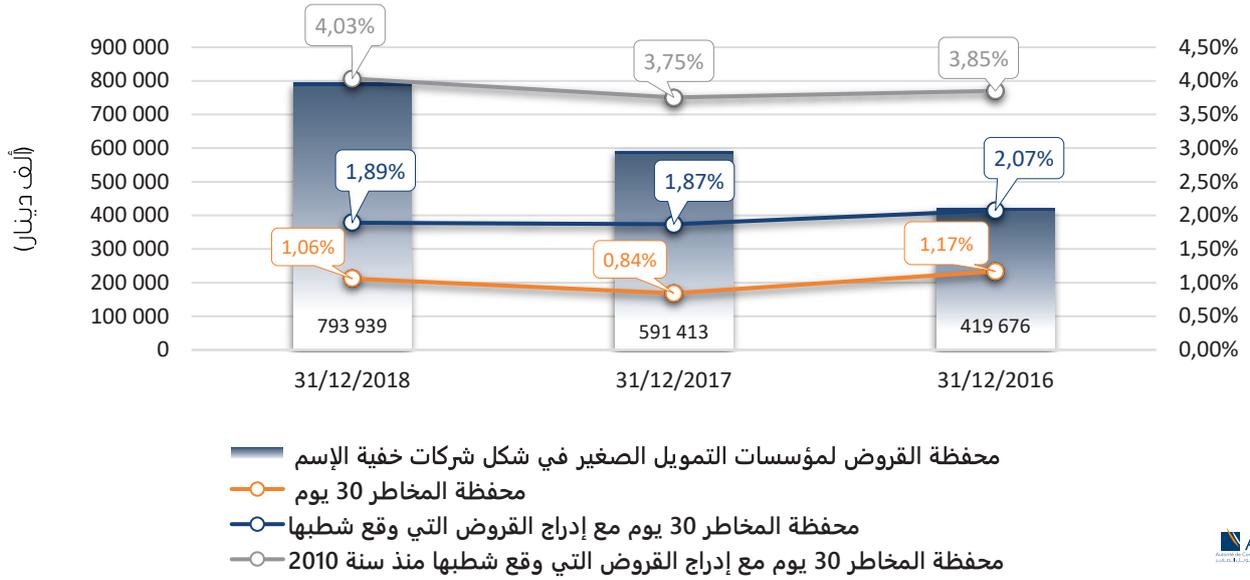
سجلت محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج 0,91% في موفى شهر جانفي إلى 1,89% في نهاية القروض التي وقع شطبها خلال سنة 2018 ارتفاعا من السنة.

محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم		محفظة القروض	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في:
النسبة (%)	المبلغ بالدينار	النسبة (%)	المبلغ بالدينار		
0,91%	5 494 685	0,87%	5 226 276	600 792 702	جانفي 2018
1,02%	6 283 225	0,93%	5 738 089	615 097 285	فيفري 2018
1,09%	6 997 235	0,94%	5 980 725	638 827 629	مارس 2018
1,19%	7 829 086	1,00%	6 580 408	657 128 693	أفريل 2018
1,26%	8 634 928	1,04%	7 113 200	682 321 602	ماي 2018
1,36%	9 544 751	1,11%	7 797 510	700 029 749	جوان 2018
1,53%	10 649 291	1,22%	8 469 898	692 684 821	جويلية 2018
1,69%	11 861 398	1,15%	7 983 530	696 604 536	أوت 2018
1,78%	12 909 210	1,20%	8 643 407	720 765 335	سبتمبر 2018
1,85%	13 945 267	1,24%	9 313 292	749 968 917	أكتوبر 2018
1,90%	14 742 232	1,22%	9 405 927	770 878 248	نوفمبر 2018
1,89%	15 120 083	1,06%	8 397 470	793 938 936	ديسمبر 2018

تطور محفظة المخاطر 30 يوم الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال سنة 2018



تطور محفظة القروض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم



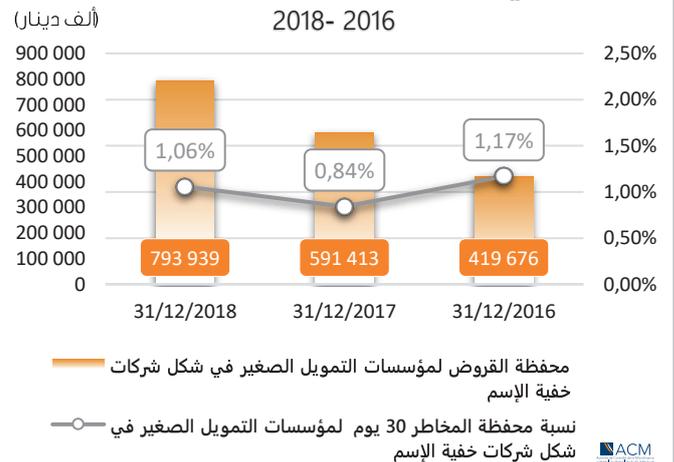
(الوحدة: الدينار)

31 ديسمبر 2018	31 ديسمبر 2017	31 ديسمبر 2016	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
8 397 470	4 975 609	4 902 020	محفظة المخاطر 30 يوم
793 938 936	591 412 711	419 675 543	محفظة القروض
1,06%	0,84%	1,17%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم
1 750 962	286 988	243 834	القروض التي تم التمديد في آجالها
177 184	419 099	284 088	القروض المعاد جدولتها
10 986	16 848	-	القروض التي وقع تجميعها
6 722 614	6 188 415	3 876 937	القروض التي وقع شطبها
800 661 550	597 601 127	423 552 481	محفظة القروض + القروض التي وقع شطبها
15 120 083	11 164 024	8 778 957	محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها
1,89%	1,87%	2,07%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها

تطور محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم خلال الفترة 2018- 2016

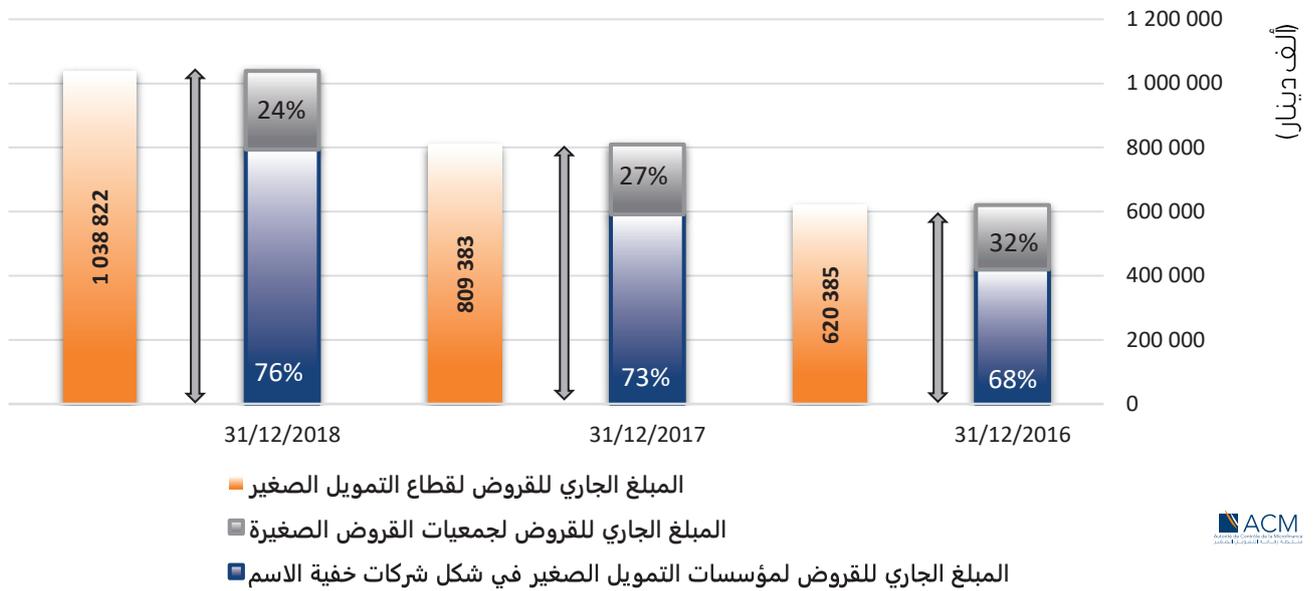


تطور محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم خلال الفترة 2018- 2016



2018		2017		2016		المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير
المبلغ الجاري	العدد	المبلغ الجاري	العدد	المبلغ الجاري	العدد	
793 939	393 731	591 413	375 104	419 676	326 710	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
244 883	غ، م	217 970 ³	غ، م	200 709 ²	غ، م	جمعيات القروض الصغيرة
1 038 822	-	809 383	-	620 385	-	المجموع

تطور المبلغ الجاري للقروض الصغيرة لقطاع التمويل الصغير خلال الفترة 2016 - 2018

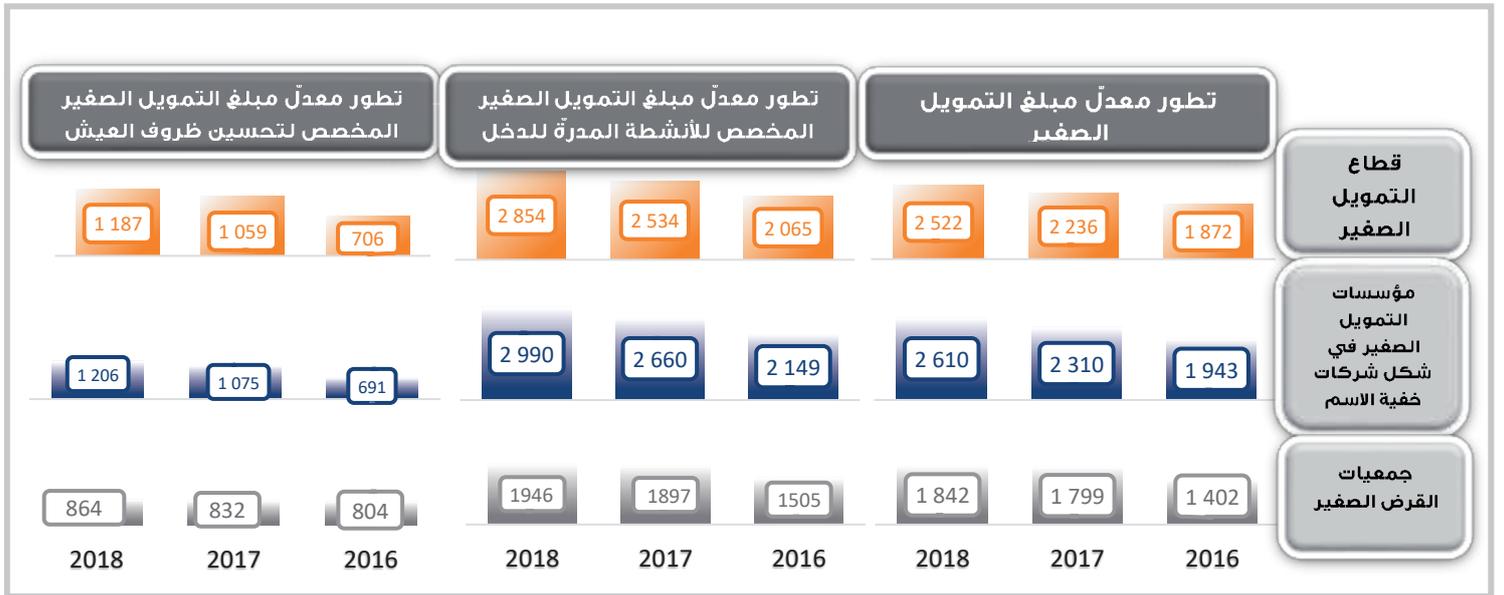


- ب. متوسط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
- ب. متوسط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
- سجل معدل المبلغ الجاري للتمويل الصغير النشط ارتفاعا هاما بنسبة 17,8% حيث بلغ 1857 دينار في سنة 2018 مقابل 1577 دينار في سنة 2017.
- سجل معدل المبلغ الجاري للتمويل الصغير النشط ارتفاعا هاما بنسبة 18,2% ديارا سنة 2017 إلى 1953 دينار سنة 2018 أي بنسبة 18,2%.

² في 31-12-2016 لا يأخذ المبلغ الجاري للقروض المسندة من قبل الجمعيات بعين الاعتبار القسط الأول من القروض الصغيرة الفلاحية التي وقع شطبها والمقدر بـ 19 189 ألف دينار خلال سنة 2016.

³ في 31-12-2017 يأخذ المبلغ الجاري للقروض المسندة من قبل الجمعيات بعين الاعتبار القسط الثاني من القروض الصغيرة الفلاحية التي وقع شطبها والمقدر بـ 20 527 ألف دينار خلال سنة 2017، طبقا لأحكام قرار من وزيرة المالية ووزير الفلاحة والموارد المائية والصيد البحري مؤرخ في 27 أكتوبر 2016.

2018			2017			2016			معدل مبلغ التمويل الصغير
معدل مبلغ التمويل الصغير	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص للأنشطة المدرة للدخل	معدل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش	معدل مبلغ التمويل الصغير	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص للأنشطة المدرة للدخل	معدل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش	معدل مبلغ التمويل الصغير	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص للأنشطة المدرة للدخل	معدل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش	
2 522	2 854	1 187	2 236	2 534	1 059	1 872	2 065	706	قطاع التمويل الصغير
2 610	2 990	1 206	2 310	2 660	1 075	1 943	2 149	691	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
1 842	1 946	864	1 799	1 897	832	1 402	1 505	804	جمعيات القروض الصغيرة



- تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم بنسبة 34,24 % خلال سنة 2018، حيث بلغ 793,9 مليون دينار مقابل 591,4 مليون دينار في موفى سنة 2017.
- مثل المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم حوالي 76 % من المبلغ الجاري الجملي للتمويلات الصغرى المسندة في موفى سنة 2018 مقابل 73 % في موفى سنة 2017.

7.2. تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى

أ. المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير

- ارتفع المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكلها الجمعياتي والشركات خفية الاسم من 620,4 مليون دينار في موفى سنة 2016 إلى 1038,8 مليون دينار في 31 ديسمبر 2018. مسجلا بذلك متوسط معدل نمو سنوي قدر بـ 29,4% خلال الفترة 2016-2018.

- إلى جانب ذلك بلغ معدل التمويل الصغير المسند إلى النساء 2148 ديناراً خلال سنة 2018 مقابل 1981 ديناراً خلال سنة 2017 مسجلاً ارتفاعاً بـ 8,4% والذي لا يزال أقل من المعدل المسجل بنسبة للرجال الذي بلغ 3014 ديناراً خلال سنة 2018 مقابل 2571 ديناراً في سنة 2017 أي بنسبة نمو قدرها 17,2%.

(الوحدة: الدينار)

2018	2017	2016	
3 014	2 571	2 237	معدل مبلغ التمويل الصغير للرجال
2 148	1 981	1 647	معدل مبلغ التمويل الصغير للنساء
2 522	2 236	1 872	معدل مبلغ التمويل الصغير

5.2. توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع

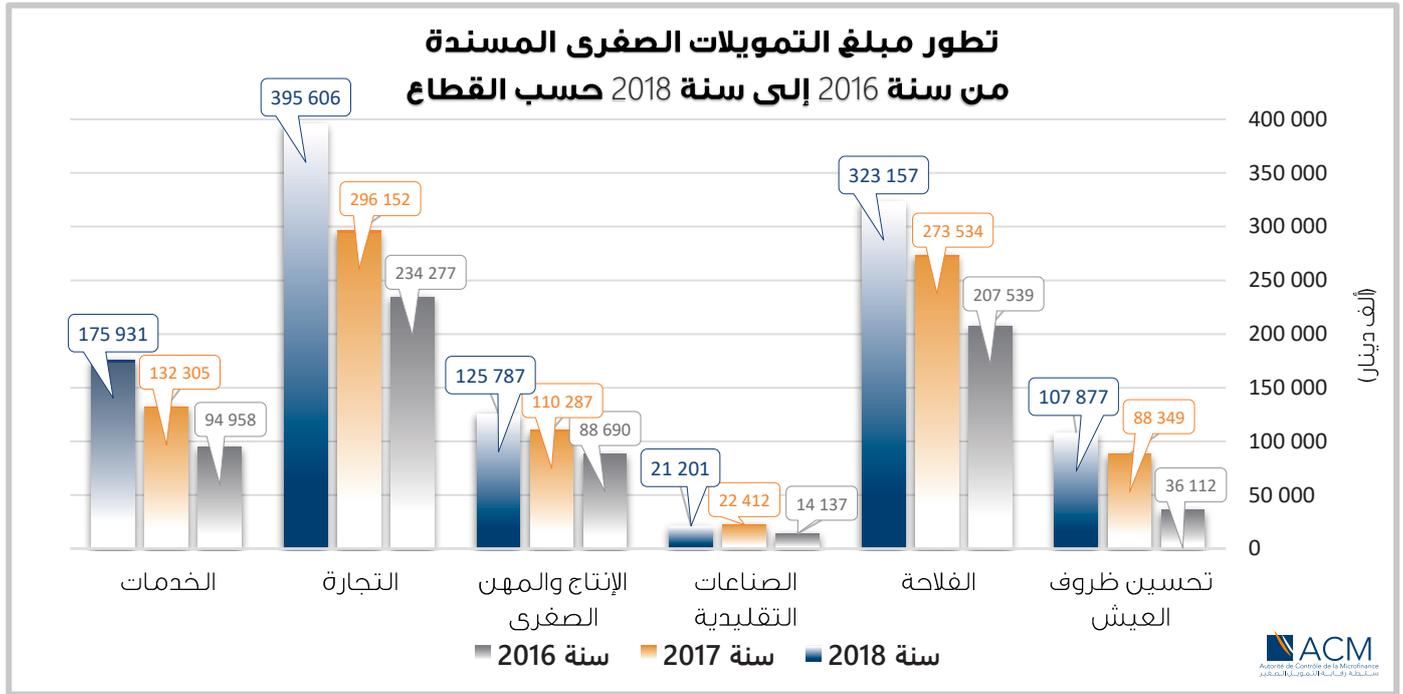
- خلال سنة 2018، تم تخصيص 997,3 مليون دينار لتوسعة المشاريع أي بنسبة 96% من القيمة الجمالية للتمويلات المخصصة للأنشطة المدرة للدخل، في حين لم يحظى إحداث المشاريع إلا بنسبة 4% خلال نفس الفترة مقابل 6% سنة 2017.

(الوحدة: ألف دينار)

2018				2017				2016				توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
4%	44 419	6%	22 588	6%	46 111	8%	25 728	6%	36 160	8%	23 351	إحداث مشروع
96%	997 264	94%	342 406	94%	788 580	92%	303 605	94%	603 441	92%	286 413	توسعة مشروع
100%	1 041 682	100%	364 994	100%	834 690	100%	329 333	100%	639 601	100%	309 764	المجموع



- يعتمد معدل مبلغ التمويلات الصغيرة المسندة بشكل كبير على معدل التمويلات المسندة من قبل شركة أندا تمويل التي تمتلك الحصة الأكبر في سوق التمويل الصغير.
- **6.2. متوسط التمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير**
- خلال سنة 2018 بلغ معدل مبلغ التمويل الصغير 2522 ديناراً مقابل 2236 خلال سنة 2017.
- بالنسبة للتمويلات الصغرى المخصصة للأنشطة المدرة للدخل فقد بلغ معدل مبلغها 2854 ديناراً سنة 2018 مقابل 2534 ديناراً سنة 2017.



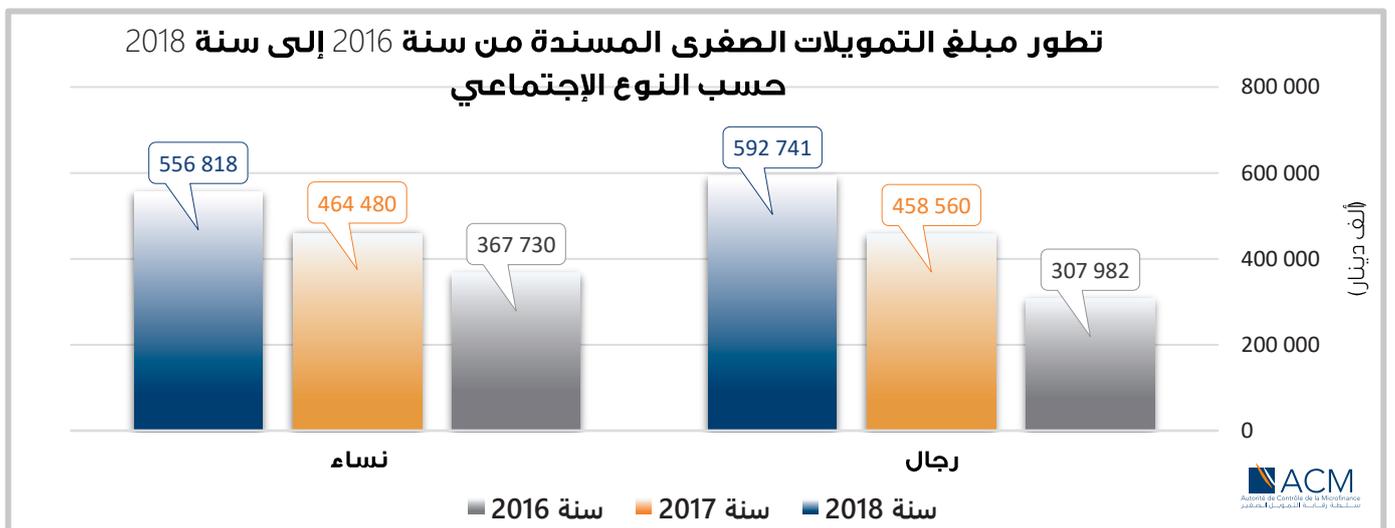
4.2. توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي

2018 حيث تحصل الرجال على حوالي 592,7 مليون دينار تتوزع على 196 642 تمويل صغير في مختلف المجالات، وفي المقابل تحصلت النساء على 556,8 مليون دينار أي ما يعادل 48 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة سنة 2018.

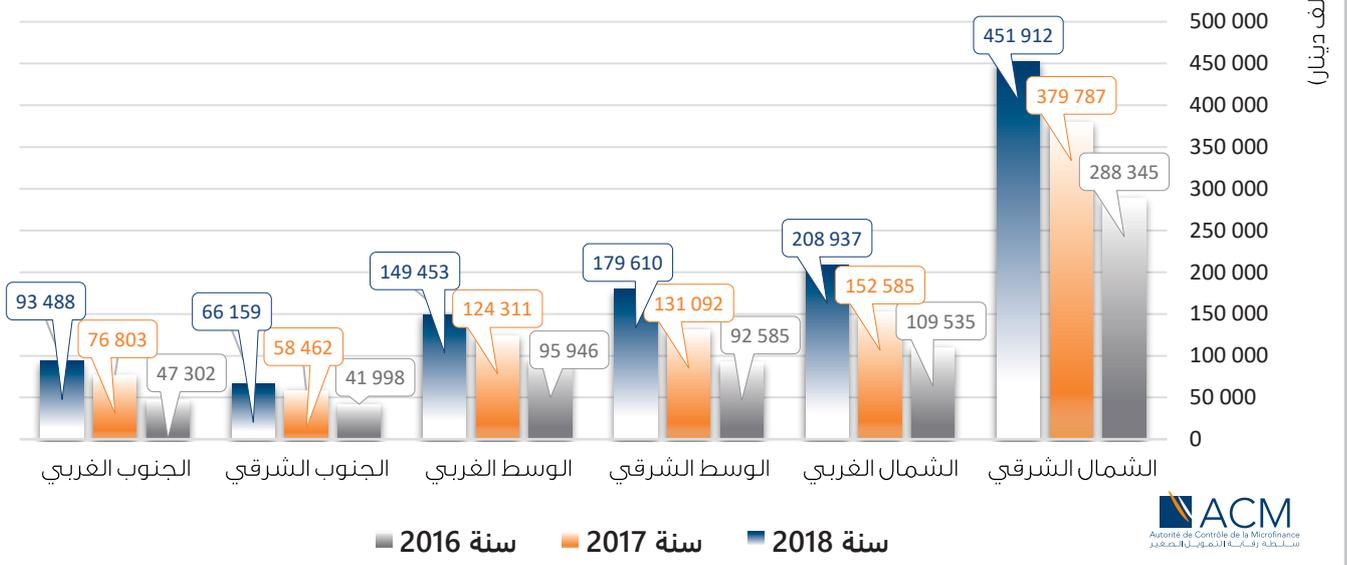
(الوحدة: ألف دينار)

من حيث العدد، تحصلت النساء على 259 229 تمويل أي ما يمثل 57% من مجموع التمويلات خلال سنة 2018 مقارنة بـ 234 451 تمويل خلال سنة 2017. ارتفعت حصة الرجال من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة من 46% سنة 2016 إلى 52 % سنة

2018		2017		2016		توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي						
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ		(%)	العدد				
52%	592 741	43%	196 642	49,7%	458 560	43%	178 338	46%	307 982	38%	137 693	رجال
48%	556 818	57%	259 229	50,3%	464 480	57%	234 451	54%	367 730	62%	223 223	نساء
100%	1 149 559	100%	455 871	100%	923 040	100%	412 789	100%	675 712	100%	360 916	المجموع



تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من سنة 2016 إلى سنة 2018 حسب الجهات



للتمويلات الصغرى المسندة خلال نفس السنة مقابل 30 % سنة 2017.

- لم تتجاوز حصة قطاع الصناعات التقليدية من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2018، 2% ليكون ذلك القطاع الأقل استفادة من التمويلات الصغرى.

3.2. توزيع التمويلات الصغرى حسب القطاعات

- استأثر قطاع التجارة بالنصيب الأوفر من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة سنة 2018، من حصوله على ما يفوق 395,6 مليون دينار أي ما يمثل 34% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة، مقابل 32 % سنة 2017.
- تحصل قطاع الفلاحة على أكبر عدد من التمويلات الصغرى المسندة سنة 2018، بلغت 129506 تمويل صغير بمبلغ جملي تجاوز 323 مليون دينار أي ما يمثل 28 % من المبلغ الجملي

(الوحدة: ألف دينار)

توزيع القروض الصغرى حسب القطاع	2018			2017			2016		
	العدد	المبلغ	(%)	العدد	المبلغ	(%)	العدد	المبلغ	(%)
تصميم ظروف العيش	51 152	36 112	14%	83 456	88 349	10%	90 877	107 877	9,00%
الفلاحة	113 012	207 539	31%	122 876	273 534	30%	129 506	323 157	28,00%
الصناعات التقليدية	9 144	14 137	3%	11 403	22 412	3%	10 004	21 201	2,00%
المهن الصغرى	49 743	88 690	14%	50 184	110 287	12%	51 506	125 787	11,00%
التجارة	103 263	234 277	29%	106 161	296 152	26%	126 678	395 606	34,00%
الخدمات	34 602	94 958	10%	38 709	132 305	9%	47 300	175 931	15,00%
المجموع	360 916	675 712	100%	412 789	923 040	100%	455 871	1 149 559	100%

2.2. توزيع التمويلات الصغرى حسب الجهات

2018 مقابل نسبة 17 % خلال سنة 2017 و16% خلال سنة 2016

- سجلت جهتي الوسط الشرقي والجنوب الشرقي نسبة 16 % و6% على التوالي من إجمالي مبلغ التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2018.
- تحصلت جهتي الجنوب الغربي والوسط الغربي على نسبة 8 % و13% على التوالي من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2018 محافظة بذلك على نفس نسب السنة الفارطة مقابل نسبة 7% و14% على التوالي خلال سنة 2016.

- استفادت جهة الشمال الشرقي بنسبة تقدر بـ 39% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2018 مقابل 41 % و43 % خلال سنتي 2017 و2016 على التوالي.
- استقرت نسبة التمويلات الصغرى المسندة في جهة الشمال الغربي في حدود 18 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة

(الوحدة: ألف الدينار)

2018				2017				2016				توزيع القروض الصغرى حسب الجهات
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
39%	451 912	39%	178 333	41%	379 787	40%	164 486	43%	288 345	40%	144 552	الشمال الشرقي
18%	208 937	18%	82 710	17%	152 585	16%	68 008	16%	109 535	16%	58 043	الشمال الغربي
16%	179 610	15%	67 421	14%	131 092	14%	58 798	14%	92 585	14%	50 987	الوسط الشرقي
13%	149 453	13%	60 230	13%	124 311	14%	57 751	14%	95 946	15%	52 699	الوسط الغربي
6%	66 159	7%	30 691	6%	58 462	8%	31 195	6%	41 998	8%	27 606	الجنوب الشرقي
8%	93 488	8%	36 486	8%	76 803	8%	32 551	7%	47 302	7%	27 029	الجنوب الغربي
100%	1 149 559	100%	455 871	100%	923 040	100%	412 789	100%	675 712	100%	360 916	المجموع

ب. خلال الفترة 2010- 2018

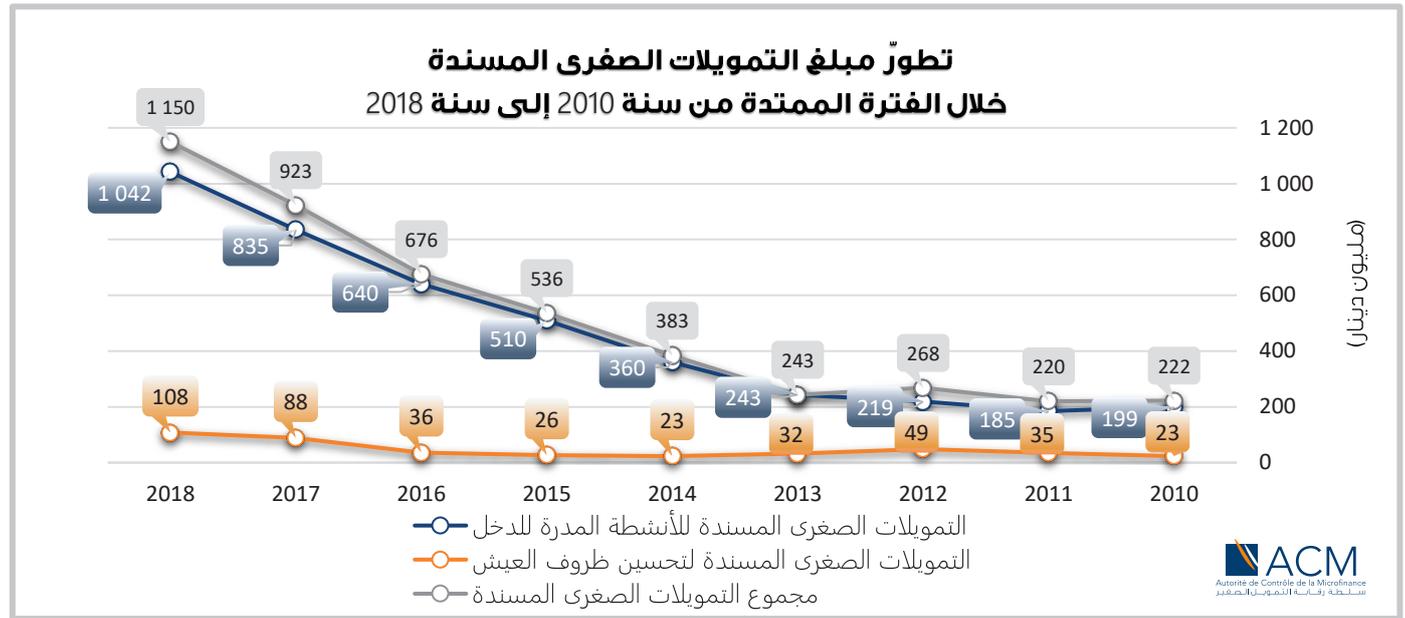
ارتفاعاً حيث بلغ متوسط معدل النمو السنوي نسبة

قدرت بـ 22,8 %

• شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى
المسندة خلال الفترة الممتدة من 2010 إلى 2018

(الوحدة: ألف دينار)

مجموع التمويلات الصغرى المسندة		التمويلات الصغرى المسندة لتحسين ظروف العيش		التمويلات الصغرى المسندة للأنشطة المدرة للدخل		
المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	
222 476	276 326	23 448	50 533	199 028	225 793	2010
219 670	258 153	35 006	62 719	184 664	195 434	2011
267 947	271 293	48 578	71 705	219 369	199 588	2012
275 947	251 811	32 398	46 293	243 461	205 518	2013
383 294	283 711	23 122	32 927	360 172	250 784	2014
536 082	329 747	26 418	38 949	509 664	290 798	2015
675 712	360 916	36 112	51 152	639 601	309 764	2016
923 040	412 789	88 349	83 456	834 690	329 333	2017
1 149 559	455 871	107 877	90 877	1 041 682	364 994	2018



1.2. تطور التمويلات الصغرى المسندة

- يمثل مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من قبل جمعيات القروض الصغيرة 8,45% من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة في قطاع التمويل الصغير خلال سنة 2018 مسجلا انخفاضا قدر بـ 9,5% مقارنة بالسنة الفارطة.

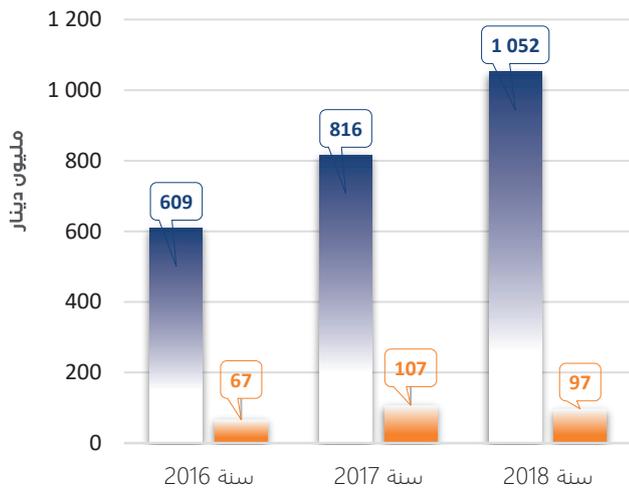
أ. خلال الفترة 2016-2018

- بلغ العدد الجملي للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعياتي خلال سنة 2018، 455 871 تمويل صغير بمبلغ جملي قدره حوالي 1 150 مليون دينار مقابل 412 789 تمويل صغير بقيمة 923 مليون دينار خلال سنة 2017 أي بنسبة نمو تقدر بـ 24,54%.

(الوحدة: ألف دينار)

2018				2017				2016				أصناف مؤسسات التمويل الصغير
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
91,6%	1 052 468	88,4%	403 169	88,4%	815 703	85,5%	353 114	90,1%	609 116	86,8%	313 424	الشركات خفية الاسم
8,4%	97 091	11,6%	52 702	11,6%	107 337	14,5%	59 675	9,9%	66 596	13,2%	47 492	جمعيات القروض الصغيرة
100%	1 149 559	100%	455 871	100%	923 040	100%	412 789	100%	675 712	100%	360 916	المجموع

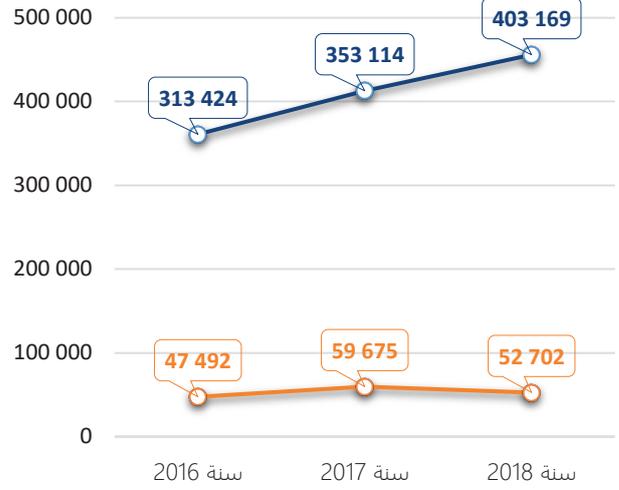
تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب
صنف مؤسسات التمويل الصغير من سنة
2016 إلى سنة 2018



■ مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
■ مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من قبل جمعيات القروض الصغيرة



تطور عدد التمويلات الصغرى المسندة حسب صنف
مؤسسات التمويل الصغير من سنة
2016 إلى سنة 2018



● عدد التمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
● عدد التمويلات الصغرى المسندة من قبل جمعيات القروض الصغيرة



المسندة من قبل الجمعيات منها 9 جمعيات لم تتعاطى قط هذا النشاط و197 تحصلت على تمويلات من البنك التونسي للتضامن خلال سنة 2018.

ولم تتمكن إلا جمعيتان فقط من بين هاته الجمعيات من الامتثال لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير¹ وهما:

2. معطيات حول قطاع التمويل الصغير في

تونس خلال سنة 2018

يتكون قطاع التمويل الصغير في تونس إلى حدود 31 ديسمبر 2018 من:

- 289 جمعية للقروض الصغرى مرخص لها طبقا للقانون عدد 67 لسنة 1999 المؤرخ في 15 جويلية 1999 والمتعلق بالقروض الصغيرة

الشعار	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي	
	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي تحصلت على ترخيص وزير المالية بتاريخ 30 سبتمبر 2015 تم إحداثها في إطار عملية تفريغ نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية "أسد".	أسد تمويل
	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي تمكنت من الامتثال لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.	جمعية القيروان للتنمية المندمجة

• 7 شركات خفية الاسم:

تاريخ الحصول على الترخيص	مؤسسة التمويل الصغير في شكل شركة خفية الاسم	
2015.12.31		شركة أندنا تمويل
2014.03.28		شركة تيسير للتمويل الصغير
2014.10.03		شركة ميكروكراد باوباب
2015.01.22		شركة أدفانس تونس
2015.04.21		شركة المركز المالي للباعثين
2016.05.06		شركة الزيتونة تمكين
2019.01.09		شركة الأمل للتمويل الصغير

لأحكام هذا المرسوم كما تم تنقيحه بالفانون عدد 46 لسنة 2014. وتجدر الإشارة في هذا الإطار أنه بتاريخ 19 جانفي 2017 تم إصدار الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 والمتعلق بالتمديد في أجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم المذكور كما تم تنقيحه بمقتضى الأمر الحكومي عدد 12 لسنة 2018 المؤرخ في 10 جانفي 2018.

¹ منح الفصل 58 من المرسوم 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 لجمعيات القروض الصغيرة، صفة مؤسسات تمويل صغير شريطة امتثالها لأحكام هذا المرسوم في أجل أقصاه موفى سنة 2016.

وبحلول هذا الأجل، وباستثناء جمعية "دعم التنمية الذاتية أسد" وجمعية القيروان للتنمية المندمجة "AKDI"، لم تمثل أية جمعية قرض صغير أخرى

02/2016

• قرار من وزير المالية المؤرخ في 9 فيفري 2016 يتعلق بضبط نسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة التمويل الصغير والمنصوص عليها بالفصل 48 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

11/2014

• قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 يتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير

07/2014

• قانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 يتعلق بتنقيح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير

08/2013

• قرار وزير المالية المؤرخ في 19 أوت 2013 يتعلق بتنقيح القرار المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وبتطورها المؤسساتاتي

04/2013

• قرار وزير المالية المؤرخ في 16 أبريل يتعلق بضبط مهام اتحادات مؤسسات التمويل الصغير
• قرار وزير المالية المؤرخ في 22 أبريل 2013 المتعلق بتسمية رئيس وأعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

01/2013

• قرار وزير المالية المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وبتطورها المؤسساتاتي

11/2012

• الأمر عدد 2643 لسنة 2012 المؤرخ في 6 نوفمبر 2012 المتعلق بتسمية مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

09/2012

• الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012 المتعلق بضبط طرق تسيير سلطة رقابة التمويل الصغير

01/2012

• قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير

11/2011

• المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 يتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير
• المرسوم عدد 118 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 يتعلق بالأحكام الجبائية الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير

II. واقع قطاع التمويل الصغير

- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بالخطايا والعقوبات الإدارية والمالية التي يمكن تسليطها على مؤسسات التمويل الصغير في حالة مخالفتها لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير ونصوصه التطبيقية
- مشروع قرار وزير المالية يتعلق بتنقيح القرار المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير.
- مشروع القانون الأساسي للجمعية المهنية لمؤسسات التمويل الصغير.

1. تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011

حدد الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم مؤسسات التمويل الصغير مهام سلطة رقابة التمويل الصغير والتي من ضمنها إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص التشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.

وخلال سنة 2018 أبدى أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير رأيهم بخصوص النصوص التالية:

03/2018

• قرار من وزير المالية مؤرخ في 13 أبريل 2018 يتعلق بتنقيح وإتمام القرار المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير

03/2018

• قرار من وزير المالية مؤرخ في 27 مارس 2018 يتعلق بالمصادقة على معايير المحاسبة الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير

01/2018

• أمر حكومي عدد 12 لسنة 2018 مؤرخ في 10 جانفي 2018 يتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للائتمثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

07/2017

• قرار من وزير المالية بالنيابة مؤرخ في 26 جويلية 2017 يتعلق بضبط معايير الحوكمة لمؤسسات التمويل الصغير.

01/2017

• أمر حكومي عدد 93 لسنة 2017 مؤرخ في 19 جانفي 2017 يتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للائتمثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

12/2016

• قرار من وزير المالية بالنيابة مؤرخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير

08/2016

• قرار من وزير المالية المؤرخ في 24 أوت 2016 والمتعلق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير



واقع قطاع التمويل الصغير في تونس

2018

- **4.6. دورة تكوينية في مجال التمويل الصغير** - العمليات المحاسبية الجارية، العمليات المتعلقة بختم السنة المحاسبية
- **في إطار البرنامج السنوي لمعهد التمويل الصغير "Boulder"** - قراءة وتحليل القوائم المالية لمؤسسات التمويل الصغير.

7.6. دورة تكوينية حول "المعايير المحاسبية الجديدة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير والتحليل المالي"

نظمت آدا "ADA" دورة تكوينية من 6 إلى 11 ديسمبر 2018 في إطار برنامج ميكروماد بمقر أكاديمية البنوك والمالية حول "المعايير الجديدة للمحاسبة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير والتحليل المالي". وقد شارك إطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير في هذه الدورة التي قدمها خبير محاسب ومكون معتمد في ميدان التمويل الصغير.

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير من 23 جويلية إلى 03 أوت 2018 في الدورة التكوينية السنوية حول التمويل الصغير التي ينظمها معهد التمويل الصغير "Boulder" بالمركز الدولي للتكوين للمنظمة العالمية للشغل OIT في مدينة تورينو الإيطالية.

وتوجه هذه الدورة التكوينية إلى مختلف المهنيين الناشطين في قطاع التمويل الصغير والإدماج المالي في العالم، وذلك من خلال أكثر من عشرين مادة يتم تقديمها باللغة الفرنسية على امتداد أسبوعين.

5.6. دورة تكوينية حول "مراقبة المخاطر من طرف هيكل الرقابة"

تم تنظيم دورة تكوينية لفائدة مراقبي سلطة رقابة التمويل الصغير في إطار برنامج ميكروماد من 1 إلى 5 أكتوبر 2018 حول "مراقبة المخاطر من طرف هيكل الرقابة" وذلك بمقر الهيئة. وقد تولى تنشيط الدورة خبير من دولة اللوكسمبورغ، وتهدف إلى:

- تحليل نظام الحوكمة والتصرف في المخاطر ونظام الرقابة والتدقيق الداخلي لمؤسسات التمويل الصغير.
- تقييم مدى تعرض مؤسسات التمويل الصغير للمخاطر مقارنة بمخاطر القطاع.
- تأثير المخاطر على سمعة المؤسسة.

6.6. ورشة عمل تكوينية حول "المعايير المحاسبية الجديدة لمؤسسات التمويل الصغير"

شارك مراقبو سلطة رقابة التمويل الصغير أيام 3 و 4 ديسمبر 2018 في برنامج تكويني نظمه الوكالة الألمانية للتنمية "GIZ" حول المعايير المحاسبية الجديدة لمؤسسات التمويل الصغير بمقر سلطة رقابة التمويل الصغير قدمها خبير محاسب. وتركزت خاصة حول:

إلى 25 جانفي 2018 في الدورة التكوينية التي نظمتها كلية الحقوق والاقتصاد والمالية بلوكسمبورغ بهدف تعزيز المعارف وتبادل الخبرات في مجال القانون المالي.

وقد شهدت هذه الدورة مشاركة عدد هام من المهنيين الناشطين في القطاع المالي والهيئات الرقابية ومؤسسات التمويل الصغير والجامعيين، كما تضمنت دروسا قيمة حول الرقابة والقانون والأخلاقيات وآليات الاستثمار والقانون المصرفي أشرف عليها أساتذة جامعيون وخبراء لدى برنامج الدعم للتنمية الذاتية بلوكسمبورغ "أدا" وغيرهم من الخبراء في قطاع التمويل الصغير.

2.6. دورة تكوينية حول الإستراتيجية والنجاعة والتصرف في مخاطر التمويل الصغير

شارك إطران من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول "الإستراتيجية والنجاعة والتصرف في مخاطر التمويل الصغير" والتي تم تنظيمها يوم 8 ماي 2018 بمقر أكاديمية البنوك والمالية في إطار برنامج ميكروماد. وتهدف هذه الدورة إلى:

- تعزيز التوجه الإستراتيجي للتصرف في مؤسسة تمويل صغير.
- إعطاء نظرة شاملة على سير مؤسسة تمويل صغير
- التركيز على جوانب خاصة تتعلق بالتصرف في المخاطر ومؤشرات النجاعة.
- خلق حركية للتبادل بين المشاركين.

3.6. ورشة تكوين حول "تقديم آليات الرقابة

المعتمدة على المخاطر "C.A.M.E.L." و "LBC-FT" شارك جميع مراقبي الهيئة في ورشة تكوين تم تنظيمها في إطار برنامج ميكروماد من 25 إلى 28 جوان 2018 بمقر سلطة رقابة التمويل الصغير بهدف تعزيز آليات الرقابة للهيئة وقد تم خلالها تقديم برمجية "CAMEL" وهي آلية تتلائم مع إطار التمويل الصغير تم تطويرها من طرف البنك المركزي للولايات المتحدة الأمريكية لمراقبة البنوك التجارية. وتتضمن معايير للتصنيف. وتم تنشيط هذه الدورة من طرف خبير مختص في التنظيم المالي.

وتلقت سلطة رقابة التمويل الصغير إجابات صادرة عن 160 جمعية، من ضمنها 156 ناشطة أي ما يمثل 78,5% من مجموع الجمعيات الناشطة.

وإلى حد هذا التاريخ يبلغ عدد الجمعيات التي لم تُرسل قط التقارير والقوائم المطلوبة 118 جمعية، 43 منها تُعد ناشطة وهو ما يمثل 22% من مجموع الجمعيات الناشطة.

وقد أفرزت مهمة المراقبة على الوثائق لكل الملفات الواردة على سلطة رقابة التمويل الصغير وخاصة منها تقارير مراقبي الحسابات، عن:

- ✓ تسجيل إخلالات ونقائص تهم جوانب التصرف.
- ✓ تسجيل عدة نقائص على مستوى أعمال وتقارير مراقبي الحسابات.

ب. مهمات المراقبة على عين المكان

في إطار المهام الموكولة إليها، تولّت فرق من مراقبي سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2018 وبإذن من المدير العام القيام بـ 7 مهمات مراقبة على عين المكان لمؤسسات تمويل صغير:

- ✓ (1) مهمة مراقبة لجمعية قروض صغيرة.
- ✓ (3) مهمات مراقبة حول موضوع منو غسل الأموال ومكافحة الإرهاب.
- ✓ (3) مهمات مراقبة حول إحترام الإلتزامات القانونية المتعلقة بحماية الحرفاء

6. تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير

تسهر سلطة رقابة التمويل الصغير على تطوير كفاءة فريق عملها وذلك من خلال سياسة تكوين نشيطة، إذ يشارك أعوان السلطة عند انتدابهم وخلال كامل فترة عملهم في حلقات تكوينية مختلفة في تونس وأيضا في الخارج.

1.6. دورة تكوينية للحصول على "شهادة في القانون وتنظيم الادماج المالي"

شارك إطران من سلطة رقابة التمويل الصغير من 15

الفئات الهشة. وقد تم إصدار 5 أعداد طيلة سنة 2018 (جانفي وأفريل وجويلية وسبتمبر وديسمبر).

3.5 معالجة العرائض الصادرة عن حرفاء مؤسسات التمويل الصغير

تلقت سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2018، 15 عريضة صادرة عن حرفاء لمؤسسات التمويل الصغير الناشطة بالبلاد التونسية. وقد تمت معالجة هذه العرائض وتدخلت سلطة رقابة التمويل الصغير لتذليل مختلف الصعوبات موضوع العرائض.

4.5 تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير

أ. مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدمة لسلطة رقابة التمويل الصغير

مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم

تولى أعوان الهيئة خلال سنة 2018، مراقبة القوائم والتقارير الدورية المرسلة من قبل مؤسسات التمويل الصغير طبقا لمقتضيات قرار وزير المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 و المتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير، بما في ذلك التقارير المتعلقة بالمعايير الحذرة الخاضعة لها.

مؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعيات

في إطار مهامها وطبقا لمقتضيات أحكام الفصل 15 من قرار وزير المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 المتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير وعملا بتوصيات أعضاء مجلس الإدارة خلال اجتماعه المنعقد بتاريخ 2 مارس 2018، قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بتوجيه مراسلات إلى 278 جمعية منها الناشطة وغير الناشطة من جملة 289 جمعية مرضخ لها في إسناد قروض صغيرة، دعيتها من خلالها لمدتها بعدد من القوائم والتقارير الضرورية لمتابعة نشاطها لسنوات 2016 و 2017 و 2018 وذلك في أجل أقصاه شهر من تاريخ توصلها بالمراسلات المذكورة.

ديسمبر 2018	سبتمبر 2018	جوان 2018	مارس 2018	
الحجم				
949	924	848	809	عدد المستعملين
2 682 447	2 372 782	2 083 892	1 829 590	العدد التراكمي لعمليات الاسترشاد
1 326 991	1 217 608	1 129 635	1 010 874	العدد التراكمي للعقود المصرح بها
مؤشرات				
2827	2568	2457	2262	عدد عمليات الاسترشاد للمستعمل الواحد
عمليات الاسترشاد للعقد الواحد				
2,021	1,949	1,845	1,810	العدد
% 202,15	% 194,87	% 184,47	% 180,99	النسبة المئوية

ووضعت سلطة رقابة التمويل الصغير على ذمة مؤسسات التمويل الصغير العنوان التالي على البريد الإلكتروني reclamation_crm@acm.gov.tn لتلقي جميع الشكاوى ذات العلاقة بمركزية مخاطر التمويل الصغير سواء كانت ذات طابع تقني أو مهني. وتلقت سلطة رقابة التمويل الصغير 4308 شكاوى من قبل مؤسسات التمويل الصغير خلال سنة 2018، تتوزع كالتالي:

موضوع الشكاوى	عدد الشكاوى التي تمت معالجتها
خطأ في تاريخ الولادة	3719
خطأ في الاسم واللقب وتاريخ الولادة	584
خطأ في الاسم أو اللقب	5
الجملة	4308

2.5 مقياس التمويل الصغير

شهدت سنة 2018 إصدار أول نشرة لمقياس التمويل الصغير والذي يهدف للتعريف بقطاع التمويل الصغير من خلال مؤشرات تبين مدى أهميته في إدماج

5.4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقى الدولي حول تمويل المؤسسات متناهية الصغر والمؤسسات الصغرى والمتوسطة وحماية الإستثمارات: تحديات لإدماج منطقة إفريقيا الكبرى - المتوسط- أوروبا ونشر نموذج الإنتاج المشترك

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 11 ديسمبر 2018 بتونس في ملتقى حول " تمويل المؤسسات متناهية الصغر والمؤسسات الصغرى والمتوسطة وحماية الإستثمارات: تحديات لإدماج منطقة إفريقيا الكبرى - المتوسط- أوروبا ونشر نموذج الإنتاج المشترك" بتنظيم من معهد الإستشراف الإقتصادي لبلدان المتوسط (IPEMED) بالإشتراك مع المعهد العربي لرؤساء المؤسسات (IAACE) والإتحاد من أجل المتوسط وصندوق الودائع والأمانات.

5. دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير

1.5. مركزية مخاطر التمويل الصغير في تونس

بعد دخول القسط الأول والثاني والثالث من مركزية المخاطر الخاصة بقطاع التمويل الصغير في تونس حيز الإستغلال، أصبح بإمكان سلطة رقابة التمويل الصغير مراقبة عمليات الإسترشاد ونوعية التصاريح المتعلقة بالحرفاء وبعقود التمويلات الصغرى على الوجه الأمثل. ويتضمن الجدول التالي مجموعة من مؤشرات المتابعة للفترة الممتدة من 1 جانفي إلى 31 ديسمبر 2018:

وشاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في هذا المنتدى الذي إجتمع فيه مهنيون وعدة أطراف أخرى حول موضوع " نحو تونس بدون إقصاء وبدون تلوث وبدون فقر ". حيث تم التطرق إلى المواضيع التالية:

- كيف يمكن المساعدة على النهوض وتثمين الإقتصاد الإجتماعي والتضامني في تونس؟
- كيف يمكن العمل بصفة مسؤولة وشاملة؟
- كيف يمكن التأثير بشكل أكبر؟

وكان المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير بالإضافة إلى إطارين من الهيئة ضمن المدعوين للمساهمة في التبادل والنقاش حول كيفية تطوير الإدماج المالي في تونس.

4.4. اجتماع لجنة القيادة لبرنامج ميكروماد Micro-Med والأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في فعاليات الأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير الذي يقام سنويا في لوكسمبورغ والذي يعتبر الحدث السنوي الأهم في قطاع التمويل الصغير في أوروبا حيث يجمع عددا هاما من ممثلي المؤسسات البنكية والمالية والمنظمات الحكومية وغير الحكومية والجامعات وشركات الاستشارات والباحثين.

وساهمت الهيئة في جلسات التبادل والحوار والتواصل التي حضرها أكثر من 450 مشاركا من 69 دولة حول العالم. وتم خلال هذا الأسبوع الأوروبي مناقشة 5 محاور أساسية:

- حماية الحرفاء والتمويل الرقمي.
- الحوكمة: التصرف في المخاطر
- تطوير كفاءة الموارد البشرية لمؤسسات التمويل الصغير
- الحماية من التداين المفرط
- المعايير الدولية في التصرف في الأداء الإجتماعي ونجاعة مؤسسات التمويل.

4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في

المؤتمرات الدولية حول التمويل الصغير

1.4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في

ورشة عمل حول إستعمال مركزية المخاطر لصالح

المهام المؤسساتية للبنوك المركزية

مثل دور مركزيات المخاطر في تقييم الملاءمة وتطوير الإدماج المالي محور نقاش خلال الملتقى الدولي المنعقد بتاريخ 22 فيفري 2018 بالرباط بتنظيم من بنك المغرب ومؤسسة التمويل الدولية التابعة لمجموعة البنك الدولي وذلك بمشاركة ممثلين عن البنوك المركزية لكل من دول إسبانيا وإيطاليا وألمانيا والبرازيل وتركيا وكذلك البنك المركزي الأوروبي مستعرضين أهم الآليات في تقييم القروض. وقد حضر هذا الملتقى مسؤولون عن البنوك المركزية وهيئات الرقابة بالشرق الأوسط وإفريقيا جنوب الصحراء.

2.4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في

برنامج زيارة دراسية بالمغرب في إطار برنامج

ميكروماد

شارك المدير العام رفقة إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في برنامج الزيارة الدراسية بالمغرب من 1 إلى 5 ماي 2018 حول الجوانب الترتيبية والعملية المتعلقة بجمع مؤسسات التمويل الصغير المغربية لمبالغ الإذخار من حرفائهم لفائدة البنوك التجارية و صندوق "جيدة" لتمويل مؤسسات التمويل الصغير.

وواكب الفريق المشارك فعاليات تقديم منصة الدفع بواسطة الهاتف الجوال "HPS" وتجربة صندوق جيدة النموذجية بالإضافة إلى زيارات ميدانية لمؤسستي دفع "ميمونة للخدمات المالية" و "وفاء كاش".

3.4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في

منتدى التقارب التونسي

نظمت منصة "تقارب" يوم 09 ماي 2018 المنتدى الأول للتقارب التونسي. وتعتبر "تقارب" أول منصة للتفكير والدعوة والتعبئة الأوروبية من أجل تحقيق أهداف التنمية المستدامة.

3.3. المنتدى المشترك لمسؤولي مكافحة

غسل الأموال وتمويل الإرهاب في دولة فلسطين

والجمهورية التونسية

نظم معهد البنك المركزي التونسي بالتعاون مع المعهد البنكي الفلسطيني أيام 30 و 31 جويلية 2018 "المنتدى المشترك لمسؤولي مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب في دولة فلسطين والجمهورية التونسية"

وتم في هذا الإطار تقديم مداخلة حول دور سلطة رقابة التمويل الصغير في مجال مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب.

4.3. يوم إعلامي حول " إجراءات تجميد أموال

الإرهابيين "

شارك إطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير في اليوم الإعلامي حول " إجراءات تجميد أموال الإرهابيين" الذي نظمته كل من اللجنة التونسية للتحليل المالية والهيئة الوطنية لمكافحة الإرهاب يوم 19 نوفمبر 2018 بمقر البنك المركزي.

5.3. الورشة الجهوية لوضع البرنامج المالي

للفترة 2019-2023 لمؤسسات التمويل الصغير

نظمت جمعية القيروان للتنمية المندمجة وورشة جهوية حول " وضع البرنامج المالي للفترة 2019-2023 لمؤسسات التمويل الصغير" يوم 01 ديسمبر 2018.

وتهدف هذه الورشة إلى مزيد التحسيس بدور التمويل الصغير في التنمية المستدامة والحد من الفقر والبطالة. كما تهدف إلى تكوين أعوان وأعضاء جمعيات التمويل الصغير في إعداد المخططات المالية للفترة 2019/2023.

وقد تمت دعوة سلطة رقابة التمويل الصغير للمشاركة في هذا الحدث. حيث قدم المدير العام للهيئة مداخلة حول " دور الرقابة في تطوير مؤسسات التمويل الصغير".

• النظر في (7) تقارير مهمات مراقبة على عين المكان:

- ✓ (1) مهمة مراقبة لجمعية قروض صغيرة.
- ✓ (3) مهمات مراقبة تتعلق بموضوع منو غسل الأموال ومكافحة تمويل الإرهاب.
- ✓ (3) مهمات مراقبة تتعلق بالثبوت من مدى احترام الإلتزامات القانونية فيما يتعلق بحماية الحرفاء.

• ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لسنة 2019،

3. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات، والدورات التكوينية والتحسيسية المتعلقة بالتمويل الصغير في تونس

1.3 الندوة الدولية حول تجميد أموال الإرهابيين
شارك إطران من سلطة رقابة التمويل الصغير في الندوة الدولية حول تجميد أموال الإرهابيين المنعقدة يومي 12 و 13 أبريل 2018 بالمدرسة الوطنية للإدارة.

2.3 ورشة عمل تكوينية حول تفعيل منظومة تجميد أموال الإرهابيين
نظمت اللجنة الوطنية لمكافحة الإرهاب بالشراكة مع مكتب الأمم المتحدة لمكافحة الإرهاب والإدارة التنفيذية للجنة مكافحة الإرهاب بمجلس الأمن التابع للأمم المتحدة ورشة عمل حول " تفعيل منظومة تجميد أموال الإرهابيين" من 3 إلى 5 جويلية 2018.

وقد شارك إطران من سلطة رقابة التمويل الصغير في هذه الورشة التي تهدف إلى تكوين مختلف المتدخلين حول المتطلبات العملية لتركيز المنظومة الوطنية لتجميد أموال الإرهابيين.

على مؤسسات التمويل الصغير في حالة مخالفتها لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير والنصوص التطبيقية.

• مشروع النظام الأساسي للجمعية المهنية لمؤسسات التمويل الصغير.

3.2 قرارات تتعلق بالتنظيم والإجراءات الداخلية الخاصة بسلطة رقابة التمويل الصغير

• المصادقة على دليل إجراءات دراسة ملفات طلبات الحصول على الموافقة لإسناد تمويلات بمبلغ يفوق 20.000 دينار ولا يتجاوز 40.000 دينار مع مدة قصوى للتسديد بـ 7 سنوات.

• المصادقة على المذكرة التنظيمية حول موضوع منع غسل الأموال ومكافحة تمويل الإرهاب.

4.2 قرارات تتعلق بتطوير قطاع التمويل الصغير

• المصادقة على المذكرة عدد 22 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بشروط تطبيق مقتضيات الفصل الأول من قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 والمتعلق بضبط المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من طرف مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بقرار وزير المالية المؤرخ في 13 أبريل 2018.

• المصادقة على المذكرة عدد 21 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بمركزية المخاطر للتمويل الصغير.

• المصادقة على تجديد عضوية سلطة رقابة التمويل الصغير في التحالف من أجل الإدماج المالي.

• المصادقة على إتفاقية بين سلطة رقابة التمويل الصغير ووزارة المالية وأكاديمية البنوك والمالية والمتعلقة ببرنامج تكوين لفائدة قطاع التمويل الصغير.

5.2 قرارات تتعلق برقابة مؤسسات التمويل الصغير

• النظر في التقارير الدورية لمؤسسات التمويل الصغير.

1. تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير

أحدثت سلطة رقابة التمويل الصغير بمقتضى الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي هيئة مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي مما يضمن حيادها ويكسبها صلاحيات السلطة العمومية التي تمكنها من أداء دورها الرقابي لقطاع التمويل الصغير. وتم ضبط طرق تسييرها بمقتضى أحكام الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012.

تتمثل مهام سلطة رقابة التمويل الصغير خاصة في:

- دراسة ملفات التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وإبداء الرأي فيها،
- مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها والجمعيات التي قامت بتفريغ نشاطها
- إرساء منظومة لتجميع المخاطر المتعلقة بالقطاع وتبليغها لمؤسسات التمويل الصغير عند طلبها ويمكن لها للغرض أن تطلب من مؤسسات التمويل الصغير أن تمدّها بجميع الإحصائيات والمعلومات التي تسمح لها بالاطلاع على تطور نشاطها كما يمكن لها إبرام عقود شراكة مع سلط رقابة مماثلة لتبادل المعلومات
- تسليط خطايا و/أو عقوبات إدارية، ما عدى سحب الترخيص، في حالة مخالفة أحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المذكور أعلاه ونصوصه التطبيقية
- تقديم مقترح معلل لوزير المالية حول سحب الترخيص لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها،
- إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص التشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير

2. اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات

عقد مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2018، إحدى عشر اجتماعاً، تم خلالها اتخاذ جملة من القرارات أهمها:

1.2. إبداء الرأي في الملفات الخاضعة للتراخيص

- مطلب إعادة تفعيل الترخيص في ممارسة نشاط التمويل الصغير صادر عن جمعية تمويل صغير.
- مطلبي (02) ترخيص لممارسة نشاط التمويل الصغير في شكل شركة خفية الاسم، تحصل أحدهما على الموافقة المبدئية بينما لا يزال الثاني في طور الدراسة،
- إبداء الرأي بخصوص إحدى عشر (11) مطلب صادر عن مؤسسات تمويل صغير لفتح فروع جديدة غير مدرجة بمخطط أعمالها.
- إبداء الرأي بخصوص مطلبي (02) ترخيص في مدرجة بمخطط أعمالها.
- إبداء الرأي بخصوص مطلبي (02) ترخيص في تغيير مقرات فروع لمؤسسات تمويل صغير.
- إبداء الرأي بخصوص مطلب اقتناء حصص إجتماعية من رأس مال مؤسسة تمويل صغير.
- إبداء الرأي في ثلاث (3) مطالب للحصول على الموافقة لإسناد تمويلات صفرى بمبلغ يفوق 20.000 دينار ولا يتجاوز 40.000 دينار مع مدة قصوى للتسديد بـ 7 سنوات.

2.2. إبداء الرأي في مشاريع النصوص التشريعية المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2018

- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بتنقيح وإتمام قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير
- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بالخطايا والعقوبات الإدارية والمالية التي يمكن تسليطها



نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير

2018

- عشرة آلاف دينار (10 000 د) مع مدة قصوى للتسديد بخمس سنوات بالنسبة للجمعيات
- أربعون ألف دينار (40 000 د) مع مدة قصوى للتسديد بسبع سنوات بالنسبة للشركات
خفية الاسم
و لإسناد تمويلات صغرى يفوق مبلغها عشرين ألف دينار دون أن يتجاوز أربعين ألف دينار ولمدة
أقفاها سبع سنوات، يجب على مؤسسات التمويل الصغير فى شكل شركات خفية الاسم
الحصول على موافقة سلطة رقابة التمويل الصغير. وتسنده هذه الموافقة إلى مؤسسات
التمويل الصغير فى شكل شركات خفية الاسم، شريطة أن لا تقل مدة نشاطها عن السنتين منذ
تاريخ حصولها على الترخيص لتعاطى نشاط مؤسسة تمويل صغير واستنادا إلى مخطط أعمال
معدّ للغرض ووفق شروط تم ضبطها بمقتضى المذكرة عدد 22 لسلطة رقابة التمويل الصغير
الصادرة بتاريخ 28 جوان 2018. وتجدر الإشارة إلى أنه يمكن لسلطة رقابة التمويل الصغير أن تسحب
الموافقة المذكورة من مؤسسة التمويل الصغير فى حورة إخلالها بالشروط التى تم على
أساسها منحها الموافقة. وبالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير فى شكل جمعيات، يخضع
إسناد تمويلات صغرى يفوق مبلغها خمسة آلاف دينار دون أن يتجاوز عشرة آلاف دينار ولمدة
أقفاها خمس سنوات إلى شروط دنيا مضبوطة فى إطار اتفاقية التمويل المبرمة بينها وبين البنك
التونسي للتضامن.
إلى غاية موفى سنة 2018، تمكنت مؤسسة تمويل صغير فى شكل شركات خفية الاسم من
الحصول على موافقة سلطة رقابة التمويل الصغير لإسناد تمويلات صغرى يفوق مبلغها عشرين
ألف دينار دون أن يتجاوز أربعين ألف دينار ولمدة أقفاها سبع سنوات.

المدير العام
محمود المنتصر منصور

واطل قطاع التمويل الصغير نموّه خلال سنة 2018 ولكن بنسق منخفض مقارنة مع ما تمّ تسجيله خلال سنة 2017، حيث شهد مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير (فى شكل شركات خفية الاسم وفى شكل جمعياتى) ارتفاعا بنسبة بلغت 24.5٪ خلال سنة 2018 مقابل 36.6 ٪ خلال سنة 2017 حيث استقر هذا المبلغ فى موفى سنة 2018 فى حدود 1150 مليون دينار يتعلق 91.6 ٪ منه بقروض تم إسنادها من قبل مؤسسات التمويل الصغير فى شكل شركات خفية الاسم.

تمكنت سلطة رقابة التمويل الصغير ولأول مرة، بفضل المعطيات التى وقّرها البنك التونسى للتضامن، من ضبط العدد التقديرى للحرفاء النشطين لمؤسسات التمويل الصغير فى شكل جمعياتى والذى بلغ فى 31 ديسمبر 2018 حوالى 240 184 حريفا. وتجدر الإشارة فى هذا الإطار إلى وجوب التعامل مع هذا الرقم بحذر باعتبار أنّ حوالى 40٪ من هؤلاء الحرفاء أى ما يعادل 97 129 شخصا تتخلّد بذمتهم مبالغ جارية تعود إلى فترة ما قبل شهر جانفى 2014.

وعلى ضوء هذا المعطى الجديد، يقدر عدد الحرفاء النشطين لقطاع التمويل الصغير فى 31 ديسمبر 2018 بحوالى 597 053 حريفا، 66٪ منهم حرفاء لدى مؤسسات التمويل الصغير فى شكل شركات خفية الاسم.

ومن جهة أخرى تمّ بتاريخ 10 جانفى 2018 إصدار أمر حكومى تم بمقتضاه التمديد إلى غاية 31 ديسمبر 2019 فى الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتنال لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ فى 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

فى 31 ديسمبر 2018، بلغت نسبة الحرفاء المزدوجين بين مؤسسات التمويل الصغير من جهة والبنوك وشركات الإيجار المالى من جهة أخرى حوالى 19.88٪. وبلغت حصّتهم من المبلغ الجارى للقروض المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير فى شكل شركات خفية الاسم حوالى 26.25٪. وقد سجلت هذه النسبة ارتفاعا بحوالى 2.8٪ خلال سنة 2018 لكنها لا توحى فى الوقت الحالى إلى وجود مخاطر، حيث بلغ مؤشر محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير فى شكل شركات خفية الاسم للحرفاء المزدوجين حوالى 1.27٪ فى موفى ديسمبر 2018 مقابل 1.56٪ و 1.10٪ على التوالي فى نهاية سنتى 2016 و2017. ومن ناحية أخرى، قدر المبلغ الجارى لقروض هؤلاء الحرفاء لدى البنوك وشركات الإيجار المالى فى 31 ديسمبر 2018، بحوالى 5.5 أضعاف قيمة المبلغ الجارى لقروضهم لدى مؤسسات التمويل الصغير فى شكل شركات خفية الاسم مقابل 6 أضعاف خلال سنة 2017. هذا وارتفع المبلغ الجارى لقروض الحرفاء المزدوجين فى موفى سنة 2018 إلى 1147 مليون دينار لدى البنوك وشركات الإيجار المالى مقابل 208.4 مليون دينار لدى مؤسسات التمويل الصغير فى شكل شركات خفية الاسم.

بتاريخ 13 أفريل 2018، تمّ إصدار قرار جديد من وزير المالية يحدّد المبلغ الأقصى ومدّة التسديد القصوى للتمويل الصغير كما يلى:

16	.....	II . واقع قطاع التمويل الصغير
17	.....	1 . تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011
19	.....	2 . معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2018
20	.....	1.2 تطور التمويلات الصغرى المسندة.....
20	.....	أ. خلال الفترة 2016-2018.....
21	.....	ب. خلال الفترة 2010-2018.....
22	.....	2.2 توزيع للتمويلات الصغرى حسب الجهات.....
23	.....	3.2 توزيع التمويلات الصغرى حسب القطاعات.....
24	.....	4.2 توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي.....
25	.....	5.2 توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع.....
25	.....	6.2 متو سّط التمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير.....
26	.....	7.2 تطو رّ المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى.....
26	.....	أ. المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير.....
	.....	ب. متو سّط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات
27	.....	خفية الاسم.....
28	.....	8.2 محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.....
28	.....	أ. خلال الفترة 2016-2018.....
30	.....	ب. خلال سنة 2018.....
31	.....	9.2 نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة 2016-2018.....
31	.....	10.2 المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.....
31	.....	أ. معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج.....
33	.....	ب. المؤشرات المالية التقديرية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.....
34	.....	ت. مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.....
34	.....	11.2 مؤشرات غير مالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم.....
36	.....	III . حركية تطور قطاع التمويل الصغير
37	.....	1 . يوم تكويني برلماني حول دور التمويل الصغير في دعم التشغيل
37	.....	2 . المعايير المحاسبية الجديدة لمؤسسات التمويل الصغير
38	.....	IV . الملاحق
39	.....	1 . التقرير العام لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2018
40	.....	2 . التقرير الخاص لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2018
41	.....	3 . القوائم المالية السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2018
41	.....	1.3 الأصول.....
42	.....	2.3 الأموال الذاتية والخصوم.....
43	.....	3.3 قائمة النتائج.....
44	.....	4.3 جدول التدفقات النقدية.....

الفهرس

6	كلمة المدير العام
8	I. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير
9	1. تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير
9	2. اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات
9	1.2 إبداء الرأي في الملفات الخاضعة للتراخيص
9	2.2 إبداء الرأي في مشاريع النصوص التشريعية المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2018
10	3.2 قرارات تتعلق بالتنظيم والإجراءات الداخلية الخاصة بسلطة رقابة التمويل الصغير
10	4.2 قرارات تتعلق بتطوير قطاع التمويل الصغير
10	5.2 قرارات تتعلق برقابة مؤسسات التمويل الصغير
10	3. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات، والدورات التكوينية والتحسيسية المتعلقة بالتمويل الصغير في تونس
10	1.3 الندوة الدولية حول تجميد أموال الإرهابيين
10	2.3 ورشة عمل تكوينية حول تفعيل منظومة تجميد أموال الإرهابيين
11	3.3 المنتدى المشترك لمسؤولي مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب في دولة فلسطين والجمهورية التونسية
11	4.3 يوم إعلامي حول إجراءات تجميد أموال الإرهابيين
11	5.3 الورشة الجهوية لوضع البرنامج المالي للفترة 2019-2023 لمؤسسات التمويل الصغير
11	4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمرات الدولية حول التمويل الصغير
11	1.4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ورشة عمل حول إستعمال مركزية المخاطر لصالح المهام المؤسساتية للبنوك المركزية
11	2.4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في برنامج زيارة دراسية بالمغرب في إطار برنامج ميكروماد
11	3.4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في منتدى التقارب التونسي
12	4.4 اجتماع لجنة القيادة لبرنامج ميكروماد MICRO-MED والأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير
12	5.4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقى الدولي حول تمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة وحماية الإستثمارات: تحديات لإدماج منطقة إفريقيا الكبرى – المتوسط وأوروبا ونشر نموذج الإنتاج المشترك
12	5. دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير
12	1.5 مركزية مخاطر التمويل الصغير في تونس
13	2.5 مقياس التمويل الصغير
13	3.5 معالجة العرائض الصادرة عن حرقاء مؤسسات التمويل الصغير
13	4.5 تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير
13	أ. مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدمة لسلطة رقابة التمويل الصغير
14	ب. مهمات المراقبة على عين المكان
14	6. تطور الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير
14	1.6 دورة تكوينية للحصول على شهادة في القانون وتنظيم الادماج المالي
14	2.6 دورة تكوينية حول الإستراتيجية والنجاعة والتصرف في مخاطر التمويل الصغير
14	3.6 ورشة تكوين حول تقديم آليات الرقابة المعتمدة على المخاطر CAMELI و LBC-FT
15	4.6 دورة تكوينية في مجال التمويل الصغير في إطار البرنامج السنوي لمعهد التمويل الصغير BOULDER
15	5.6 دورة تكوينية حول مراقبة المخاطر من طرف هيكل الرقابة
15	6.6 ورشة عمل تكوينية حول المعايير المحاسبية الجديدة لمؤسسات التمويل الصغير
15	7.6 دورة تكوينية حول المعايير المحاسبية الجديدة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير والتحليل المالي

مجلس الإدارة

الرئيس

محمود المنتصر منصور مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

الأعضاء

قاضي من الرتبة الثالثة	إبراهيم بن عمار
مستشار لدى المحكمة الإدارية	هشام الزواوي
ممثلة عن وزارة المالية	سنية الزغلامي
ممثل عن الهيئة العامة للتأمين	أنيس بن تعاريت
ممثل عن البنك المركزي التونسي	نبيل فلفل
ممثل عن المجلس الوطني للمحاسبة	صالح الصايل
تم اختيارها لخبرتها في ميدان التمويل الصغير	هدى غزي خليفة

مراقب الحسابات



الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق ICCA

السيد أنيس السماوي



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

التقرير السنوي

2018

التقرير السنوي 2018

Microassurance Agrément
Microcrédit Autorité
Entreprenariat
Microfinance e
IMF Règlementation de la m
Supervision de la microfinance en Tunisie
Contrôle Agréments oc
Société anonyme

Microassurance Agrément
Microfinance Microcrédit Autorité
Microcrédit Microfinance e
IMF Règlementation de la m
Contrôle Agrément de l
Société anonyme



 **ACM**
Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

سلطة رقابة التمويل الصغير
57 مكرر نهج المختار عطية - مبنى الشركة التونسية
للبنك الطابق الثالث
الهاتف: 70013762
الفاكس: 71257796
الموقع الإلكتروني: www.acm.gov.tn

responsable
Inclusion
Pérennité des
Protection de